Nations Unies

S/PV.7271



Conseil de sécurité

Soixante-neuvième année

Provisoire

7271e séance

Vendredi 19 septembre 2014, à 14 heures

New York

Président :	M. Kerry/Mme Power	(États-Unis d'Amérique)
Membres :	Argentine	M. Zuain
	Australie	Mme Bishop
	Chili	M. Riveros
	Chine	M. Liu Jieyi
	Fédération de Russie	M. Churkin
	France	M. Fabius
	Jordanie	M. Judeh
	Lituanie	Mme Murmokaitė
	Luxembourg	M. Asselborn
	Nigéria	Mme Ogwu
	République de Corée	M. Oh Joon
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Ellwood
	Rwanda	Mme Mushikiwabo
	Tchad	M. Mahamat

Ordre du jour

La situation concernant l'Iraq

14-54192 (F)



Merci de recycler



La séance est ouverte à 15 h 10.

Adoption de l’ordre du jour

L’ordre du jour est adopté.

La situation concernant l’Iraq

Le Président (*parle en anglais*) : J’ai le plaisir de souhaiter une chaleureuse bienvenue au nombre extraordinaire de ministres et autres représentants présents dans cette salle du Conseil de sécurité. La participation aujourd’hui d’un certain nombre de personnes venues de loin – dont certaines, comme M. Laurent Fabius, vont rentrer dans leur pays pour revenir plus tard – et le fait que beaucoup d’entre elles aient tenu à être là, compte tenu des affaires urgentes qui nous occupent tous dans cette salle, sont la preuve même de l’importance que revêt la question à l’examen. Nous sommes donc profondément reconnaissants, non seulement à tous ceux qui ont répondu à notre invitation, mais également à tous les pays qui ont compris la responsabilité et la gravité de ce moment. Nous remercions chaleureusement tous les participants.

Conformément à l’article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, j’invite les représentants de l’Albanie, de l’Allemagne, de l’Arabie saoudite, de Bahreïn, de la Belgique, du Canada, du Danemark, de l’Égypte, des Émirats arabes unis, de l’Espagne, de la Finlande, de la Géorgie, de l’Iraq, de l’Italie, du Japon, du Liban, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, d’Oman, des Pays-Bas, de la Pologne, du Qatar, de la République arabe syrienne, de la République islamique d’Iran et de la Turquie à participer à la présente séance.

Conformément à l’article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, j’invite M. Nickolay Mladenov, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d’assistance des Nations Unies pour l’Iraq, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l’examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M. Mladenov.

M. Mladenov (*parle en anglais*) : C’est un véritable honneur pour moi que de prendre la parole aujourd’hui devant le Conseil de sécurité, au nom du Secrétaire général.

C’est la quatrième fois que je viens faire au Conseil le point sur la dévastation infligée au peuple iraquien par l’État islamique d’Iraq et du Levant (EIIL). Au nom de la Mission d’assistance des Nations Unies pour l’Iraq (MANUI), je tiens à remercier le Conseil de sécurité de l’intérêt et de l’unité dont il continue de faire montre dans l’appui qu’il apporte au peuple et au Gouvernement iraquiens, et de permettre à notre Mission de remplir son mandat. Les appels répétés du Conseil en faveur d’un engagement politique sans exclusive, de l’organisation sans délai d’élections et de la mise en oeuvre d’un processus visant à former un gouvernement ont été entendus. Sa condamnation de la violence et des violations des droits de l’homme a été bien accueillie par les Iraquiens. Enfin, ses prises de position cohérentes, comme très récemment avec l’adoption de la résolution 2170 (2014), ne cessent d’encourager les Iraquiens en leur montrant qu’ils ne sont pas seuls.

La transition de l’Iraq est douloureuse et empreinte d’une grande violence. Toutefois, son peuple fait montre d’une persévérance exceptionnelle, et ce malgré les difficultés. Tout récemment, en dépit de la détérioration rapide des conditions de sécurité, les Iraquiens se sont rendus aux urnes pour une élection pluraliste qui a finalement été suivie par un transfert pacifique du pouvoir. Tout en s’employant à rétablir la sécurité dans de vastes régions du pays, le nouveau Gouvernement iraquien d’unité nationale cherche également à renforcer les relations entre les communautés ethniques et religieuses et à mettre en place des politiques sans exclusive afin de contribuer à la paix et à la cohésion sociales. Il compte aussi sur le soutien de la communauté internationale. Aujourd’hui, alors que l’Iraq se retrouve confronté à un danger extrême du fait de la progression de l’EIIL, son peuple compte sur les pays représentés ici-même, à savoir les membres du Conseil de sécurité, ses voisins, ses amis et ses alliés. Il espère que la communauté internationale et l’ONU prendront des mesures collectives pour éliminer cette menace à la paix en Iraq et dans le reste de la région.

Depuis le début de l’année, l’EIIL et les groupes armés qui lui sont affiliés se sont emparés d’une grande partie du nord et de l’ouest du pays. Ils ont pu se procurer des quantités importantes d’armes et de ressources naturelles et financières. Leurs réseaux, qui sont présents le monde entier, cherchent à rallier des combattants étrangers dans leur lutte pour démanteler l’État iraquien. Plusieurs mois avant que Mossoul ne tombe aux mains de l’EIIL, les provinces d’Anbar et de Ninive étaient devenues un terreau fertile pour cette organisation terroriste. Tout au long de cette période,

la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq a observé et pointé du doigt l'évolution de la stratégie de terreur de cette organisation, qui n'a de cesse de mettre systématiquement à mal les autorités légitimes en procédant à des enlèvements, des assassinats et des actes de violence. Elle cherche à tirer profit du mécontentement exprimé par certaines communautés pour le transformer en amertume et en violence. Elle se sert de son emprise sur une grande partie des territoires iraquien et syrien, en véhiculant une idéologie de haine, de peur et de nihilisme, pour mettre clairement en danger l'existence même d'un État iraquien unifié. Il s'agit d'une menace pour la région et pour la sécurité internationale.

Ces dernières semaines, la combinaison des frappes aériennes ciblées, de l'action des forces de sécurité iraquiennes et des opérations peshmergas kurdes a permis aux autorités légitimes de reprendre le contrôle de certaines zones. Cela a contribué à sauver des milliers de vies d'une mort imminente sur le Mont Sinjar, dans la ville d'Amirli et ailleurs. Cela a permis de protéger la ville d'Erbil; de préserver les infrastructures essentielles, notamment les barrages de Mossoul et de Haditha, et de stopper la progression de l'EIIL vers la capitale, Bagdad. Pourtant, malgré ces avancées, les forces de l'EIIL ont tout récemment été en mesure de prendre le contrôle de villes importantes de la province de Salahadine. Mais, il m'est agréable d'indiquer que, face à cette menace grandissante, la coopération et la coordination en matière de sécurité entre le Gouvernement fédéral iraquien et le Gouvernement régional du Kurdistan se sont considérablement accrues.

L'Iraq est confronté à une situation d'urgence qui ne cesse de se détériorer, avec pas moins d'1,8 million de personnes déplacées depuis janvier. Près de 850 000 d'entre elles ont trouvé refuge dans la seule du région du Kurdistan. Rien qu'au cours de la dernière quinzaine, 10 000 familles supplémentaires de la province de Diyala ont quitté leurs foyers. La crise humanitaire ne touche pas uniquement le nord du pays; des dizaines de milliers de personnes ont fui vers le sud, où beaucoup sont hébergées par des familles et des institutions religieuses. La pression sur les communautés locales à travers tout le pays s'intensifie, car l'afflux continu de personnes entraîne une crise massive du logement. Avec l'hiver qui approche à grands pas, des mesures importantes et immédiates doivent être prises. En outre, étant donné que plus de 2 000 écoles servent actuellement d'abris aux personnes déplacées dans l'ensemble du pays, la rentrée scolaire a déjà été repoussée d'un mois.

Face à cela, l'ONU déploie des efforts humanitaires considérables à travers tout l'Iraq pour fournir de l'aide alimentaire, des abris de secours, des services d'eau et d'assainissement et une assistance sanitaire. D'immenses obstacles continuent de nous empêcher d'atteindre les quelque 650 000 personnes qui se trouvent encore dans des zones de conflit actif. Je voudrais profiter de l'occasion pour demander au Gouvernement iraquien d'élaborer une stratégie nationale en vue d'améliorer la situation des personnes déplacées, et de rétablir immédiatement le paiement des salaires et la prestation des services sociaux de base dans tout le pays. Il convient d'encourager les efforts consentis par le Gouvernement et de saluer ses engagements financiers destinés à remédier à cette catastrophe humanitaire. L'ONU est prête à fournir de l'aide supplémentaire pour améliorer la coordination et la prestation de services.

Au nom de toute la famille des Nations Unies, je tiens à remercier tous les États Membres qui ont à ce jour répondu à notre appel à l'aide et qui ont honoré leur engagement en apportant généreusement leur appui à l'action humanitaire des Nations Unies. Je tiens également à saluer le Royaume d'Arabie saoudite, qui a contribué à hauteur de 500 millions de dollars sur un total de 712 millions de dollars versés à ce jour en faveur de l'action des Nations Unies en Iraq. Plus de 60 % de cette contribution importante ont déjà été dépensés pour acquérir des tentes, des denrées alimentaires et d'autres produits pour les centaines de milliers de personnes déplacées. Cela dit, je dois signaler, avec une inquiétude de plus en plus forte, que les fonds disponibles pour des opérations humanitaires seront épuisés avant l'hiver et qu'une aide supplémentaire sera nécessaire.

La crise actuelle a eu des effets destructeurs sur le respect et la protection des droits de l'homme en Iraq. L'ONU estime que, depuis janvier, il y a eu environ 25 000 victimes civiles, y compris 8 500 morts au moins et plus de 16 000 blessés. Au nom du Secrétaire général et de l'ensemble de l'équipe des Nations Unies en Iraq, j'adresse mes plus sincères condoléances aux familles de toutes les victimes partout en Iraq et aux victimes du terrorisme. Les groupes minoritaires, y compris les chrétiens, les yézidis, les shabaks, les turkmènes et d'autres, sont particulièrement pris pour cible par l'EIIL, qui cherche de manière systématique et délibérée à les faire disparaître des territoires qu'elle

contrôle, commettant des actes qui constituent peut-être des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité, voire des actes de génocide.

La Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq continue d'enquêter sur les cas signalés de violation et d'atteintes au droit international humanitaire et au droit des droits de l'homme. Nos équipes ont réalisé plus de 500 entretiens avec des victimes et des témoins de ces violations, suite auxquels l'ONU a confirmé que des violations systématiques et généralisées des droits de l'homme étaient perpétrées par l'EIIL et des groupes armés associée, ainsi que des violations et atteintes commises par des groupes armés solidaires du Gouvernement et certaines commises par les forces de sécurité iraquiennes. Un rapport public a été publié en juillet, et un deuxième est en cours de préparation. Compte tenu de la gravité des crimes commis par l'EIIL, je salue la décision du Conseil des droits de l'homme d'envoyer une mission Iraq pour enquêter sur les violations et atteintes présumées du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

La chute de Mossoul a obligé les gens à prendre conscience que ce qui est en jeu, ce n'est pas simplement la survie de leur pays, mais l'existence même de leurs communautés. Tous les Iraquiens, quelle que soit leur origine ethnique ou leur appartenance religieuse, seront perdants s'ils ne parviennent pas à coopérer face à la menace grandissante du terrorisme, du radicalisme et de l'extrémisme. Aujourd'hui, il est de plus en plus admis que pour être efficace, tout plan de sécurité doit être largement accepté par tous. Des décideurs clefs sont d'accord sur le fait que la sécurité ne peut être assurée si la Constitution, l'état de droit et le droit international humanitaire et les normes relatives aux droits de l'homme ne sont pas pleinement respectés.

Il faut s'attaquer de manière prioritaire aux conditions qui favorisent le mécontentent et la violence en Iraq afin que les communautés mécontentes, en particulier celles qui se trouvent actuellement dans des zones de conflit, puissent de nouveau participer au processus démocratique. La Constitution iraquienne constitue toujours le cadre directeur du règlement légitime de tous les griefs. Des réformes permettant d'assurer une meilleure prestation de services, des politiques contribuant à la paix sociale et au développement, la délégation de pouvoirs, le partage équitable des recettes entre les provinces, des services publics efficaces, des mesures de lutte contre la corruption généralisée et, peut-être surtout, le renforcement de l'état de droit et de la responsabilité démocratique permettront au pays d'aller de l'avant.

La justice transitionnelle et la réconciliation sont impossibles si l'on ne s'attaque pas aux violations des droits de l'homme, passées et présentes. S'ils ne sont pas réglés, les griefs passés ou les atteintes aux droits de l'homme entraveront toute tentative de règlement des questions constitutionnelles, juridiques et des problèmes de gouvernance en suspens. Je suis heureux de signaler que, depuis sa formation, le Gouvernement a pris des mesures importantes et a bien entamé ses travaux collectifs. J'accueille avec une très grande satisfaction les instructions données récemment par le Premier Ministre Al-Abadi de suspendre les frappes aériennes des forces iraquiennes dans les zones civiles, y compris les zones sous le contrôle de l'EIIL, et le fait qu'il se soit publiquement engagé à protéger les civils. J'exhorte le Gouvernement iraquien à honorer pleinement cet engagement. En tant que commandant en chef des forces armées iraquiennes, le Premier Ministre Al-Abadi a également pris l'initiative de restructurer le commandement de ces forces. Ces décisions sont des mesures encourageantes pour ce qui est de répondre aux exigences de réforme.

Je salue également la décision du Conseil des ministres de créer un fonds pour la reconstruction afin de reconstruire les zones endommagées par des opérations militaires. L'ONU est prête à fournir une assistance à cet égard. Je suis également heureux de signaler que le Conseil des ministres a lancé un processus d'élaboration d'un projet de loi en vue de constituer une garde nationale. Cela permettra de déléguer des pouvoirs et renforcera la participation au niveau local pour assurer et gérer la sécurité.

Dans sa dernière déclaration devant le Parlement, le Premier Ministre s'est engagé à régler les désaccords sur le budget qui existent entre le Gouvernement fédéral et la région du Kurdistan. J'encourage le Gouvernement iraquien à faire rapidement des progrès pour ce qui est de rétablir les subventions, à compter de septembre, aux provinces de Dohouk, d'Erbil et de Souleimaniyeh. Le Gouvernement fédéral et le Gouvernement régional du Kurdistan doivent parvenir rapidement à un accord sur les paiements en suspens. Enfin, il est temps que les problèmes systématiques liés au partage des recettes et au budget soient réglés conformément à la Constitution. Comme toujours, l'ONU, en Iraq, est prête à continuer de faciliter ce processus. Tous les membres

de la communauté internationale doivent continuer de travailler en coopération étroite avec le Gouvernement iraquien et le Gouvernement régional du Kurdistan et de fournir à l’Iraq l’assistance dont il a besoin en matière de sécurité, de développement et concernant la situation humanitaire.

L’enjeu est très important tant pour les Iraquiens que pour la région. L’Iraq et tous ses voisins ont une occasion sans précédent de rétablir des relations bilatérales constructives basées sur des intérêts mutuels et le partenariat. Cette coopération doit être sans exclusive et ouverte à tous les pays voisins qui peuvent contribuer à faire face au défi posé par l’EIIL. L’adoption récente de la résolution 2170 (2014), la résolution 7804 de la Ligue des États arabes, le communiqué de Djedda, la Conférence internationale de Paris pour la paix et la sécurité en Iraq, et les récents débats tenus à l’OTAN renforcent tous l’appui international à l’Iraq, qui connaît une période difficile. L’ONU est prête à soutenir l’Iraq et la région en coordonnant les efforts politiques, sociaux, humanitaires et financiers nécessaires pour faire face à la crise actuelle.

Pour terminer, je serai clair. L’EIIL est un fléau qui inflige des souffrances indicibles aux peuples d’Iraq et de Syrie. L’EIIL a montré son mépris pour l’égalité, les droits fondamentaux, la dignité et la valeur de la personne. Elle ignore et dédaigne le droit international, et son idée perverse de la justice démontre qu’elle est fortement opposée aux progrès accomplis par l’humanité au fil des siècles. Cette menace, aussi grave soit-elle, peut-être contrée si la région et le monde coopèrent en s’appuyant sur la Charte des Nations Unies et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Mladenov de son exposé. Nous remercions tous le Secrétaire général et son Représentant spécial, M. Mladenov, en particulier pour tout le travail que ce dernier réalise à la tête de la Mission d’assistance des Nations Unies pour l’Iraq. Nous lui en sommes très reconnaissants.

Le Conseil est saisi du texte d’une déclaration faite en son nom par le Président. Je remercie les membres du Conseil de la précieuse contribution qu’ils ont apportée à la déclaration.

Conformément à l’accord auquel ils sont parvenus, je considérerai que les membres du Conseil souscrivent à cette déclaration, qui sera publiée en tant que document du Conseil de sécurité sous la cote S/PRST/2014/20.

Il en est ainsi décidé.

Je donne maintenant la parole à S. E. M. Ibrahim Al-Jaafari, Ministre iraquien des affaires étrangères.

M. Al-Jaafari (Iraq) (*parle en arabe*) : Je voudrais pour commencer vous remercier, Monsieur le Secrétaire d’État John Kerry, de présider la séance d’aujourd’hui pour mettre en lumière l’ampleur du danger que constitue le terrorisme non seulement pour l’Iraq mais pour le monde entier. Je salue également la présence de mes collègues les ministres des affaires étrangères de nombreux pays amis, qui montre le caractère mondial du danger terroriste auquel doivent faire face l’Iraq et la région. Nous remercions les États-Unis d’avoir organisé la présente séance qui s’inscrit dans le cadre de leurs efforts visant à mobiliser un appui international pour combattre le terrorisme mondial, représenté par l’État islamique d’Iraq et du Levant (EIIL) et les organisations qui lui sont associées. Je salue aussi la déclaration de M. Nickolay Mladenov, Représentant spécial du Secrétaire général et chef de la Mission d’assistance des Nations Unies pour l’Iraq.

L’Iraq réaffirme sa position et insiste de nouveau sur la nécessité de combattre le terrorisme, un fléau international, et de l’éliminer. Il insiste également de nouveau sur l’importance de la coopération et de la solidarité de tous les États pour y parvenir. De même, l’arrivée massive de combattants terroristes étrangers venant de tous les coins du monde et l’annonce de la création d’un État indiquent clairement que la façon de penser des terroristes a connu une transformation profonde et que le danger posé par les organisations terroristes ne se limitera pas à l’Iraq et à la Syrie mais se propagera à l’ensemble de la région. La lutte contre ces terroristes en Iraq et les efforts visant à sauver le peuple iraquien de leurs maux revient à sauver chaque être humain dans le monde entier. Cette guerre vise à défendre les Iraquiens. C’est une guerre par procuration visant à défendre tous les êtres humains. Aujourd’hui, l’être humain, la souveraineté et le territoire sont violés en Iraq. Les violations commises par l’EIIL constituent des crimes contre l’humanité qui touchent toutes les composantes du peuple iraquien : les chrétiens, les yézidis, les turkmènes, les sunnites et les chiites, et les kurdes.

Nous souhaitons restaurer la paix et la stabilité, afin de pouvoir rétablir les services publics

à la population, notamment dans les zones touchées. Les actions de l’État islamique d’Iraq et du Levant ont entraîné le déplacement de plus de 1,8 million d’Iraquiens vers le Kurdistan et d’autres régions situées dans le sud. Cependant, en dépit des difficultés dans les domaines de la politique et de la sécurité, le Gouvernement nouvellement élu a coopéré avec les organismes de l’ONU représentés en Iraq pour alléger les souffrances de la population et pour permettre aux forces de sécurité de retrouver le contrôle de la totalité du territoire iraquien et d’aider les personnes déplacées à regagner leurs foyers.

Malgré toutes ces difficultés et les menaces persistantes, le peuple iraquien a été en mesure d’organiser des élections nationales, suivies de la formation d’un Gouvernement d’unité nationale qui tienne compte des préoccupations de tous les secteurs de la population iraquienne, et qui s’engage à mettre en œuvre les principes majeurs du document d’accord politique signé le 8 septembre entre les parties iraquiennes, à savoir renforcer l’union nationale et la cohésion sociale et prendre les mesures nécessaires pour lutter contre le terrorisme. Nous avons réuni un consensus national autour de la formation d’un Gouvernement national qui intègre tous les secteurs de la société. Mobiliser, aux niveaux international et régional, tous les efforts nécessaires pour lutter contre le terrorisme est un moyen efficace de s’attaquer aux autres difficultés auxquelles la région est confrontée.

Nous pensons que c’est à nous, aux forces armées iraquiennes, aux forces peshmerga et à la garde nationale qu’incombe la responsabilité principale de la lutte contre l’État islamique d’Iraq et du Levant et contre les autres organisations terroristes qui sévissent sur notre territoire. Cela étant, l’assistance des nations amies est nécessaire pour l’appui aérien.

Nous avons pris toutes les mesures voulues pour renforcer l’union nationale et agir dans l’unité. Nous avions averti que la situation en Syrie finirait à terme par contaminer l’Iraq et que cette grave menace devait être éliminée, non seulement de l’Iraq mais de tout autre pays concerné. Le 25 juin, l’Iraq en a appelé au Conseil de sécurité pour obtenir l’assistance de la communauté internationale. Je voudrais donc faire la déclaration suivante.

L’assistance militaire, économique et financière à l’Iraq doit continuer à soutenir sa lutte contre l’État islamique d’Iraq et du Levant. Éliminer la menace de Daech exige d’éliminer tous ses combattants, y compris dans les pays voisins. Les actions militaires contre l’État islamique d’Iraq et du Levant doivent être menées en coordination avec les forces armées iraquiennes.

Une assistance humanitaire doit être fournie d’urgence pour alléger les souffrances de plus de 1,8 million de personnes, notamment des femmes et des enfants. Nous appelons les États Membres de l’ONU à continuer d’appliquer avec détermination les résolutions du Conseil des droits de l’homme et du Conseil de sécurité à cet égard, dans l’intention de tarir les sources de financement et d’appui militaire à l’État islamique d’Iraq et du Levant et d’empêcher ce dernier d’exploiter commercialement les ressources naturelles des régions qu’il contrôle.

La Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies insiste sur ces points et nous tenons à souligner que cette menace ne sera éliminée que si nous luttons contre les idées extrémistes qui la sous-tendent. Les partisans de ces idées extrémistes doivent être empêchés de prendre la parole en public et rencontrer une opposition à tous les niveaux. Le peuple et le Gouvernement iraquiens apprécient le rôle joué par l’ONU, par les pays européens et par d’autres pays, y compris les pays arabes frères qui ont aidé à répondre aux besoins des personnes déplacées et à fournir une assistance aux personnes dans les zones où les combats ont été violents. Nous sommes tous confrontés à un grave danger qui n’a aucun respect pour les droits de l’homme ou des considérations humanitaires. Nous devons tous agir au service de la culture opposée – celle de l’amour, de la prospérité et de la coopération.

Enfin, nous tenons à remercier l’ONU de l’assistance que nous apporte la Mission d’assistance des Nations Unies pour l’Iraq, en particulier l’assistance humanitaire aux personnes déplacées, et à réaffirmer notre appréciation et notre gratitude à M. Mladenov et à son équipe pour leur dévouement s’agissant d’aider l’Iraq dans cette crise.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie S. E. M. al-Jaafari de sa très importante déclaration. Nous apprécions grandement son leadership dans les efforts du nouveau Gouvernement iraquien.

J’ai maintenant le privilège de faire une déclaration en ma qualité de représentant des États-Unis.

D’emblée, je voudrais remercier tous les participants à la présente séance. J’ai eu l’occasion, au cours de mes déplacements ces dernières semaines, d’observer à quel point chacun est engagé dans ces

efforts, tant par ses actions que par son calendrier extrêmement chargé. Je suis convaincu que le fait que tant de pays – de diverses régions du monde – soient représentés au Conseil aujourd'hui souligne clairement la nécessité manifeste de nous unir tous pour accueillir et appuyer le nouveau Gouvernement d'ouverture en Iraq, et pour mettre un terme à la barbarie incontrôlée de l'État islamique d'Iraq et du Levant.

Je tiens à remercier le Secrétaire général Ban Ki-moon et à souhaiter la bienvenue à notre nouvel homologue iraquien, le Ministre des affaires étrangères, M. al-Jaafari. Nul n'est besoin de rappeler au Conseil que les deux dernières fois où les yeux du monde se sont fixés sur l'Iraq, le Gouvernement de ce pays se heurtait à l'opposition de la communauté internationale, opposition qui a été suivie de graves conséquences. Mais, aujourd'hui, nous nous réunissons pour appuyer le nouveau Gouvernement iraquien, qui a déjà réalisé d'immenses progrès en très peu de temps. Nous ne devons pas manquer cette occasion.

Cette dernière semaine, je me suis rendu à Bagdad pour la seconde fois en à peine plus de deux mois, afin d'y rencontrer le nouveau Gouvernement iraquien. J'y ai été très encouragé de l'entendre renouveler sa détermination à gouverner de manière à préserver les intérêts de tous les Iraquiens et à combler enfin les profondes divisions dont nous avons tous conscience, notamment s'agissant des ressources énergétiques, de l'autonomie régionale et de la composition des forces de sécurité. Toutes ces dissensions ont pesé sur l'Iraq tout au long de son histoire moderne. Le nouveau Gouvernement est également attaché à conférer l'autonomieaux communautés locales afin qu'elles se mobilisent, qu'elles conservent le contrôle de la sécurité dans leurs régions et qu'elles coopèrent avec la communauté internationale pour triompher de l'État islamique d'Iraq et du Levant.

De fait, l'Iraq a réagi face à la menace que fait peser l'État islamique d'Iraq et du Levant dans un esprit d'unité que le pays n'avait pas connu depuis des décennies – peut-être même jamais. Au cours du mois écoulé, un pilote arabo-iraquien, le général de division Majid Ahmed Saadi, pilotait un hélicoptère de l'armée de l'air iraquienne, avec à son bord un équipage kurde et un membre du Parlement yazidi, dans un seul objectif : secourir les Yazidis sur le mont Sinjar. Malheureusement, l'hélicoptère s'est écrasé au sol. Le général de division Saadi fut le seul à perdre la vie, mais, avant de mourir, il déclara à un journaliste du *New York Times* que la mission de sauvetage des Yazidis était la chose la plus importante qu'il ait jamais faite de toute sa carrière de pilote iraquien, et de toute sa vie. Ce niveau historique de coopération entre les forces iraquiennes et kurdes a trouvé un très profond écho auprès des deux communautés.

Comme le Président Obama l'a expliqué ce mois-ci, l'État islamique d'Iraq et du Levant est purement et simplement une organisation terroriste. Elle n'a d'autre programme que de massacrer tous ceux qui se trouvent sur son chemin. Dans une région qui a connu tant d'effusions de sang, ces terroristes affichent une brutalité sans égale. Ils exécutent les prisonniers qu'ils ont capturés, en les faisant s'agenouiller, en leur attachant les mains dans le dos, et en leur tirant une balle dans la tête. Ils tuent les enfants. Ils asservissent et violent les femmes; ils les obligent à contracter mariage. Ils ont menacé de génocide une minorité religieuse. Dans des actes de pure barbarie, ils ont privé de la vie deux journalistes américains, Jim Foley et Steven Sotloff, ainsi qu'un travailleur humanitaire britannique, David Haines. Pour parler simplement, l'État islamique d'Iraq et du Levant fait peser une menace sur les peuples d'Iraq et de Syrie et sur toute la région du Moyen-Orient. Si on ne leur barre pas la route, ces terroristes feraient certainement peser une menace croissante au-delà de la région – car ils l'ont déjà promis.

À terme, c'est l'histoire qui sera juge de la façon dont le monde réagit à ce moment, à ce défi. Contre un mal de ce type, nous n'avons qu'une solution : faire face, par une campagne globale, mondiale, résolue, permettant de saper et détruire cette menace terroriste et d'empêcher l'État islamique d'Iraq et du Levant de trouver refuge en Iraq, en Syrie ou ailleurs. Comme l'a clairement expliqué le Président Obama, et comme, je le pense, chacun dans cette salle en est bien conscient à ce stade, la coalition voulue pour éliminer l'État islamique d'Iraq et du Levant n'est pas seulement, voire pas essentiellement, de caractère militaire. Ce doit être une coalition générale, doublée d'une collaboration étroite entre les multiples volets d'intervention. Il s'agit d'extirper un réseau entier, de décimer et discréditer une secte radicale se faisant passer pour un mouvement religieux.

Le fait est que la quasi-totalité des pays du monde ont un rôle à jouer, y compris l'Iran, dont le Ministre des affaires étrangères est ici aujourd'hui. L'État islamique d'Iraq et du Levant représente une menace pour nous tous, et nous sommes résolus à travailler en partenariat

étroit avec le nouveau Gouvernement iraquien et les pays du monde entier pour en venir à bout. C'est la raison pour laquelle j'ai passé la semaine dernière en consultations avec mes homologues iraquiens et en voyages au Moyen-Orient et en Europe, pour mettre en place des partenariats, et c'est aussi la raison pour laquelle nous avons été si concentrés sur l'organisation de la présente séance ici aujourd'hui.

Je remercie également le Ministre saoudien des affaires étrangères, le Prince Saoud Al-Faisal, du rôle de premier plan joué par l'Arabie saoudite, qui a organisé la conférence de Djedda, ainsi que le Président Hollande et le Ministre français des affaires étrangères, Laurent Fabius, du rôle de tout premier plan également qu'ils ont joué en organisant la conférence de Paris. De l'une et l'autre de ces conférences est ressorti un engagement à chaque fois redoublé en faveur de l'action que nous avons à accomplir. Je dois dire que, dans nombre des réunions que j'ai eues jusqu'à présent, les dirigeants ne parlent pas de la question de savoir s'ils devraient appuyer ou non notre campagne contre l'État islamique d'Iraq et du Levant mais de la façon dont ils doivent le faire. D'ores et déjà, entre les multiples volets de l'effort auxquelles nous nous sommes attelés, nous avons vu plus de 50 pays prendre spontanément des engagements d'importance critiques.

Concernant l'appui militaire, les pays de la région et du reste du monde sont déjà à pied d'oeuvre pour apporter une assistance, tant en matière d'action cinétique que sous la forme d'une formation, de conseils, d'équipements, de la fourniture d'un appui logistique, etc. Dans la région, des pays tels que l'Égypte se sont engagés à renforcer notablement la coordination entre leurs forces et les forces iraquiennes et kurdes. Mais même plus loin encore de l'Iraq, des pays comme l'Australie s'engagent à déployer des avions de chasse, des avions d'appui et du personnel. L'Allemagne, reconnaissant la grave menace que représente l'État islamique d'Iraq et du Levant, est revenue sur son opposition politique de longue date à l'utilisation d'armes létales dans l'appui qu'elle apporte. La nuit dernière, la France a effectué ses premières frappes aériennes contre des cibles de l'État islamique d'Iraq et du Levant en Iraq. Ces formes d'assistance, fournies à la demande de l'Iraq et dans le plein respect de sa souveraineté, sont essentielles à la lutte contre l'État islamique, mais elles ne sont que l'un des éléments de la démarche d'ensemble qui s'impose.

Nous voyons également des témoignages de soutien écrasants en matière d'aide humanitaire. Des dizaines de pays de l'ensemble de la communauté internationale ont promis à ce jour près d'1 milliard de dollars aux fins de l'intervention humanitaire en Iraq sous la conduite des Nations Unies. Ce montant comprend des dons de pays de la région – l'Arabie saoudite, le Qatar et d'autres – ainsi que des fonds provenant de pays de l'autre bout du monde : le Japon, la Nouvelle-Zélande, la Corée du Sud, etc. Nous assistons également à des progrès encourageants dans l'effort visant à tarir le financement illicite de l'État islamique d'Iraq et du Levant, et le Bahreïn a proposé d'accueillir dans un proche avenir une conférence internationale afin de poursuivre la mise au point d'un plan d'action mondial de lutte contre le financement du terrorisme.

Comme nous en discuterons la semaine prochaine à la réunion présidée par le Président Obama, nous devons également mettre un coup d'arrêt au phénomène des combattants étrangers venus en masse rejoindre l'État islamique d'Iraq et du Levant, des hommes et des femmes porteurs de passeports de pays du monde entier, dont la quasi-totalité des pays représentés dans cette salle. C'est là encore un domaine où les différents pays ont déjà commencé à prendre d'importantes mesures, à commencer par des lois érigeant en crimes le recrutement de leurs ressortissants, ainsi que leur préparation ou leur participation à des actions de combat terroristes à l'étranger.

Enfin, il est urgent de faire pièce à la propagande venimeuse et à la grossière déformation de l'islam que l'État islamique d'Iraq et du Levant répand aux quatre vents. Il est temps de mettre fin à un groupe si extrême dans son rejet de la modernité qu'il interdit l'étude des mathématiques et des sciences sociales aux enfants. Il est temps de mettre fin aux sermons d'extrémistes qui infligent un lavage de cerveau à de jeunes hommes pour leur faire rejoindre ces groupes terroristes et commettre des atrocités massives au nom de Dieu. C'est une chose qui tient vraiment à cœur aux dirigeants de la région. Des dirigeants religieux saoudiens de premier plan se sont prononcés publiquement cette semaine à cet égard en déclarant que le terrorisme était un crime odieux selon la charia et en appelant l'État islamique, en particulier, « l'ordre de Satan ».

Tout cela est d'une importance vitale, parce que nous savons que c'est en empêchant, d'abord, un individu de se joindre à l'État islamique d'Iraq et du Levant ou de rejoindre les champs de bataille que nous prendrons la mesure la plus efficace. Mais si nous voulons que cette campagne internationale ait

une chance de succès, l'Iraq lui-même – et ses forces de sécurité, en première ligne – doit prendre la tête du mouvement. C'est l'une des raisons pour lesquelles il est impératif que nous consentions l'effort supplémentaire nécessaire pour aider l'Iraq à se réintégrer pleinement dans la région et dans le concert mondial des nations. Cela a déjà commencé : la semaine dernière, les Iraquiens, longtemps en froid avec leurs voisins et isolés du monde, ont été non seulement invités mais également chaleureusement accueillis aux réunions internationales de Djedda et de Paris, et maintenant ici à New York, devant le Conseil de sécurité et l'ensemble du monde.

Ce qui distingue la séance d'aujourd'hui, et c'est l'une des raisons pour lesquelles nous savons tellement gré à tant de ministres d'avoir fait le déplacement jusqu'ici, c'est qu'aux précédentes réunions de ce type, le monde n'a pas assisté officiellement aux délibérations ou aux débats pendant qu'ils se tenaient; il en a entendu parler par la suite. Aujourd'hui, le monde peut écouter chacun des Ministres, et il comprendra l'étendue et la portée de l'appui apporté à cet effort. Nous avons bien avancé, mais cela ne signifie pas que nous ayons atteint le point où nous devons être. J'espère qu'aujourd'hui les progrès que j'ai décrits se poursuivront, et que, au cours de la semaine, davantage de partenaires se présenteront et davantage d'engagements seront annoncés dans le sens de ces efforts.

Que l'on ne s'y trompe pas : notre travail de mise en place et de renforcement de cette coalition se poursuivra bien après la fin de cette semaine. Je m'y engage auprès de tous ceux qui sont ici présents, et le Président Obama s'y engage fermement également. L'un de nos experts militaires les plus respectés – qui est assis juste derrière moi –, le général John Allen, qui a servi en Afghanistan au commandement de nos forces sur le terrain, pendant deux ans, ainsi qu'en Iraq, et qui connaît un grand nombre des protagonistes en Iraq depuis ses années de service à Anbar, a accepté la nomination du Président à notre Département d'État, où il est chargé de superviser l'effort entrepris par les États-Unis pour mettre en correspondance les capacités de chaque pays avec les besoins totaux de la coalition afin que la chaîne de tous nos efforts soit coordonnée.

Je me réjouis d'entendre chacun de ceux qui sont ici présents au cours de l'après-midi. J'aimerais clore, une fois encore, en remerciant chacun de s'être joint à cette discussion, et je suis absolument convaincu qu'une campagne mondiale, globale et résolue peut nous permettre de soutenir la promesse qu'offre le nouveau Gouvernement en Iraq et de vaincre la menace que représente l'État islamique d'Iraq et du Levant où qu'il se trouve.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Je donne maintenant la parole à S. E. Mme Louise Mushikiwabo, Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale de la République du Rwanda.

Mme Mushikiwabo (Rwanda) (*parle en anglais*) : Je remercie les États-Unis d'avoir organisé cet important débat sur la situation en Iraq en cette période très difficile pour ce pays, pour la région, et même pour le monde. Votre direction de nos travaux aujourd'hui, Monsieur le Président, et la présence d'un certain nombre de ministres à ce débat sont un signe de la volonté de la communauté internationale d'honorer l'obligation qu'elle a de soutenir et de protéger le peuple iraquien contre la menace de l'État islamique d'Iraq et du Levant. Il est à regretter que chaque fois que le Conseil de sécurité se montre défaillant dans la responsabilité qui est la sienne, à savoir la responsabilité du maintien de la paix et de la sécurité internationales, l'humanité le paie de façon intolérable.

Nous savons tous que le conflit en Syrie a constitué un terreau fertile pour l'État islamique d'Iraq et du Levant. Ce groupe terroriste a commis des atrocités massives et flagrantes susceptibles de constituer des crimes contre l'humanité. Sa persécution constante des chrétiens, des yézidis et d'autres minorités religieuses sur la seule base de leur identité relève peut-être même du crime de génocide. La brutalité sans précédent de ce groupe devrait et doit nous conforter dans notre détermination à protéger les nombreux civils innocents pris au piège d'une cruauté avec laquelle ils n'ont rien à voir.

Nous saisissons cette occasion pour présenter nos condoléances à toutes les familles endeuillées.

Bagdad est loin de Kigali, non seulement en termes de géographie, mais aussi à de nombreux égards. Toutefois, le sort que connaissent de nombreux Iraquiens aujourd'hui est similaire à celui de beaucoup de Rwandais il y a 20 ans. Face à une cruauté sans précédent, ils se sont tournés vers le monde pour demander de l'aide. En tant que Ministre des affaires étrangères du Rwanda, je me dois de transmettre le message de l'abandon qu'a connu le Rwanda en 1994.

Nous sommes convaincus que la communauté internationale doit agir rapidement et collectivement pour empêcher ce groupe terroriste de s'emparer d'une partie du territoire et le priver de tout accès aux financements et aux circuits de recrutement, qui lui ont permis de tuer des enfants et des adultes, de décapiter des journalistes et des travailleurs humanitaires, d'asservir des femmes et des filles et de persécuter des minorités religieuses.

Il y a des éléments sur lesquels nous pouvons faire fond pour aider le peuple iraquien et éradiquer la menace que représente l'EIIL. Premièrement, il y a la capacité, démontrée par les Iraquiens, de s'unir et de former un gouvernement d'unité nationale dirigé par le Premier Ministre Haider al-Abadi. En effet, l'unité des communautés iraquiennes est un élément essentiel pour venir à bout de l'EIIL de façon durable : les efforts de lutte contre cette organisation doivent être dirigés et pris en charge au niveau national, avec l'appui de tous.

Deuxièmement, nous devons tirer parti des éléments de base qui sont déjà en place. Nous saluons le rôle actif que jouent les États-Unis en vue de constituer une coalition pour lutter contre ce groupe terroriste. La séance du Conseil de sécurité consacrée aux combattants terroristes étrangers, qui sera présidée par le Président Obama la semaine prochaine sera une autre occasion de rallier le monde entier à ces efforts. Nous nous félicitons également des résultats de la conférence ministérielle tenue le 11 septembre à Djedda, qui a rassemblé les États membres du Conseil de coopération du Golfe, ainsi que l'Égypte, l'Iraq, la Turquie, la Jordanie et le Liban. Nous saluons leur détermination en faveur d'une campagne militaire coordonnée contre l'EIIL. Dans le même ordre d'idées, nous nous félicitons de l'issue de la de la Conférence internationale sur la paix et la sécurité en Iraq qui s'est tenue le 15 septembre à Paris.

Troisièmement, il faut impérativement assurer la mise en œuvre de la résolution 2170 (2014) du 15 août, ainsi que des autres résolutions pertinentes relatives à la lutte contre le terrorisme. La communauté internationale, en particulier cet organe, peut faire beaucoup pour arrêter l'afflux de financements, en commençant par l'application des sanctions ciblées. À cet égard, les pays de la région et les autres pays doivent aussi jouer un rôle important en prévenant la haine et l'extrémisme et en prenant les mesures qui s'imposent pour prévenir la radicalisation religieuse.

Avant de terminer, je voudrais rappeler que l'avancée rapide de l'EIIL en Iraq et en Syrie a entraîné le déplacement massif de plus de 2 millions de personnes, ce qui exige une aide humanitaire accrue. Par conséquent, nous appelons la communauté internationale à accroître son appui aux populations et aux pays touchés.

Enfin, Monsieur le Président, nous tenons à féliciter votre délégation d'avoir présenté la déclaration présidentielle qui vient d'être adoptée (S/PRST/2014/20). Nous remercions également M. Nickolay Mladenov, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq et toute l'équipe qui est à l'œuvre dans ce pays de leur dévouement à l'égard du peuple iraquien en cette période et dans ces conditions difficiles.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vous remercie Votre Excellence, de ce rappel important des conséquences de l'inaction en 1994.

Je donne maintenant la parole à Mme Julie Bishop, Ministre des affaires étrangères de l'Australie.

Mme Bishop (Australie) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je vous remercie d'avoir pris l'initiative de convoquer cette séance aujourd'hui, car la communauté internationale doit envoyer un signal clair de son ferme appui à l'Iraq.

L'Australie souscrit aux termes de la déclaration présidentielle S/PRST/2014/20, qui décrit les efforts iraquiens et internationaux visant à lutter contre la menace terroriste posée par l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) et à fournir une aide humanitaire pour prévenir d'autres souffrances.

Les attaques lancées par l'EIIL ont brutalisé la population irakienne et nous ont tous choqués. Les atrocités commises à l'encontre des femmes et des filles et à l'encontre de minorités vulnérables et des forces de sécurité ennemies, ainsi que l'utilisation barbare suivie de la décapitation de journalistes capturés, d'un travailleur humanitaire et d'autres personnes, dans le but de faire avancer la cause dépravée de ce groupe, sont méprisables. Qui peut oublier l'image grotesque qui a fait le tour du monde d'un enfant australien, âgé tout au plus de neuf ans, debout avec son père, un responsable de l'EIIL, et portant la tête d'un soldat décapité? Cela illustre, au-delà de toute ambiguïté, le genre d'actes ignobles que ce groupe est capable de commettre.

L'Australie condamne vigoureusement l'EIIL et ses semblables, ainsi que leur barbarie et leur idéologie. La communauté internationale ne peut pas, en toute

conscience, fermer les yeux. Nous ne pouvons pas laisser le peuple et le Gouvernement iraquiens faire face seuls à cette cruauté. Les actions de l'EIIL ne laissent aucun doute quant à la gravité de la menace qui pèse sur la région et le reste du monde. Ce groupe constitue une menace pour l'Australie, pour nos amis en Asie du Sud-Est et au-delà. Nous en avons déjà été témoins – des extrémistes et des combattants étrangers, qui rentrent dans leur pays et commettent des attentats terroristes dans notre région.

Ces derniers jours, les services australiens de sécurité et de maintien de l'ordre ont pris des mesures contre un groupe opérant dans notre pays qui s'inspirait de l'EIIL et qui voulait exporter la même brutalité en Australie. L'EIIL est une menace pour les valeurs fondamentales de la communauté internationale et un affront à notre sens commun d'humanité.

L'Australie a annoncé qu'elle était prête à en faire davantage pour aider l'Iraq et ses partenaires dans ce combat. En coopération avec l'Iraq, nous allons déployer une force militaire dans la région en vue d'une éventuelle participation aux efforts dirigés par les États-Unis, pour appuyer l'Iraq dans sa lutte contre l'EIIL. Nous sommes disposés à fournir des avions d'attaque, des avions de détection aérienne avancée et des avions de ravitaillement en vol et à dépêcher un groupe opérationnel des forces spéciales pour conseiller et aider les forces de sécurité iraquiennes. Il s'agit d'une riposte prudente et proportionnée à la menace posée par cette organisation terroriste meurtrière.

Pour mettre définitivement fin aux ravages causés par l'EIIL et à ses ambitions territoriales, il faudra nécessairement prendre des mesures pour démanteler ses réseaux d'appui, notamment le flux de combattants, d'armes et de financements. Nous pouvons tous en faire davantage. L'Australie est en train d'effectuer des réformes législatives pour lutter contre la menace posée par le terrorisme endogène et d'intensifier sa participation aux efforts antiterroristes qu'il mène en coopération avec d'autres acteurs. Nous exhortons les autres États Membres à faire de même.

Des mesures politiques s'imposent également. La formation d'un nouveau gouvernement iraquien est un pas dans la bonne direction pour s'attaquer aux problèmes qui ont contribué à l'avancée de l'EIIL. L'Australie appuie le Premier Ministre al-Abadi dans ses efforts visant à former un gouvernement d'ouverture à même de reconstruire un Iraq où règnent la stabilité et la cohésion, capable de contrer les forces de l'extrémisme violent.

La situation en matière de sécurité en Iraq demeure grave. Les besoins humanitaires, y compris ceux des femmes et des filles innocentes qui se trouvent dans les zones de conflit, se multiplient. Il y aurait près de 2 millions de déplacés. Ces personnes sont vulnérables. Elles ont besoin d'être protégées d'urgence. L'EIIL a pris délibérément pour cible des minorités et a soumis des femmes et des enfants à des violences sexuelles. Les auteurs de ces actes doivent en répondre.

L'Australie va contribuer à répondre plus particulièrement aux besoins des femmes et des filles déplacées et de toutes les victimes de violences sexistes et nous allons verser 2 millions de dollars supplémentaires au Fonds des Nations Unies pour la population afin d'accélérer la fourniture de soins de santé procréative et autres soins. L'Australie a fourni 5 millions de dollars d'aide humanitaire en Iraq et nous avons largué des articles humanitaires d'urgence à l'intention des communautés assiégées dans les monts Sinjar et à Amerli. Nous avons également fourni environ 130 millions de dollars d'aide humanitaire aux personnes en détresse en Syrie et aidons le Liban et la Jordanie à faire face au fardeau lié à l'afflux de réfugiés à l'intérieur de leurs frontières.

Il faut stopper la crise humanitaire. La communauté internationale ne peut pas rester les bras croisés alors que l'État islamique d'Iraq et du Levant menace l'humanité. C'est pourquoi l'Australie se joint aux partenaires internationaux pour aider le Gouvernement iraquien dans sa lutte contre l'État islamique d'Iraq et du Levant.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Nasser Judeh, Ministre des affaires étrangères et des expatriés de la Jordanie.

M. Judeh (Jordanie) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord exprimer notre gratitude et nos remerciements au Gouvernement des États-Unis, représenté ici par le Secrétaire d'État, M. John Kerry, d'avoir pris l'initiative d'organiser et de présider cette séance importante du Conseil de sécurité sur le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Cette séance fait suite à une série de conférences et de réunions tenues récemment, notamment la réunion de Djedda, organisée par l'Arabie saoudite et présidée par le Prince Saud Al-Faisal, ainsi que la réunion de Paris, présidée par le Président de la République française, à

laquelle a assisté également M. Laurent Fabius, dans le but de mobiliser les ressources nécessaires pour lutter contre le terrorisme et s'attaquer à cette menace sous un angle nouveau et afin d'épauler ce pays frère qu'est l'Iraq dans son combat contre les organisations terroristes qui ont pris le contrôle de vastes régions d'Iraq et de Syrie. L'État islamique d'Iraq et du Levant a franchi les frontières géographiques et politiques et constitue désormais un danger pour la sécurité et la stabilité de cette région mais également une menace pour la paix et la sécurité internationales.

Aujourd'hui le monde est confronté à un danger imminent, un danger sans précédent de par sa sauvagerie et sa capacité de s'enraciner dans les sociétés, de tirer parti du manque de sécurité et du vide politique et d'exploiter les problèmes d'unité nationale des États dus à des difficultés politiques, à la marginalisation de certains groupes ou encore à la polarisation de la société pour des raisons religieuses ou autres. Cette menace, qui entend établir ses propres structures militaires et économiques, a donné naissance à la situation que nous connaissons actuellement.

Les choses peuvent encore se détériorer si la communauté internationale ne réagit pas immédiatement et de manière active et déterminée. La résolution 2170 (2014) a préparé le terrain pour s'attaquer de manière globale à tous les aspects de ce danger, en particulier la question des combattants étrangers et celle des sources de financement des organisations terroristes. À cet égard, nous appuyons la proposition de convoquer une séance du Conseil de sécurité sur le problème des combattants étrangers, séance qui sera présidée par le Président Obama. Nous sommes également favorables à l'initiative de Bahreïn d'organiser une conférence en vue de tarir les sources de financement du terrorisme. Nous nous félicitons par ailleurs de la déclaration présidentielle S/PRST/2014/20 adoptée aujourd'hui par le Conseil de sécurité. Et je tiens à remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Mladenov, de son exposé et de ses efforts à cet égard.

La Jordanie et le Roi Abdullah II ibn al-Hussein ont mis depuis longtemps en garde contre les dangers de la propagation de la crise syrienne hors des frontières de ce pays, et notamment en Iraq. L'échec du processus politique sans exclusive en Syrie et en Iraq a créé en effet un environnement propice à l'essor de cette organisation terroriste, qui a pu passer du territoire syrien au territoire iraquien et vice versa. Cette situation a permis la construction d'un réseau d'alliances qui a profité du vide politique que j'ai mentionné plus haut et de ses conséquences. L'organisation en question a ainsi pu s'étendre pour contrôler aujourd'hui des pans entiers du territoire iraquien et syrien. La lutte contre cette organisation passe donc par un processus politique ouvert à tous afin de restaurer l'unité nationale entre toutes les composantes de la société iraquienne, dans le respect de la diversité de l'identité iraquienne.

Dans ce contexte, la formation d'un nouveau gouvernement iraquien, sous la direction de M. Haïder al-Abadi, est un pas important, qui, nous l'espérons, sera suivi d'autres. La Jordanie appuie les efforts de ce gouvernement pour lutter contre le terrorisme. À cet égard, je tiens à remercier M. Al-Jaafari de sa déclaration et de nous avoir présenté la situation. La Jordanie se tient aux côtés de l'Iraq dans ses efforts pour promouvoir sa sécurité et sa stabilité et préserver son intégrité territoriale. Nous encourageons toutes les forces politiques iraquiennes à participer à un processus politique sans exclusive et à la prise de décisions en vue de préserver l'unité du peuple iraquien et la concorde nationale.

Comme l'a affirmé Sa Majesté le Roi, la Jordanie s'emploie à combattre le terrorisme, l'extrémisme et ceux qui les soutiennent, notamment en coupant les sources de financement. Nous consacrons toute notre énergie et toutes nos capacités à la lutte contre cet extrémisme et ce terrorisme, y compris dans le cadre de nos efforts au sein du Conseil de sécurité et des initiatives visant à promouvoir le dialogue entre les religions, les confessions et les différentes civilisations et à expliquer les vraies valeurs et le message de la noble religion musulmane. Je rappellerai simplement à cet égard la lettre d'Amman, publiée il y a 10 ans, ainsi que les nombreuses réunions organisées dans ce cadre.

Nous sommes tous concernés par la lutte contre la pensée extrémiste, ses diverses manifestations et les différents groupes qui la répandent. Nous participons activement aux efforts régionaux et internationaux pour lutter contre le terrorisme et faire face à l'extrémisme. Notre action se fonde sur la nécessité de protéger nos intérêts nationaux supérieurs. Notre position face au terrorisme dirigé contre nous et qui a déjà par le passé frappé notre territoire et nos concitoyens est claire et sincère. C'est pourquoi restaurer la sécurité et la stabilité en Iraq contribue directement à renforcer notre sécurité.

L'organisation terroriste qui nous occupe aujourd'hui a commis des crimes odieux contre plusieurs entités et composantes du tissu social de

notre région. Ces composantes forment une partie importante de notre société. Elles sont chères à nos cœurs et ont contribué à notre civilisation et à notre patrimoine. L'islam n'a rien à voir avec cette pensée extrémiste et ces crimes odieux qui sont commis en son nom. Notre devoir aujourd'hui, en tant que région et en tant que communauté internationale, est de prendre immédiatement des mesures pour éradiquer ce cancer, cette pensée venimeuse, et l'éliminer de nos sociétés avant qu'il ne s'y propage et qu'il ne soit trop tard.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Jean Asselborn, Ministre des affaires étrangères et européennes du Luxembourg.

M. Asselborn (Luxembourg) : Je vous suis reconnaissant, Monsieur le Président, d'avoir pris l'initiative de ce débat ministériel qui intervient à un moment où l'appui de la communauté internationale aux autorités iraquiennes et au peuple iraquien est plus crucial que jamais. Je remercie tout d'abord mon ami Nickolay Mladenov, Représentant spécial du Secrétaire général, pour son exposé et son action à la tête de la Mission d'assistance des Nations Unies en Iraq (MANUI).

Et je salue la présence parmi nous du Ministre iraquien des affaires étrangères, Ibrahim Al Jaafari, que j'ai déjà eu l'avantage de rencontrer en 2005, alors qu'il était Premier Ministre de l'Iraq, à l'occasion de la Conférence internationale des donateurs pour la reconstruction de l'Iraq organisée à Bruxelles. Je le remercie pour son intervention poignante et encourageante, et l'assure de notre plein soutien.

Ce qui s'est passé ces dernières semaines est vraiment révoltant. Nous avons tous devant les yeux les images insoutenables de l'agonie des victimes, de cadavres d'enfants alignés, de milliers de personnes se retrouvant piégées, sans eau ni nourriture, dans les montagnes désertiques près de Sinjar. Et que dire de la décapitation barbare des deux journalistes américains, Jim Foley et Steven Sotloff, et de l'agent humanitaire britannique David Haines?

Nous avons tous été témoins des massacres et des sévices commis par les terroristes de l'État islamique d'Iraq et du Levant à l'encontre des populations civiles, dans le contexte des combats à Fallouja et à Ramadi, de l'assaut contre Mossoul, des conquêtes de Zoumar, Sinjar et Tal Afar, ou encore de la prise de Qaragosh, la plus grande ville chrétienne d'Iraq, poussant des centaines de milliers d'Iraquiens à fuir leurs foyers.

Les violences ont atteint un degré, une ampleur et une intensité inconcevables. Des enfants aussi jeunes que de 15, 14 voire 13 ans, sont chargés par l'État islamique d'Iraq et du Levant de porter des armes, d'arrêter des civils, de commettre des attentats suicides. Quotidiennement, les djihadistes se rendent coupables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité : disparitions forcées, tortures, violences sexuelles, attaques délibérées contre des écoles et des hôpitaux. Une véritable campagne d'épuration ethnique et religieuse a frappé les minorités dans le nord de l'Iraq, surtout les Yézidis, les chrétiens, ou encore les Turkmènes.

Face à ces crimes, face à l'action extrémiste de ce groupe terroriste qui n'a rien d'étatique ni d'islamique, face à ce groupe terroriste qui cherche à déstabiliser l'Iraq et la région tout entière, la communauté internationale se doit d'agir. Elle doit prendre les mesures nécessaires pour aider les autorités iraquiennes à combattre le fléau de l'EIIL, de mettre un terme au calvaire qu'il inflige aux hommes, aux femmes et aux enfants en Iraq. Ces mesures, nous les connaissons pour en avoir débattu ici, aux Nations Unies. Nous avons adopté le 15 août dernier la résolution 2170 (2014), afin de sanctionner notamment l'EIIL et de couper ses canaux de financement. La semaine prochaine, dans le cadre d'une stratégie antiterroriste globale, nous adopterons une nouvelle résolution pour contrer le phénomène des combattants terroristes étrangers. Il nous faut aussi agir sur le plan sécuritaire afin de freiner et d'enrayer la menace terroriste – cela va de soi.

Nous soutenons l'engagement de la coalition initié par les États-Unis à la demande des autorités iraquiennes et avec l'appui actif des pays de la région. Il faut également redoubler d'efforts sur le plan humanitaire, sur le plan de la protection des civils. Il faut renforcer l'action des Nations Unies pour alléger les souffrances des Iraquiens. Pour sa part, le Luxembourg fournit un appui financier au Programme alimentaire mondial et aux opérations du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés pour aider les personnes déplacées.

Nous sommes convaincus que l'amélioration de la situation sécuritaire dépendra surtout des progrès qui seront accomplis sur le plan politique. Les racines du conflit ne sauront être éliminées par la force. Nous nous félicitons, dans ce contexte, de l'investiture du nouveau Gouvernement iraquien d'unité nationale, sous l'autorité du Premier Ministre al-Abadi. Il est désormais urgent

de relancer le dialogue national et la réconciliation nationale, conditions essentielles d'un retour à la paix civile. Seul le développement équilibré du pays, au bénéfice de ses différentes composantes ethniques et religieuses, permettra d'éliminer les causes profondes de l'injustice, de la violence et du terrorisme.

La culture et la civilisation arabes sont bafouées, l'islam est détourné de sa philosophie de paix par l'État islamique d'Iraq et du Levant. Il est essentiel que les leaders religieux continuent de s'engager et de prôner les valeurs et l'humanisme de l'islam.

Je voudrais aussi souligner la mention, anodine mais importante, faite par John Kerry au sujet de la présence du Ministre des affaires étrangères de l'Iran. En effet, l'Iran peut et doit jouer un rôle positif dans le combat contre l'extrémisme, que ce soit en Iraq ou en Syrie.

En conclusion, je tiens à rendre hommage au travail exemplaire des agences humanitaires des Nations Unies et du Comité international de la Croix-Rouge et de leurs personnels sur le terrain. Je salue également les activités cruciales de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq en termes de médiation et de promotion du respect des droits de l'homme, en particulier s'agissant des personnes détenues et de la protection des droits des enfants. Je peux assurer le Conseil que le Luxembourg, à titre bilatéral et par le biais de l'Union européenne, continuera de s'engager pour soutenir l'édification d'un état de droit en Iraq qui puisse contribuer à l'application pleine et entière des droits de l'homme.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères de la France, M. Laurent Fabius.

M. Fabius (France) : Le groupe terroriste Daech a pris le contrôle d'une partie de l'Iraq et de la Syrie. Il voudrait se faire appeler « État islamique ». En réalité, ce sont des égorgeurs. Daech n'a ni la légitimité d'un État et ne représente pas l'islam. L'imam de la grande mosquée d'al-Azhar, au Caire, sur ce sujet n'a pas mâché ses mots et il a eu raison lorsqu'il a dit récemment : « Ce sont des criminels qui souillent l'image de l'islam et des musulmans ». Ils violent, ils crucifient, ils égorgent, ils décapitent, utilisant un mélange de la cruauté la plus archaïque et des technologies de communication les plus modernes comme un instrument pervers de propagande. Ils veulent massacrer, et ils massacrent non seulement les minorités – chrétiens, yézidis, turkmènes et beaucoup d'autres –, mais toutes celles et tous ceux qui ne se soumettent pas à eux. Leurs actions, leur projet, bafouent évidemment l'état de droit et la société civile. Il constitue une négation évidente de l'ordre international et des principes fondamentaux sur lesquels repose notamment l'Organisation des Nations Unies. S'ils se sont jusqu'ici attaqués à l'Iraq après avoir prospéré en Syrie avec le soutien du régime, ils visent en réalité toute la région et au-delà. Soyons clair : s'ils le pouvaient, ils voudraient nous tenir tous, ou presque tous, au bout de leurs couteaux, de leurs canons et de leurs attentats. Face à une telle menace, l'inaction n'est pas une option.

La France, conformément à ses principes et à sa tradition, a décidé de prendre ses responsabilités. Nous l'avons fait récemment contre le terrorisme au Mali et, dans un tout autre contexte, en République centrafricaine. Nous l'avons fait en Syrie lorsque, parmi les premiers, nous avons choisi de soutenir l'opposition modérée, à la fois contre Bachar Al-Assad et contre les terroristes. En Iraq, nous avons décidé de prendre à nouveau nos responsabilités en apportant de l'aide humanitaire, en fournissant des équipements militaires et, aujourd'hui même, ce matin, en répondant à l'appel du Gouvernement iraquien pour assurer une protection aérienne, dans le respect du droit international. Ce matin en effet, sur instruction du Président de la République, des avions français Rafale sont intervenus contre un dépôt logistique tenu par les terroristes de Daech, près de Mossoul, au nord-est de l'Iraq. L'objectif a été totalement détruit. Dans les jours qui viennent et sans engager les troupes au sol, nous allons continuer, en coordination avec tous ceux qui accepteront de s'engager et aux côtés notamment des forces armées iraquiennes et des Peshmergas.

En 2003, agir contre l'Iraq avait divisé ce Conseil. En 2014, dans un contexte très différent, agir pour l'Iraq et contre les terroristes de Daech est un devoir pour nous tous.

Ce combat, qui a déjà fait dans des circonstances souvent atroces de nombreuses victimes innocentes auxquelles va notre cœur, ce combat sera gagné d'abord par les Iraquiens eux-mêmes. L'appui militaire est indispensable mais, nous l'avons tous dit, il ne suffit pas. L'Iraq a besoin de solidarité politique internationale et d'unité interne. Les terroristes ont exploité les divisions entre Iraquiens et les frustrations graves d'une partie de la population. L'élection du nouveau Président Fouad Massoum, la formation du nouveau Gouvernement par le Premier Ministre Haider al-Abadi, ouvrent la

voie au rassemblement qu'il faut poursuivre. Nous soutenons cette démarche indispensable d'unité, car la condition du succès, chacun en est persuadé, c'est la reconstruction d'un État iraquien inclusif, stable et pacifié. Dans un souci de solidarité internationale, nous devons rassembler autour de cette cause qui est juste le maximum de pays, de toutes orientations, de toutes religions et de toutes tailles.

Sur le plan sécuritaire, les priorités sont connues : l'appui militaire à l'Iraq, le blocage des filières des combattants étrangers et l'assèchement des ressources financières des terroristes, singulièrement venant du pétrole, assèchement qui doit être sans ambigüité de la part de tel ou tel.

On ne gagnera pas seulement avec des actions de force : le soutien politique aux autorités iraquiennes est, je l'ai dit, une priorité afin de reconstruire l'État et de rétablir la confiance entre toutes les communautés iraquiennes. Quant à l'assistance humanitaire internationale, avec près de deux millions de déplacés, elle aussi doit être fortement prolongée, ainsi que les efforts de reconstruction. C'est un véritable pont international de solidarité vers l'Iraq qui est nécessaire, cependant que, à l'évidence, les bases arrière de Daech en Syrie doivent être affaiblies, notamment à travers un soutien puissant à l'opposition syrienne modérée.

Il faut donc agir sur tous ces points et vite, car nous savons par expérience que les coûts de l'action augmentent dramatiquement à mesure qu'on tarde pour décider cette action.

Lundi dernier, la Conférence réunie à Paris sur la paix et la sécurité en Iraq a constitué une étape importante, comme celle de Djedda quelques jours avant. La réunion d'aujourd'hui à l'ONU, dont le Secrétaire d'État John Kerry a pris très opportunément l'initiative, est une autre étape importante. Dans ce débat, le message de mon pays est clair : pour la paix et contre le terrorisme, nous devons prendre nos responsabilités; les égorgeurs de Daech doivent être combattus et ils doivent être battus, et l'Iraq ainsi que toute la région retrouver alors la sécurité et la paix.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Laurent Fabius pour sa déclaration éloquente et énergique et, nous tous ici remercions également la France pour son rôle moteur la semaine dernière. Nous l'avons beaucoup apprécié, et encore une fois nous remercions M. Fabius de l'effort pratiquement héroïque qu'il a fait pour être parmi nous aujourd'hui. Nous lui sommes très reconnaissants.

Je donne maintenant la parole à S. E. M. Moussa Faki Mahamat, Ministre des affaires étrangères et de l'intégration africaine du Tchad.

M. Mahamat (Tchad) : Comme c'est la toute première fois que je prends la parole dans cette prestigieuse enceinte, permettez-moi de saluer mes collègues ministres. Je voudrais également féliciter les ambassadeurs représentant nos États, ainsi que le Secrétaire général et ses collaborateurs pour l'excellent travail qu'ils accomplissent au quotidien pour la préservation de la paix et de la sécurité.

La paix et la sécurité restent, au demeurant, dangereusement menacées, notamment par le terrorisme, je devrais dire, cette sorte d'internationale terroriste composée d'Al-Qaida, d'Al-Qaida au Maghreb islamique, des Chabab, de Boko Haram et de Daech, pour ne citer que ceux-là.

Je voudrais également remercier le Secrétaire d'État John Kerry d'avoir organisé ce débat public qui vient à point nommé, eu égard à la situation grave dans laquelle se trouve l'Iraq. Je saisis également cette occasion pour féliciter la présidence américaine du Conseil de sécurité durant ce mois de septembre. Je l'assure de notre plein soutien. Je voudrais remercier M. Nickolay Mladenovn Représentant spécial du Secrétaire général, ainsi que notre collègue Ibrahim Al-Jaafari pour leurs exposés.

La situation politique en Iraq est critique, et ceci, depuis plusieurs mois. Les bouleversements politiques dans la région, la désintégration des États, ainsi que les ingérences extérieures ont exacerbé les conflits internes. C'est la raison pour laquelle Al-Qaida et les autres groupes terroristes assimilés ou affiliés, notamment Daech, ont trouvé un terrain fertile pour se propager sous forme de réseaux jihadistes transnationaux menaçant ainsi la paix et la stabilité en Iraq et au-delà.

Le Tchad demeure profondément préoccupé par le climat qui prévaut actuellement en Iraq, suite à l'offensive d'envergure de Daech qui contrôle toujours plusieurs localités du pays. Daech sème la terreur et commet des atrocités sans pareil en Iraq et en Syrie. Il constitue de ce fait une menace réelle, non seulement pour les deux pays, mais aussi pour la communauté internationale dans son ensemble.

Pour cette raison, le Tchad fait de la lutte contre le terrorisme une de ses priorités. À cet effet, il joue sa partition, notamment au Mali où il a payé et continu à payer un lourd tribut dans la lutte contre les terroristes. Une soixantaine de soldats tchadiens sont tombés, dont cinq pas plus tard qu’hier, et plusieurs dizaines ont été blessés. Nous apportons notre soutien sans failles aux États-Unis, aux États de la région, à la France et aux autres partenaires qui mettent tout en place en vue de mettre l’État islamique d’Iraq et du Levant, ou Daech, hors d’état de nuire.

Nous pensons que la lutte contre ces groupes terroristes ne peut pas être menée seulement avec des actions militaires d’envergure, mais aussi et surtout en mettant l’accent sur les causes profondes de la crise iraquienne. Comme nous le savons, Daech a bénéficié d’un terreau fertile qui a favorisé son expansion fulgurante en exploitant les frustrations et les sentiments d’injustice et de désespoir éprouvés par une frange importante de la société iraquienne qui se sent discriminée et exclue de la gestion du pays. La reconquête de provinces passées sous le contrôle de Daech en Iraq ne peut être possible sans prendre en compte la question sunnite. C’est pourquoi nous estimons qu’il faut combattre Daech tant aux niveaux politique et militaire qu’idéologique, tout en intégrant les complexités locales et régionales dans les stratégies de la coalition internationale.

Dans cette optique, la communauté internationale doit appuyer le Gouvernement du nouveau Premier Ministre, Haider al-Abadi, en vue de lui permettre d’asseoir une politique inclusive, en rupture avec le passé, rassemblant tous les Iraquiens autour d’un projet de société débarrassée de l’ethnicisme et du sectarisme. Nous appelons toutes les composantes politiques et religieuses de l’Iraq à faire preuve d’unité et de cohésion afin d’ouvrir une nouvelle page de l’histoire de leur pays. Par ailleurs, nous pensons que l’implication des milices au sein des forces armées gouvernementales risque d’exacerber les tensions intercommunautaires et de pérenniser la polarisation politique.

Nous insistons une fois de plus sur la nécessité de s’attaquer aux causes profondes de la violence en Iraq et d’accélérer le processus politique par un dialogue national inclusif afin d’instaurer la gouvernance démocratique, la primauté du droit, la justice sociale et l’égalité des chances.

Le peuple iraquien mérite de vivre dans un État sécurisé, stable et prospère, où tous les groupes, y compris les minorités religieuses et ethniques, peuvent être associés au processus politique et avoir la possibilité de développer un sentiment d’appartenance.

Je voudrais condamner, de la manière la plus ferme, les attaques perpétrées ces derniers temps par Daech contre les minorités religieuses et ethniques en Iraq, ainsi que la décapitation de journalistes et autres humanitaires. Les acteurs de ces actes odieux et criminels doivent être recherchés pour qu’ils répondent de leurs actes devant la justice.

Pour finir, je pense que, pour se donner le maximum de chances de vaincre ce que j’ai appelé l’« internationale terroriste », il nous faut agir – agir de façon coordonnée, agir de façon solidaire, en tout temps et en tout lieu.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous apprécions évidemment l’approche globale que soutient le Tchad. Nous savons tous qu’il comprend fort bien les défis à relever.

Je donne à présent la parole à S. E. M. Eduardo Zuain, Vice-Ministre des affaires étrangères de l’Argentine.

M. Zuain (Argentine) (*parle en espagnol*) : Je voudrais tout d’abord remercier pour sa déclaration le Ministre des affaires étrangères de l’Iraq, M. Ibrahim al-Jaafari, qui est parmi nous aujourd’hui, ainsi que le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Nickolay Mladenov, pour son exposé. Je tiens également à féliciter la présidence pour l’organisation du présent débat, qui revêt une importance indéniable et intervient à point nommé.

Nous sommes préoccupés par la gravité des conditions de sécurité et de la situation humanitaire en Iraq, qui se sont considérablement détériorées ces derniers mois à mesure que l’État islamique d’Iraq et du Levant (EIIL) a gagné du terrain. La nature transnationale de cette organisation terroriste constitue une menace non seulement pour l’Iraq mais aussi pour la stabilité de la région et la communauté internationale dans son ensemble.

C’est l’occasion d’exprimer notre solidarité avec le Gouvernement et le peuple iraquiens, les victimes d’attaques et leur famille, ainsi que le nombre considérable de personnes qui ont été chassées de leur foyer et contraintes de fuir pour échapper à la confiscation de terres et aux persécutions terroristes. Nous devons mettre à profit la réunion d’aujourd’hui

pour réfléchir aux problèmes de l'Iraq et débattre en profondeur de ce que devraient être la portée mais aussi les limites de la contribution effective de la communauté internationale à ce que les Iraquiens eux-mêmes réussissent à surmonter les circonstances difficiles où ils se trouvent. Nous sommes convaincus qu'une approche visant à s'efforcer de comprendre les origines de la crise actuelle nous permettra de définir les éléments d'une réponse collective qui soit cohérente dans sa formulation et efficace dans sa mise en œuvre.

De ce point de vue, sans recourir à deux poids deux mesures et sur la base des principes régissant la politique étrangère de mon pays, je voudrais faire les observations suivantes. Premièrement, l'EIIL est une organisation terroriste et criminelle. Elle s'appuie sur la force militaire, la violence extrême et l'intimidation pour imposer la terreur et attaquer et persécuter les individus et les minorités ethniques et religieuses. Il est également vrai qu'elle exploite les tensions sectaires et la frustration qui existaient déjà au sein de vastes segments de la population iraquienne et dont il n'a jamais été tenu compte dans le système politique après la chute du régime baathiste il y a plus d'une décennie.

Nous nous réjouissons par conséquent de la création récente d'un gouvernement d'ouverture, conformément aux principes énoncés dans la Constitution. Il s'est agi d'une étape cruciale qui offre la possibilité nouvelle de créer les conditions qui permettront à l'Iraq de relever avec succès les défis qui l'attendent. Nous félicitons le Premier Ministre al-Abadi et lui assurons notre appui sans réserve dans la tâche difficile mais essentielle qu'il s'efforce d'accomplir et qui vise à satisfaire aux exigences dont la réalisation a été reportée et à restaurer la confiance entre toutes les communautés iraquiennes.

Deuxièmement, il ne fait aucun doute que l'EIIL représente une menace pour la sécurité de la région et la communauté internationale, ce qui appelle une réponse ferme de la part du Conseil de sécurité. Toute coalition formée pour combattre l'organisation terroriste devra inscrire son action dans le cadre du droit international et veiller à ce que les civils bénéficient du plus haut niveau de protection. L'État islamique d'Iraq et du Levant, qui trouve ses origines dans les années agitées qui ont suivi l'invasion subie par le pays en 2003, ne doit pas servir de prétexte à des mesures unilatérales, dont il est établi qu'elles créent plus de problèmes qu'elles n'en règlent.

La résolution 2170 (2014), adoptée le mois dernier par le Conseil, fournit à la communauté internationale des critères et paramètres clairs pour guider ses efforts de lutte contre le terrorisme. Elle réaffirme l'obligation qui est faite à tous les États de bloquer toutes les sources de financement, d'empêcher les mouvements de terroristes et d'interrompre la fourniture d'armes aux organisations terroristes. Cette expression forte de la volonté du Conseil doit être appliquée rapidement et sans exception.

Troisièmement, en raison de ses ramifications profondes, la crise qui menace l'intégrité territoriale de l'Iraq appelle de nouveau et vivement l'attention sur la nécessité de trouver une solution à la tragédie qui est en train de détruire la Syrie. Tout comme en Iraq, où la formation d'un nouveau gouvernement d'ouverture a constitué un élément vital de la stratégie qui vise à porter un coup d'arrêt à la propagation de l'extrémisme, en Syrie, la recherche d'une solution politique au conflit devrait être au cœur des priorités de la communauté internationale. S'agissant toujours de la Syrie, nous devons trouver une solution pacifique et redoubler d'efforts, en particulier à l'appui du nouvel Envoyé spécial, M. De Mistura. Nous devons faire preuve de détermination pour trouver le moyen de sortir de cette situation et travailler avec les parties afin de les convaincre de prendre place à la table des négociations.

Quatrièmement, nous reconnaissons le rôle des Nations Unies dans la coordination de l'action vigoureuse engagée par la communauté internationale pour aider le Gouvernement iraquien à répondre aux besoins humanitaires des millions d'Iraquiens déplacés et touchés par les violences, en particulier les segments les plus vulnérables de la population. Nous sommes convaincus que la paix, la sécurité et la stabilité durables en Iraq vont de pair avec un développement économique et social également durable. L'ONU, par l'intermédiaire de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq, devrait continuer d'assumer une fonction centrale dans la tâche qui consiste à promouvoir et encadrer la coopération de la communauté internationale en vue de traiter les causes profondes des divisions sectaires, de l'exclusion et de la pauvreté.

Enfin, au vu de leur ampleur et de leur nature, les crimes commis par l'EIIL et les groupes armés connexes qui violent les droits de l'homme de citoyens innocents ne sauraient demeurer impunis. En ce sens, le Conseil doit prendre toutes les mesures nécessaires et déployer tous les efforts possibles dans le cadre du droit international pour protéger les membres des communautés ethniques et religieuses qui sont particulièrement vulnérables, notamment la minorité chrétienne. Il est essentiel de

veiller à ce que les auteurs de ces crimes haineux soient amenés à répondre de leurs actes devant des juridictions pénales nationales et internationales, car il ne peut y avoir de paix durable sans justice.

L'Iraq est une grande nation, immensément riche en termes d'histoire et de ressources humaines et naturelles. Sur la base des enseignements du passé, il appartient à la communauté internationale de fournir toute l'assistance possible pour que les Iraquiens puissent eux-mêmes décider de la voie à suivre, surmonter cette période difficile et réaliser pleinement le potentiel qui est le leur. L'Argentine est prête à soutenir le Gouvernement iraquien pour garantir un avenir meilleur à tous ses habitants.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le Vice-Ministre des affaires étrangères pour sa déclaration forte et l'important soutien qu'il y a exprimé. Nous lui en sommes reconnaissants.

Je donne maintenant la parole à S. E. M. Tobias Ellwood, Vice-Ministre des affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni.

M. Ellwood (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je me réjouis vivement, Monsieur le Président, de votre initiative de convoquer aujourd'hui cette séance importante sur l'Iraq. Je remercie en outre le Représentation spécial du Secrétaire général, M. Mladenov, et le Ministre des affaires étrangères de l'Iraq, M. al-Jaafari, pour leurs exposés instructifs.

Je tiens aussi à féliciter le Premier Ministre Haider al-Abadi pour la constitution du nouveau Gouvernement iraquien et à saluer son attachement à donner à celui-ci un caractère ouvert de manière à ce que ses membres puissent œuvrer de concert à l'unité et à la sécurité de l'Iraq dans la lutte contre le terrorisme et la poursuite de la paix et de la prospérité. Il s'agit d'une première étape critique pour remédier aux graves difficultés que connaît le pays en ce qui concerne la sécurité, les affaires politiques et la situation humanitaire. Le Royaume-Uni accueille également avec satisfaction le nouveau programme détaillé du Gouvernement, en particulier les engagements qui y ont trait à la décentralisation, à la réforme des forces armées iraquiennes, à la dissolution des regroupements de milices et à l'amélioration des services fournis au peuple iraquien et des infrastructures mises à sa disposition.

La communauté internationale doit aider le Gouvernement à tenir ces promesses, et le Gouvernement iraquien doit à son tour faire montre de son engagement indéfectible à concrétiser ces réformes. Il est à présent essentiel que tous les blocs politiques oeuvrent de concert pour relever ces défis, y compris la menace que constitue l'EIIL. Il est essentiel que les voisins de l'Iraq, qui sont tous menacés par l'émergence de l'EIIL, mettent de côté leurs divergences et coopèrent pour faire face à la menace.

La création d'un soi-disant califat extrémiste représente une menace directe à la sécurité et à la stabilité de la région ainsi qu'à la sécurité nationale des autres États Membres de l'Organisation des Nations Unies, y compris le Royaume-Uni. En cherchant à créer son État extrémiste, l'EIIL cherche déjà à utiliser le territoire qu'il contrôle pour lancer des attaques contre l'Occident, y compris le Royaume-Uni, et contribue clairement à l'insécurité dans la région.

Nous condamnons les actes barbares perpétrés par l'EIIL, y compris les assassinats ciblés, les conversions forcées, les enlèvements, la traite des humains, la violence sexuelle et l'esclavage sexuel. Le meurtre brutal et impitoyable, il y a quelques jours, d'un travailleur humanitaire britannique, David Haines, survenu après les meurtres tout aussi horribles de deux journalistes américaines, souligne la cruauté de l'EIIL et sa pratique d'inspirer la peur pour conserver le pouvoir.

Le Conseil a condamné d'une seule voix l'EIIL et tout ce qu'il représente. Ainsi, le Royaume-Uni est prêt à prendre toutes les mesures nécessaires pour faire face à cette menace et préserver la sécurité de notre pays. Nous travaillerons en étroite collaboration avec nos alliés et avec le Gouvernement iraquien au cours des séances de la semaine prochaine afin de renforcer l'appui international.

L'adoption de la résolution 2170 (2014) a envoyé un message politique clair à l'EIIL, au Front el-Nosra et à d'autres terroristes inspirés par Al-Qaida, et a mis en place des mesures concrètes importantes pour lutter contre la menace qu'ils représentent. Nous appuyons fermement la démarche définie par le Président Obama la semaine dernière, qui s'appuie sur une solide coalition internationale travaillant aux côtés des gouvernements des pays de la région et d'autres dans le but de vaincre la menace de l'EIIL. Il nous faut travailler de concert pour repousser, démanteler et enfin détruire l'EIIL pour tout ce qu'il représente.

Nous devons utiliser tous les outils à notre disposition – humanitaires, diplomatiques, politiques et militaires – pour écraser l'EIIL. Nous devons combattre

sa présence en Iraq et en Syrie, et nous continuerons de soutenir les forces modérées qui luttent contre l'EIIL.

À la demande du Gouvernement iraquien, nous avons fourni des mitrailleuses lourdes et des munitions, et acheminé d'autres équipements essentiels pour aider les peshmergas kurdes à défendre la ligne de front, à protéger les civils et à repousser l'EIIL. Nous continuons par ailleurs à accorder la priorité à atténuer les souffrances des Iraquiens visés par les terroristes de l'EIIL.

Le Royaume-Uni a déjà fait don de 37 millions de dollars d'aide immédiate destinés à la fourniture d'eau potable, de matériel d'assainissement, de médicaments essentiels et au financement d'organisations non gouvernementales et d'associations caritatives. Pendant le conflit en Syrie, nous avons également versé un milliard de dollars d'aide humanitaire destinée à toutes les communautés syriennes, notamment aux plus exposées à l'EIIL.

Il faut mettre en place une démarche globale et coordonnée dans laquelle nos alliés régionaux seront en première ligne pour lutter contre l'EIIL. Dans le cadre de cette démarche, le Royaume-Uni continuera de soutenir ardemment l'Iraq et de contribuer activement aux efforts internationaux et régionaux visant à démanteler et à vaincre l'EIIL, et à débarrasser le monde de cette organisation terroriste répugnante.

Comme d'autres l'ont déjà fait remarquer aujourd'hui, la solution durable à cette crise réside dans une gouvernance d'ouverture, démocratique et souveraine. Seul un Iraq uni, avec un Gouvernement bénéficiant du soutien de toutes les communautés du pays, peut débarrasser le territoire iraquien de l'EIIL et de son idéologie violente.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous remercions infiniment M. Ellwood des importantes initiatives et contributions du Royaume-Uni. Je le félicite également du fait que le Royaume-Uni est encore le Royaume-Uni, et nous nous réjouissons que l'Écosse ait décidé de rester avec vous.

M. Ellwood (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, cela montre bien que le processus démocratique n'est jamais total, mais qu'il évolue constamment.

Le Président (*parle en anglais*) : Il a tout du moins évolué dans le bon sens, n'est-ce pas?

M. Riveros (Chili) (*parle en espagnol*) : Nous nous félicitons nous aussi de l'initiative de convoquer la présente séance, compte tenu de la pertinence de la question dont nous traitons.

Au nom du Ministre chilien des affaires étrangères, M. Heraldo Muñoz, et de notre gouvernement, je tiens à exprimer clairement notre solidarité avec l'Iraq et à adresser un message d'encouragement à l'équipe du Premier Ministre al-Abadi, qui s'attelle à la tâche cruciale de défendre l'intégrité de son État, en cherchant à préserver non seulement ses libertés mais aussi sa diversité ethnique, religieuse et culturelle, qui constitue depuis des millénaires l'une de ses caractéristiques.

Le Chili condamne de la manière la plus énergique les méthodes barbares par lesquelles le soi-disant État islamique tente d'imposer sa vision manichéenne et violente d'une religion de paix et de tolérance comme l'Islam. Son mépris pour la vie, la liberté de religion et, en général, pour les normes essentielles de la civilisation, comme la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, exige une réponse énergique mais légitime de la part de la communauté internationale, réponse qui doit émaner de cet organe dont la tâche est de garantir la paix et la sécurité internationales, conformément à la Charte des Nations Unies et au droit international.

L'Iraq a toujours été une puissance centrale au Moyen-Orient. Son intégrité territoriale et sa viabilité démocratique sont indispensables à la stabilité régionale ainsi qu'à la paix et à la sécurité internationales. Or, cela nécessite le respect scrupuleux des droits constitutionnels et civils des communautés ethniques et religieuses qui composent son tissu social.

La gouvernance démocratique en Iraq requiert un gouvernement d'unité nationale qui mette en œuvre des politiques véritablement inclusives et présente un front uni face au terrorisme et à l'intolérance. Telle est la tâche principale dont devra s'acquitter le nouveau Gouvernement, et pour laquelle il a tout notre soutien.

L'ONU a le devoir d'aider l'Iraq dans cet effort en plaçant derrière son peuple tout le poids des mesures de sécurité collective validées par la Charte qu'adopteront ses Membres, représentés en l'occurrence par le Conseil de sécurité, conformément à l'Article 25 de la Charte.

La résolution 2170 (2014) – que nous avons adoptée à l'unanimité au mois d'août en vertu du Chapitre VII et que le Chili a coparrainée – constitue une nouvelle étape vers la consolidation du dispositif de lutte

antiterroriste du système multilatéral, car elle insuffle un élan manifeste aux efforts internationaux de lutte contre le terrorisme, en particulier au Moyen-Orient, en mettant en place de nouvelles mesures destinées à faire face aux groupes terroristes qui menacent gravement la sécurité de la région.

Il convient d’ajouter à celle-ci le projet de résolution sur les combattants terroristes étrangers qui sera examiné et adopté par cet organe le mercredi 24 septembre au cours d’une séance extraordinaire au niveau des chefs d’État et de gouvernement.

La solidarité de la communauté internationale doit comprendre une dimension humanitaire efficace afin de venir en aide aux populations victimes du terrorisme et de la violence. Il est également essentiel de continuer de mettre en œuvre, de manière rigoureuse et diligente, le régime des sanctions établi en application de la résolution 1267 (1999) contre Al-Qaida et les Taliban.

Le Chili réaffirme qu’il essentiel que toute action collective menée contre l’État islamique bénéficie de la légitimité que confère la Charte des Nations Unies. Nous devons agir de concert et, nous l’espérons, avec l’appui unanime du Conseil, pour que les efforts de lutte contre le terrorisme puissent compter sur l’appui décisif de l’opinion mondiale. Cette légitimité permettra une intégration plus harmonieuse de l’Iraq dans une communauté régionale et mondiale dont elle a besoin en tant que partenaire privilégié, pour rétablir la paix et la sécurité dans une région depuis trop longtemps frappée par la guerre, la barbarie et l’oppression.

Mme Ogwu (Nigéria) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d’avoir organisé le présent débat important. Je remercie également le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Mladenov, pour son exposé.

La formation, lundi 8 septembre, d’un nouveau Gouvernement d’ouverture en Iraq, marque un tournant dans la transition politique de ce pays. Elle ouvre au moins la voie à la réalisation d’une paix, d’une stabilité et de progrès durables. Nous estimons que la détermination des dirigeants politiques iraquiens de surmonter leurs différences dans l’intérêt national supérieur est encourageante. La décision de l’ancien Premier Ministre, M. Nuri al-Maliki, de quitter ses fonctions a largement contribué à apaiser les tensions politiques dans le pays. Il s’agit d’une réalisation remarquable. La décision de dirigeants kurdes de laisser de côté leurs demandes relatives aux paiements au titre du budget et aux ventes pétrolières pour faciliter l’acceptation du nouveau Gouvernement iraquien est louable. Le Premier Ministre Haider al-Abadi s’est engagé à régler toutes les questions en suspens avec le Gouvernement régional du Kurdistan. Nous considérons que cela est un élément important pour donner aux Kurdes un sentiment d’appartenance au nouvel Iraq.

Même si M. al-Abadi a pourvu certains postes ministériels, nous constatons que les postes décisifs de ministre de la défense et de ministre de l’intérieur demeurent vacants. Nous espérons qu’ils seront pourvus en temps utile. Cela est particulièrement important compte tenu des conditions de sécurité en Iraq, une situation envenimée par le fléau que représente l’État islamique d’Iraq et du Levant (EIIL). Les activités de l’EIIL et d’autres groupes terroristes posent une grave menace à la paix, à la stabilité et à l’intégrité territoriale de l’Iraq. Conjointement avec des groupes terroristes dans le monde entier, elles constituent une menace très importante à la paix et à la sécurité mondiales. L’EIIL commet des violations graves des droits de l’homme, des crimes de guerre et d’autres atrocités indicibles. Ses actes de cruauté infligent des souffrances et terrorisent les Iraquiens mêlés au conflit. D’après la Mission d’assistance des Nations Unies pour l’Iraq, au mois d’août seulement, 1 421 Iraquiens ont été tués et 1 370 autres blessés suite à des actes de terrorisme et de violence. Les activités de l’EIIL représentent une grave menace non seulement pour l’Iraq mais aussi pour la paix et la sécurité internationales en général.

Nous ne cessons de le répéter : le terrorisme est un problème mondial appelant une solution mondiale. Il ne faut pas laisser l’Iraq faire face seul à la situation en Iraq. Le monde doit unir ses efforts pour s’y attaquer, et cela est aujourd’hui évident. Une action immédiate, résolue et soutenue de la communauté internationale à l’appui de l’Iraq s’impose d’urgence. Un autre aspect important de la lutte contre l’EIIL est qu’il faut contrecarrer son dangereux message, qui semble être en train de radicaliser des jeunes dans le monde entier et d’alimenter le conflit dans l’ensemble de la région ainsi qu’en Iraq.

À cet égard, nous accueillons avec satisfaction le rôle de premier plan que les États arabes jouent en vue de répudier la dangereuse déformation de la religion que la propagande de l’EIIL tente de diffuser dans toute la région et à travers le monde. Nous accueillons avec satisfaction la déclaration signée par les États-Unis

et les États du Golfe ainsi que par l'Iraq, l'Égypte, la Jordanie et le Liban en vue de combattre l'EIIL. Au moment où les efforts visant à affronter et éliminer l'EIIL s'intensifient, la communauté internationale doit œuvrer de concert pour maintenir une coopération étroite et une coordination efficace en vue d'atteindre notre objectif collectif commun d'un Iraq pacifique, prospère, fort et uni, définitivement à l'abri de la menace posée par une idéologie absurde de destruction.

M. Churkin (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Nickolay Mladenov, pour son exposé. Nous avons écouté avec une attention particulière la déclaration faite par le Ministre iraquien des affaires étrangères, M. Ibrahim al-Jaafari.

La Russie n'a cessé d'appuyer la promotion du processus politique en Iraq, auquel devraient légitimement participer tous les groupes politiques, ethniques et religieux. Nous attachons de l'importance à un Iraq uni et stable, prenant une part active dans les affaires internationales et régionales. S'agissant des paramètres du processus interne, ils doivent être établis par les Iraquiens eux-mêmes, puisqu'ils sont responsables de l'avenir de leur pays. Imposer des solutions toutes faites est une tâche vaine.

Nous considérons que la montée sans précédent des idées extrémistes dans leur expression la plus sanglante représente la principale menace pour la région. Une priorité de la communauté internationale doit être de l'éliminer par des efforts collectifs. Néanmoins, nous ne devons pas nous cramponner à des démarches idéologiques ni avoir deux poids, deux mesures, en opérant une distinction entre les mauvais terroristes, qu'il faudrait anéantir, et les terroristes « pas trop mauvais » avec lesquels il serait possible de travailler pour servir des intérêts nationaux égoïstes et en vue d'un changement de régime. Nous allons tomber dans un cercle vicieux si nous bombardons des combattants quelque part et que, ailleurs, nous les protégeons et préparons la prochaine génération qui les remplacera.

Nous devons avoir le courage de tirer des enseignements des erreurs passées et avoir l'honnêteté de les admettre. Après tout, l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) n'a pas été en mesure d'exploiter instantanément tout le potentiel qui lui a permis de prendre le contrôle de près d'un tiers du territoire iraquien. Les ambitions des islamistes radicaux ont grandi à mesure qu'ils avançaient en Syrie voisine, ce qui a été vu d'un bon œil par certaines capitales. Cependant, en Iraq même, un système de relations sociales et politiques qui s'était développé au fil des siècles a été mis à mal par le poids d'interventions étrangères qui ont en fin de compte également contribué à créer un terrain de choix pour l'offensive menée à grande échelle par les radicaux. Le terrorisme moderne ne connaît pas de frontières et se propage comme un cancer métastatique. Le réseau extrémiste qui sillonne le monde aujourd'hui ne se limite pas à des organisations répugnantes telles que l'EIIL ou le Front el-Nosra qui figurent sur la liste des sanctions établie par le Conseil de sécurité. Nous nous trouvons face à un adversaire uni mais aux multiples visages, et le combattre exige la réflexion et l'action stratégiques d'un front véritablement uni.

Pour mettre en place une coalition internationale vraiment large, toute mesure prise pour lutter contre la menace posée par l'EIIL et des groupes similaires doit être conforme aux principes définis dans la Charte des Nations Unies et aux normes du droit international, s'appuyer sur les instruments de lutte antiterroriste de l'ONU existants et être appliquées avec l'accord des Gouvernements souverains concernés ou autorisées par le Conseil de sécurité. Nous considérons que d'autres options seraient illégales et nuiraient à la stabilité internationale et régionale.

Il est essentiel que nous fassions preuve de la plus grande prudence et que nous évaluions les conséquences possibles d'une telle action pour les pays de la région et la population civile. La volonté publiquement exprimée de frapper des positions de l'EIIL sur le territoire syrien sans la coopération du Gouvernement à Damas est extrêmement inquiétante. Non seulement cela constituerait une violation flagrante des normes fondamentales du droit international, mais pourrait également avoir des répercussions destructrices concrètes, notamment sur la situation humanitaire en Syrie. Il est extrêmement dangereux d'envisager la possibilité de mener le combat contre l'État islamique d'Iraq et du Levant en Syrie en impliquant l'opposition qui, tout en se disant modérée, est néanmoins bien armée. Nous ne devons pas oublier que l'État islamique d'Iraq et du Levant a obtenu nombre de ses succès militaires grâce aux armes qu'il a saisies et que les États-Unis avaient fournies au pays.

Pour lutter efficacement contre cette grave menace mondiale et trouver des solutions à long terme, nous devons en régler les causes profondes. Nous proposons d'organiser, au Conseil de sécurité, une séance de réflexion pour débattre du terrorisme et de

l'extrémisme qui règnent dans tout le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, et pour élaborer un format d'action adapté. Entre-temps, tous les membres de la communauté internationale doivent veiller à éliminer intégralement toutes les formes d'appui étranger dont bénéficient les groupes terroristes. Ces derniers ne survivront pas longtemps sur les fonds qu'ils dérobent aux banques ou sur les armes qu'ils volent à la population. Nous pouvons démanteler ces filières, notamment celle du commerce illégal de pétrole, si nous abordons la situation de manière responsable. Parallèlement, nous devons prendre des mesures pour lutter contre la radicalisation de l'opinion publique et l'idéologie d'extrémisme violent et de terreur. Nous devons également intensifier la lutte contre le terrorisme au niveau national et instaurer un échange d'informations utiles entre les États.

Le Conseil de sécurité a récemment adopté plusieurs mesures utiles, dont des sanctions. Le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999) concernant Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées n'a pas épuisé tout son potentiel. Tous ces instruments doivent se combiner en un mécanisme unique et cohérent. La Fédération de Russie aide activement le Gouvernement iraquien dans sa lutte contre la menace terroriste, et se tient prête à participer de manière constructive à l'élaboration de mesures supplémentaires pour combattre ce fléau commun.

M. Liu Jieyi (Chine) (*parle en chinois*) : Je voudrais d'emblée remercier les États-Unis d'avoir eu l'initiative de convoquer la séance du Conseil de sécurité de ce jour, laquelle, je l'espère, aidera à réunir un consensus international pour aider l'Iraq à affronter les graves menaces dont nous sommes saisis.

La Chine a écouté avec attention l'exposé du Représentant spécial du Secrétaire général, M. Mladenov. Nous saluons également la présence du Ministre iraquien des affaires étrangères, M. al-Jaafari, et le remercions de sa déclaration.

La situation en Iraq fait peser une grave menace sur la paix et la sécurité internationales, ce qui préoccupe profondément la Chine. Nous nous soucions grandement de la sécurité et du bien-être du peuple iraquien et nous appuyons fermement les initiatives visant à préserver la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Iraq. Nous soutenons les efforts déployés par l'Iraq pour restaurer la paix et la sécurité et pour parvenir à la paix, au développement et à la prospérité. La communauté internationale doit faire preuve d'une solidarité et d'une coordination plus grandes si elle veut que la situation en Iraq évolue dans une direction favorable. Nous tenons à mettre plusieurs points en exergue.

Premièrement, la communauté internationale doit appuyer l'Iraq en continuant à promouvoir le processus de réconciliation politique. Nous sommes encouragés par le fait qu'un nouveau Gouvernement a été formé, ce qui constitue une étape majeure du processus politique iraquien et réunit les conditions nécessaires pour permettre au peuple iraquien de canaliser son énergie vers le règlement des problèmes auxquels il est confronté sur le plan de la sécurité et vers le développement économique et social. Nous espérons que toutes les parties iraquiennes continueront d'accorder la priorité à l'État pris dans son ensemble etau peuple iraquien et à sa stabilité. Nous espérons également qu'elles continueront de faire avancer le dialogue politique et le processus de réconciliation, renforceront leurs capacités militaires et de sécurité et poursuivront sur la voie des réformes et de la reconstruction. La communauté internationale doit assumer ses responsabilités et apporter une aide constructive au nouveau Gouvernement iraquien. En particulier, il convient d'accroître l'assistance humanitaire et d'intensifier les efforts visant à alléger les souffrances du peuple iraquien et à aider l'Iraq à sortir du cercle vicieux de la pauvreté, de l'extrémisme et de la violence.

Deuxièmement, la communauté internationale doit s'unir pour aider l'Iraq à lutter contre le terrorisme. Nous sommes profondément attristés par l'immense souffrance que le terrorisme fait subir au peuple iraquien. Il n'y a pas de bon ou de mauvais terrorisme. Les actes de terrorisme doivent systématiquement faire l'objet d'une opposition ferme, quels qu'en soient les auteurs et indépendamment de l'endroit et du moment où ils sont commis. Tout en favorisant la coopération dans le cadre de la lutte internationale contre le terrorisme, la communauté internationale doit respecter la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale des pays concernés. Elle doit honorer les buts et principes inscrits dans la Charte des Nations Unies et les normes fondamentales qui régissent les relations internationales, tout en respectant le rôle de premier plan de l'ONU et du Conseil de sécurité. Parallèlement, elle doit respecter des normes cohérentes s'agissant tant des symptômes que de leurs remèdes. La communauté internationale doit se tenir soigneusement informée des nouvelles caractéristiques du terrorisme, en tenant compte des nouveaux moyens de communication

moderne. Cela doit s'accompagner d'une réflexion innovante et de la conception de nouvelles mesures pour démanteler les trois principales filières – à savoir, la propagation de la terreur par Internet, la circulation transfrontalière des terroristes et le financement occulte du terrorisme, afin de réduire au minimum la marge de manœuvre du terrorisme. Cela étant, il ne faut pas associer le terrorisme à des nations ou des religions spécifiques.

Troisièmement, la communauté internationale doit prendre acte de l'interaction majeure entre la question iraquienne et les autres questions d'actualité brûlante en Asie de l'Ouest et en Afrique du Nord, en les prenant en charge de manière renforcée et intégrée. Depuis un certain temps, dans ces régions, des questions urgentes émergent en soulèvements imbriqués les unes avec les autres, et les conflits entre nations, groupes ethniques, groupes religieux et courants religieux sont violents. La communauté internationale doit tenir pleinement compte des traditions historiques et culturelles exceptionnelles de la région, et doit procéder sur la base des intérêts fondamentaux des peuples et des pays de la région, en réglant les différends par des moyens pacifiques. La communauté internationale doit également appuyer les pays de la région dans leur quête indépendante des voies et modèles les plus adaptés à leurs circonstances nationales et aux aspirations de leurs peuples à une transformation et un développement structurés, de manière à créer les conditions indispensables d'une paix et d'une sécurité durables dans la région. La Chine se tient aux côtés de l'Iraq et des autres pays de la région dans les efforts qu'ils déploient pour consolider leur union et leur coopération et promouvoir leur unité dans l'optique d'un développement partagé.

La Chine a des liens d'amitié sincère avec le peuple iraquien. Nous contribuons activement à la reconstruction pacifique de l'Iraq. La Chine poursuivra sa coopération avec l'Iraq dans divers domaines afin de permettre au peuple iraquien d'en récolter toujours plus de fruits concrets. Nous continuerons d'apporter une aide humanitaire à l'Iraq, en fonction de ses besoins, et d'appuyer le pays dans sa lutte contre le terrorisme. Nous nous tenons prêts à nous associer à la communauté internationale pour déployer des efforts résolus afin d'instaurer rapidement la paix et la sécurité en Iraq et de permettre au peuple iraquien de retrouver très vite une vie pacifique et meilleure.

Mme Murmokaitė (Lituanie) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé cette séance critique. Je tiens également à remercier le Ministre iraquien des affaires étrangères, M. al-Jaafari, de sa déclaration, ainsi que le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Nikolay Mladenov, de son exposé édifiant et de son travail dévoué.

Un Iraq uni et démocratique au sein de frontières reconnues à l'international, doté d'un Gouvernement d'ouverture, viable et représentatif, au sein duquel les intérêts de tous les pans et de toutes les composantes de la société sont pris en compte : voilà le seul antidote à l'idéologie meurtrière de l'État islamique d'Iraq et du Levant, qui menace l'existence même de l'Iraq que nous connaissons aujourd'hui.

Musulmans, Kurdes, Turkmènes – là où l'État islamique d'Iraq et du Levant pose le pied, plus personne n'est en sécurité. Les Yézidis, les Shabaks et les chrétiens, qui font partie intégrante de l'héritage culturel iraquien exceptionnel, sont persécutés, forcés à se convertir et brutalement exécutés. Les viols à grande échelle, la violence sexuelle et les effroyables violations de femmes et d'enfants sont commis au quotidien. La destruction, les déplacements forcés et la mort sont le quotidien de millions d'Iraquiens tandis que l'État islamique d'Iraq et du Levant s'efforce d'étendre son empreinte abjecte.

C'est dans ce contexte horrifiant, marqué par l'avancée dévastatrice de l'État islamique d'Iraq et du Levant, que le nouveau Gouvernement iraquien doit s'attaquer aux difficultés multiples auxquelles le pays est actuellement confronté. La solidarité et l'appui de la communauté internationale envers le peuple iraquien, qui a fait montre d'une résilience exemplaire, même dans les pires moments, sont on ne peut importants.

Nous accueillons très favorablement la formation d'un Gouvernement d'ouverture dirigé par M. Haider al-Abadi. Il va devoir jongler avec de multiples difficultés et responsabilités, mais il est indispensable, ce faisant, qu'il évite les erreurs du passé, à cause desquelles le peuple iraquien, ainsi que l'unité et l'intégrité territoriale du pays, sont désormais en grand danger. Le sectarisme et les clivages du passé doivent être dépassés et laisser place à un véritable processus de réconciliation. Il faut garantir dans les faits la participation de tous sans exclusion et la représentation des différents groupes sociaux, politiques, religieux et ethniques. Les femmes, les jeunes et la société civile, qui sont autant d'atouts vitaux pour le développement et la prospérité future du pays, doivent avoir également voix au chapitre dans la prise de décisions. Le renforcement de la bonne

gouvernance, de la responsabilisation des acteurs et de l'état de droit et le règlement des problèmes existants de répartition des revenus et des richesses doivent être abordés de front, avec équité et sans exclusive. Le renforcement des forces armées et de sécurité, y compris des peshmerga kurdes, demeure une priorité centrale.

La crise humanitaire doit également être gérée d'urgence. Une aide humanitaire soutenue de la communauté internationale revêt une importance vitale si l'on veut sauver des vies et faire face aux besoins urgents d'une population durement atteinte. La Lituanie a contribué aux efforts humanitaires par l'intermédiaire des mécanismes d'aide multilatérale pertinents de l'Union européenne. Aujourd'hui, mon pays a approuvé le versement d'une contribution nationale, qui sera exécutée par l'UNICEF, et sera versée sous peu.

La communauté internationale doit se tenir fermement aux côtés de l'Iraq en fournissant l'appui économique, financier et militaire nécessaire. La conférence internationale récemment tenue à Paris et la réunion à Djedda des membres du Conseil de coopération du Golfe et des États de la région doivent servir d'accélérateurs de l'assistance à long terme à l'Iraq et d'occasions de recentrer l'attention sur ce pays.

L'ONU et la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq se sont tenues, dans les bons comme dans les mauvais moments, aux côtés du peuple iraquien. Leur interaction avec le Gouvernement qui vient d'être élu, sur tout un ensemble de besoins et de préoccupations, conserve une importance critique. Les organes de lutte antiterroriste des Nations Unies ont un rôle important à jouer en aidant l'Iraq au moyen d'un renforcement des capacités fondé sur la demande, de l'amélioration de la législation sur le terrorisme et de l'échange de pratiques optimales sur la lutte contre le terrorisme et la déradicalisation.

Ces dernières mesures sont d'une importance particulière pour parer l'assaut du terrorisme. Parallèlement, des fanatiques ayant subi un lavage de cerveau et des aventuriers assoiffés de sang venus de bien au-delà des frontières de l'Iraq, leurrés par l'idéologie extrémiste d'apocalypse de l'État islamique d'Iraq et du Levant, en rejoignent les rangs, combattant contre la nation dont ils savent si peu au nom d'une confession qu'ils ne connaissent pas du tout. La question des combattants terroristes étrangers exige notre action la plus résolue. À cet égard, nous considérons que la tenue la semaine prochaine au Conseil de sécurité d'une réunion des chefs d'État sur cette importante question est particulièrement bien venue.

En conclusion, la communauté internationale, pour venir en aide à l'Iraq face à cette menace à son existence, doit être unie dans l'action pour parer la propagation du terrorisme et la prolifération de l'État islamique et de ses pareils, et nous apprécions tous les efforts qu'elle y consacre. À l'inverse, souvenons-nous que l'on ne peut triompher contre les menaces terroristes sans triompher dans le cœur et l'esprit du peuple iraquien.

Le nouveau Gouvernement iraquien doit rétablir, chez tous les Iraquiens, la confiance dans la riche diversité régionale, ethnique et religieuse de ce pays – pour les hommes comme pour les femmes, les jeunes comme les vieux. Ils doivent tous être en mesure de faire preuve de fermeté et de lutter pour leur sécurité, leur dignité et leurs droits sur la base de l'état de droit, d'une égalité véritable, de l'inclusion et de la justice. Je suis heureuse d'avoir appris du Représentant spécial, M. Mladenov, aujourd'hui, les mesures importantes d'ores et déjà adoptées par le Premier Ministre à cet égard, et dont nous nous réjouissons vivement.

Enfin, nous saluons l'adoption de la déclaration présidentielle d'aujourd'hui (S/PRST/2014/20) et nous confirmons que nous sommes disposés à travailler étroitement avec nos partenaires au sein de la coalition internationale dans l'intérêt de l'avenir de l'Iraq.

M. Oh Joon (République de Corée) (*parle en anglais*) : La République de Corée apprécie l'initiative prise par la délégation des États-Unis d'organiser cet important débat, ainsi que le fait que vous soyez personnellement venu, Monsieur le Président, présider cette séance. Nous voudrions souhaiter la bienvenue au Premier Ministre iraquien, M. Al-Jaafari, et le remercier de ses observations. Nous souhaitons également remercier le Représentant spécial, M. Mladenov, de son exposé.

La République de Corée est vivement préoccupée par la situation en Iraq et condamne fermement l'État islamique d'Iraq et du Levant et les autres organisations terroristes pour leurs actes de terrorisme criminels. Le scandaleux enchaînement de violence dont s'est rendu responsable l'État islamique sous la forme de massacres, d'enlèvements, de viols et d'actes de torture à l'encontre d'innocents civils doit être stoppé.

Ayant nous-mêmes perdu plusieurs concitoyens dans des actes de lâcheté de ce type par le passé, nous

estimons que ceux qui se rendent responsables de pareils crimes odieux doivent être traduits en justice par tous les moyens et le plus tôt possible. Nous sommes également profondément préoccupés par l'aggravation de la situation humanitaire en Iraq. Des millions d'Iraquiens, dont des femmes et des enfants, souffrent, en raison du fléau de ce conflit, et des dizaines de milliers sont déplacés.

Nous rendons hommage à cet égard au travail dévoué des organisations humanitaires, dont le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Programme alimentaire mondial, l'Organisation internationale pour les migrations et la Fédération des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Néanmoins, même dans des circonstances aussi difficiles, nous avons foi dans le dynamisme inaltérable du peuple iraquien et dans la force collective de la communauté internationale. Le peuple iraquien a fait son choix. Il a choisi la voie de la paix, de la démocratie et de la reconstruction de l'Iraq.

La République de Corée accueille avec satisfaction le nouveau Gouvernement iraquien, qu'elle appuie énergiquement. Nous trouvons encourageant que le nouveau Gouvernement iraquien se soit engagé à renforcer les institutions démocratiques naissantes de l'Iraq, à aborder des problèmes profondément ancrés, par le dialogue, et à s'opposer fermement à la propagation du terrorisme. En vue d'aider le peuple et le Gouvernement iraquiens, la République de Corée a donné à ce jour 1,2 millions de dollars en aide humanitaire et prévoit de faire une contribution plus importante dans un avenir proche.

En Syrie, nous avons promis dernièrement 5 millions de dollars supplémentaires en aide humanitaire, ce qui porte le total à 11 millions de dollars.

Tout en continuant d'espérer en un avenir meilleur grâce à cette aide de la communauté internationale, nous ne laissons pas d'être conscients qu'aucune aide de l'extérieur ne peut se substituer à une prise en charge par le peuple iraquien de son avenir. La composition sans exclusive de la direction de l'État iraquien est un signe du souci qu'il a de l'unité de toute la population iraquienne. L'avenir de l'Iraq – l'avenir de toute société, du reste – ne peut pas et ne doit pas être défini par l'extrémisme idéologique. Ce doit être l'aspiration commune du peuple à la sécurité, à la stabilité et à la prospérité qui fait avancer une société. Le peuple iraquien a fait le bon choix en se dressant contre l'État islamique d'Iraq et du Levant. Le Conseil de sécurité doit renforcer l'appui qu'il apporte à son combat. Nous sommes convaincus que les témoignages que nous avons entendus aujourd'hui porteront leurs fruits, sous la forme d'un solide engagement international d'aider l'Iraq.

Enfin et surtout, nous appuyons pleinement le Représentant spécial, M. Mladenov, et tout le personnel de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq, dont nous saluons le dévouement dans l'exercice de leur mission.

Le Président (*parle en anglais*) : Avant que nous entendions les autres orateurs invités, je voudrais ajouter quelques mots rapides.

Il est bien connu que l'un des critères essentiels du travail diplomatique est la patience. Je voudrais particulièrement remercier tous les Ministres qui sont venus ici aujourd'hui en réponse à l'invitation qui leur a été faite. Ils ont fait preuve d'une patience extraordinaire en restant pendant la totalité de la séance jusqu'à présent, et il y a beaucoup d'autres orateurs encore à venir. Je pense que le fait que tant sentent qu'ils se doivent de participer et de faire connaître publiquement leur opinion sur ce qui se produit actuellement en Iraq et en Syrie et dans la région et sur la nécessité d'agir tous est en soi éloquent. Je voudrais une fois de plus remercier tous mes collègues ministres qui ont assisté patiemment à l'ensemble de la séance jusqu'à présent et qui y prennent part encore tout l'après-midi.

J'ai maintenant le plaisir de donner la parole au Ministre des affaires étrangères de l'Allemagne, S. E. M. Frank Walter Steinmeier.

M. Steinmeier (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé la présente séance et d'avoir invité des pays non membres du Conseil de sécurité à y prendre part.

Nous assistons actuellement, en Syrie et en Iraq, au retour de la barbarie. Nous nous trouvons face à un ennemi qui représente non seulement une menace pour l'Iraq, pour la Syrie, ou pour le Proche-Orient, mais aussi une menace pour nous tous. Nous nous devons d'agir. Heureusement, la communauté internationale a entendu l'appel de Newport, de Djedda et de Paris. Les pays se sont réunis pour faire front contre l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL). Le Conseil de sécurité a consolidé l'alliance internationale contre cet ennemi brutal qui viole les principes de la Charte des Nations Unies et fait violence à l'humanité elle-même.

La semaine prochaine, sous notre présidence, les Ministres des affaires étrangères du Groupe des Sept discuteront d'une action conjointe contre l'EIIL. Ce sujet sera abordé également pendant la réunion du Partenariat de Deauville qui rassemblera les Ministres des affaires étrangères du Groupe des Sept. Voici ce que nous devons faire à mon avis.

Premièrement, l'aide humanitaire demeure nécessaire. Nous devons alléger les souffrances de centaines de milliers de réfugiés et de déplacés. Je tiens à remercier le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et les autres organismes des Nations Unies pour leur dur labeur. Jusqu'à présent, l'Allemagne a contribué 65 millions de dollars en vue de la fourniture d'une aide humanitaire et d'abris. J'ai effectué une visite à Erbil il y a quelques semaines et j'ai été choqué par les conditions déplorables dans lesquelles vivent les réfugiés. Maintenant que l'hiver approche, nous devons redoubler d'efforts pour fournir un abri aux personnes qui ont fui les attaques de l'EIIL.

L'aide humanitaire est nécessaire, mais elle ne suffit pas pour mettre un terme à la violence. Pour cette raison, le Gouvernement allemand a décidé de fournir des armes, des munitions et de l'équipement aux forces de sécurité kurdes et de les former, bien entendu en étroite coordination avec le Gouvernement de Bagdad. Toutefois, même l'aide humanitaire et l'aide militaire ne serviront pas à grand-chose si nous n'avons pas de stratégie globale pour lutter contre l'EIIL – une stratégie qui intègre les moyens et les outils militaires nécessaires à une stratégie politique. Quels sont les aspects d'une telle stratégie?

Premièrement, nous avons appuyé la formation d'un nouveau Gouvernement en Iraq, auquel participent tous les groupes ethniques, religieux et politiques. Je souhaite plein succès au Premier Ministre Haider al-Abadi, qui peut compter sur notre plein appui. Je salue également la déclaration présidentielle S/PRST/2014/20 qui a été adoptée aujourd'hui, qui reflète un appui large de toutes les régions du monde, bien au-delà du Moyen-Orient.

Deuxièmement, le champ de bataille en Syrie est différent du champ de bataille en Iraq, et est plus complexe. L'Allemagne continuera à appuyer les voix et les structures modérées- de mon point de vue, elles sont le seul moyen de triompher de la dictature et du terrorisme. Nous saluons les efforts déployés actuellement par l'ONU s'agissant d'étudier les éléments d'une solution politique. Nous devons coordonner notre action en étroite collaboration avec les institutions des Nations Unies. Nous espérons que l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, Staffan de Mistura, aura de nouvelles idées à proposer, et je l'espère, une nouvelle approche. En effet, nous ne pouvons pas nous permettre d'échouer à nouveau, à l'occasion du troisième cycle du processus de Genève.

Aujourd'hui, c'est à juste titre que nous concentrons notre attention sur l'Iraq et la Syrie, mais il ne faut pas oublier que certains États voisins portent un lourd fardeau. Pour atténuer les souffrances des réfugiés syriens et la pression exercée sur les pays voisins de la Syrie, je vais organiser une conférence le 28 octobre à Berlin, en collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Cette conférence vise à renforcer l'appui fourni aux pays les plus touchés par l'afflux de réfugiés en provenance de la Syrie, à savoir le Liban et la Jordanie, mais aussi l'Iraq et la Turquie.

Troisièmement, nous devons arrêter le flux de combattants étrangers et de financements destinés à l'EIIL. Le Conseil de sécurité prendra des mesures supplémentaires à cet égard. Nous nous félicitons du projet de résolution attendu qui portera sur les combattants terroristes étrangers. Hier, j'ai rencontré mon nouveau collègue de la Turquie, et nous avons convenu de coopérer très étroitement, en particulier dans le secteur de la sécurité.

Aujourd'hui, nous sommes préoccupés par les dernières nouvelles qui nous sont parvenues après l'attaque lancée par l'EIIL sur la ville syrienne d'Ayn Al-Arab et les villages environnants. Une fois de plus, des populations ont dû fuir.

L'histoire a montré que l'on ne peut relever des défis aussi énormes qu'en agissant ensemble. L'Allemagne est prête à faire sa part et à coopérer. J'espère que toutes les parties, en particulier au sein de la région, apporteront également leur appui actif. Si nous unissons nos efforts, nous parviendrons à un nouveau niveau de coopération et nous réussirons.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie infiniment M. Frank-Walter. Je le remercie de son leadership et de ses efforts. Nous nous réjouissons à la perspective de cette conférence et de ses résultats.

J'ai maintenant le plaisir de donner la parole à S. E. M. Mevlüt Çavuşoğlu, Ministre des affaires étrangères de la Turquie.

M. Çavuşoğlu (Turquie) (*parle en anglais*) : Qu'il me soit tout d'abord permis de remercier les États-Unis et de vous remercier personnellement, M. Kerry, d'avoir organisé cette importante réunion portant sur l'Iraq. J'espère que notre réunion d'aujourd'hui apportera une valeur ajoutée aux discussions que nous avons eues à Newport, à Djedda et à Paris.

De toute évidence, l'Iraq est confronté à la plus grave crise de son histoire récente. Le conflit en cours en Syrie, ainsi que les politiques et les pratiques peu judicieuses de l'ancien Gouvernement de Bagdad, ont créé les conditions idéales pour que les groupes extrémistes et terroristes puissent parvenir à leurs fins méprisables. Par conséquent, notre priorité doit être de définir des politiques et des plans d'action afin de changer cette situation. Pour atteindre cet objectif, nous avons besoin de l'engagement des acteurs iraquiens, ainsi que de la coopération internationale. C'est pour cette raison que nous nous réunissons si souvent. Toutefois, nous risquons de perdre notre crédibilité si ces réunions ne contribuent pas à améliorer la vie quotidienne du peuple iraquien.

Je constate qu'il existe un large consensus quant à la nécessité de définir et de mettre en œuvre une stratégie globale et intégrée qui englobe des éléments politiques, humanitaires et de sécurité. Sur le plan politique, nous devons nous assurer que toutes les composantes de la nation sont adéquatement représentées et jouent un rôle important dans le processus de prise de décisions. L'Iraq a fait des débuts prometteurs à cet effet avec la formation du nouveau Gouvernement dirigé par le Premier Ministre al-Abadi, mais le chemin qui reste à parcourir est long et semé d'embûches. Il existe des défis complexes et bien réels. Le nouveau Gouvernement iraquien doit inverser cette tendance à la détérioration de la sécurité, surmonter les divisions ethniques et sectaires qui existent depuis longtemps et faire participer tous les segments de la société irakienne. Par conséquent, notre engagement et notre appui en faveur de ce processus doivent s'inscrire dans la durée.

Un appui international soutenu à l'Iraq dans le secteur de la sécurité doit être un autre élément de cette stratégie. Cela exige la fourniture organisée et coordonnée de l'équipement militaire et des efforts pour contribuer à construire l'infrastructure de défense en Iraq. Nous allons accompagner et appuyer l'Iraq pour qu'il soit en mesure de se défendre à l'avenir. La restructuration de l'armée et d'autres institutions de sécurité à l'échelle nationale doit être un élément essentiel de ces efforts. Ni l'armée, ni les autres structures étatiques, ne doivent être des instruments de groupes ethniques ou sectaires. Malheureusement, c'est un élément que les extrémistes et les groupes terroristes ont largement exploité.

Le troisième point que je voudrais mettre en exergue est la nécessité de redoubler nos efforts sur le plan humanitaire. Nous avons fait de notre mieux depuis le début de la crise, et nous remercions les nombreux pays qui sont représentés pour l'aide qu'ils ont fournie. L'aide humanitaire que continue d'apporter la Turquie a permis d'atténuer les souffrances de milliers d'Iraquiens de diverses origines ethniques et religieuses. Nous sommes également en train de construire trois camps dans le nord de l'Iraq, d'une capacité de 35 000 personnes. En outre, nous avons accueilli jusqu'à présent 38 000 Yézidis qui ont cherché refuge en Turquie. Rien qu'hier, nous avons accueilli plus de 10 000 – j'insiste sur ce chiffre – Kurdes syriens qui ont dû fuir face à l'avancée de l'EIIL à Kobane, en Syrie.

Certes, il faut en faire davantage. Nous prions les organismes compétents des Nations Unies, ainsi que les organisations non-gouvernementales qui ont de l'expérience dans ce domaine, de nous aider à coordonner tous ces efforts.

Je voudrais également attirer l'attention sur un facteur très important dans le contexte de ces efforts. Nous devons impérativement traiter la Syrie et l'Iraq comme un seul théâtre d'opérations si nous voulons que notre stratégie porte des fruits. Si nous ne prenons pas en compte la Syrie dans cette lutte, il sera difficile de trouver une solution durable aux défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. Le régime syrien est un parrain de l'extrémisme. Ses politiques fondées sur le sectarisme et les divisions ethniques ont exacerbé l'instabilité et constituent une menace pour l'ensemble de la région. Tant que le régime de Damas sera en place, il n'y aura pas de stabilité en Syrie ni dans la région. La seule manière de rétablir la stabilité et la sécurité est de parvenir à une solution politique reposant sur la déclaration de Genève. Une transition politique véritable en Syrie est donc une nécessité absolue.

Avant de conclure, je voudrais souligner une nouvelle fois que la Turquie appuie pleinement les efforts de l'Iraq pour mettre en place un climat politique meilleur, libéré de tout extrémisme, et pour lutter plus efficacement contre le terrorisme. Nous agissons en coordination étroite avec nos alliés et amis en ce

sens. Une coopération internationale accrue viendrait renforcer l'efficacité de toutes ces initiatives en vue de créer un Iraq stable. Nous sommes disposés à étendre notre engagement avec nos partenaires afin de ramener la paix et la stabilité dans la région et de lutter contre l'extrémisme et le terrorisme.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous apprécions à leur juste valeur les efforts de la Turquie et bien entendu les observations formulées à propos de la Syrie en sa qualité de voisin direct de ce pays. Comme M. Frank-Walter Steinmeier l'a dit, l'action de la Turquie sera déterminante. Nous avons hâte de coopérer avec elle.

Je donne maintenant la parole à S. E. M. José Manuel García Margallo, Ministre des affaires étrangères de l'Espagne.

M. García Margallo (Espagne) (*parle en espagnol*) : Tout d'abord, je tiens à vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir organisé le présent débat, et de nous y avoir conviés, pour examiner les graves menaces auxquelles est confronté l'Iraq, et pas seulement l'Iraq.

Le terrorisme djihadiste constitue une menace pour l'ensemble de la communauté internationale, l'Espagne ne le sait malheureusement que trop bien. Le Conseil de sécurité a l'obligation de réagir de façon ferme et efficace face à une menace qui nous concerne tous. C'est pourquoi nous félicitons les membres du Conseil de la déclaration présidentielle, S/PRST/2014 20, adoptée aujourd'hui et à laquelle nous souscrivons pleinement.

Nous ne pouvons, en ces temps critiques, rester impassibles devant l'élimination systématique de communautés entières et de minorités religieuses, ou devant les assassinats sans pitié d'otages tels James Foley, Steven Sotloff et David Haines, qui nous scandalisent par leur cruauté abjecte. Les auteurs de ces crimes devront en répondre devant la justice.

L'expérience nous enseigne que pour lutter efficacement contre le terrorisme djihadiste, il faut s'appuyer sur trois éléments indispensables. Premièrement, toute intervention internationale doit se faire dans le respect des principes qui sous-tendent la Charte des Nations Unies et conformément au droit international. Le Conseil de sécurité a déjà pris une mesure très importante avec l'adoption de la résolution 2170 (2014), dans laquelle il exprime sa volonté claire et sans équivoque d'agir contre les groupes terroristes que sont l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) et le Front el-Nosra. Cette résolution confère une légitimité que nul ne peut remettre en cause. Elle comprend des nouveautés importantes telles que la condamnation des combattants étrangers et la nécessité pour les États de coopérer étroitement pour empêcher le recrutement de ces combattants. L'Espagne est persuadée que le Conseil de sécurité saura prendre d'autres mesures importantes en ce sens à l'occasion du débat de la semaine prochaine sur les combattants terroristes étrangers. L'Espagne, quant à elle, prépare une réforme du Code pénal, en vertu de laquelle la participation d'éléments radicaux à des conflits étrangers sera qualifiée de crime de terrorisme.

Deuxièmement, la communauté internationale doit répondre à la demande formulée par le Gouvernement légitime iraquien. Le Premier Ministre al-Abadi est parvenu à former un gouvernement d'ouverture. Nous devons le soutenir dans la consolidation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Iraq, fondée sur des institutions solides dont personne n'est exclu. C'est là une condition *sine qua non* pour rassembler les forces et les volontés autour de la lutte contre le groupe terroriste qui se fait appeler État islamique d'Iraq et du Levant.

Enfin, nous devons adopter une stratégie reposant sur un large consensus entre tous les acteurs régionaux et internationaux. Un premier pas important pour forger cette coalition a été fait à l'occasion de la conférence de Paris, le 15 septembre, à laquelle j'ai eu l'honneur de participer.

Le Royaume d'Espagne, qui a des liens forts avec le peuple iraquien, assume sa part de responsabilité dans cette entreprise collective. Nous voulons être aux côtés du peuple iraquien dans son cheminement, aujourd'hui menacé, vers la démocratie, la stabilité, la prospérité et la paix.

Nous devons renforcer les efforts de diplomatie préventive, le dialogue politique et la consolidation des institutions. Des initiatives telles que l'Alliance des civilisations et l'Initiative pour la médiation en Méditerranée, dont l'Espagne est la figure de proue, sont autant d'exemples de ce rapprochement. En ce qui concerne le dialogue, mon pays a organisé un certain nombre de réunions avec l'opposition syrienne modérée et nous allons prochainement en organiser de nouvelles.

À titre d'exemple du renforcement des institutions, je tiens à mentionner le programme « Masar », qui signifie « chemin » en arabe, qui vise à soutenir les transitions dans le monde arabe. Toujours dans le

but de prévenir la menace djihadiste dans le nord de l'Afrique, le 17 septembre, l'Espagne a aussi accueilli la conférence sur la stabilité et le développement en Libye.

Le Gouvernement espagnol a versé, à ce jour, des sommes importantes pour répondre aux besoins du peuple iraquien, et il va continuer de le faire. Mais nous allons également épauler l'action collective au moyen des mesures suivantes.

Premièrement, nous allons appuyer les opérations en permettant l'utilisation des bases espagnoles; appuyer et participer aux efforts de transport stratégique; offrir de nouvelles capacités de soutien aérien, de commandement, de surveillance et de renseignement; participer à la formation et à la création d'unités militaires, conformément aux priorités de l'armée iraquienne; et faciliter la fourniture de matériel militaire au Gouvernement légitime iraquien.

La sophistication et la puissance croissantes du terrorisme djihadiste nous placent devant un défi extrêmement complexe et de longue haleine. Il n'existe pas de raccourci et il n'y a pas la place pour le découragement. Nous devons agir de manière intelligente et avec persévérance. Mais surtout, nous devons rester unis et agir ensemble. Le peuple et le Gouvernement iraquiens ainsi que la communauté internationale peuvent compter sur l'entière disponibilité et l'expérience de l'Espagne au service de cette juste cause.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie vivement M. García Margallo, notamment pour les engagements importants qu'il a mentionnés. Ils sont particulièrement bienvenus et déterminants.

Je donne maintenant la parole à S. E. M. Børge Brende, Ministre des affaires étrangères de la Norvège.

M. Brende (Norvège) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de votre leadership et d'avoir convoqué cette importante séance.

La rapide avancée et les exécutions publiques et autres actes barbares de l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) ont choqué le monde. Désormais, l'EIIL n'est plus seulement une menace pour l'Iraq et la Syrie, mais pour la région tout entière et le reste du monde. Il faut d'urgence s'attaquer à cette menace. Il est temps pour nous de nous opposer, tous ensemble, à l'EIIL. Ensemble, nous pouvons et nous devons arrêter l'EIIL.

Le présent débat est le signe prometteur que le Conseil de sécurité se montrera à la hauteur de son mandat de maintien de la paix et de la sécurité internationales. Je suis encouragé par la détermination commune que j'observe ici aujourd'hui, et que nous avons aussi observée à Paris, lundi dernier, et pendant la réunion de Djedda. L'unité et le sentiment d'urgence exprimés dans la déclaration présidentielle S/PRST/2014/20 envoient un message clair. Les voisins de l'Iraq et le reste du monde se tiennent unis aux côtés du peuple iraquien, et nous n'attendons pas pour agir.

Je suis encouragé par la formation du Gouvernement du Premier Ministre al-Abadi. Je me félicite de ce que le Ministre des affaires étrangères soit ici présent parmi nous. Lors de ma dernière visite à Bagdad, j'ai souligné l'importance fondamentale du partage du pouvoir. Les populations qui vivent dans les régions en proie au conflit doivent sentir qu'il y a eu changement au niveau politique et qu'elles ont enfin un gouvernement qui suscite l'espoir et offre des possibilités.

De même, le pays a besoin du large et inclusif appui de la région et du reste de la communauté internationale. L'Iraq et les pays de la région doivent jouer un rôle principal dans la mise en échec de l'EIIL. La paix et le respect des droits de l'homme sont des conditions préalables impératives à la prospérité, au développement et à la sécurité. Faisons en sorte de détruire les arguments des extrémistes qui alimentent la haine ethnique et religieuse ou qui la créent. Œuvrons patiemment pour accroître la compréhension et la tolérance entre les groupes. L'extrémisme et le terrorisme doivent être combattus sur le terrain, dans les tribunaux, dans les salles de classe, dans les parlements, sur Internet et sur le front humanitaire.

Voilà pourquoi la Norvège va continuer d'être l'un des principaux bailleurs de fonds en Iraq et en Syrie. Cette année, nous avons déjà versé 75 millions de dollars pour la crise syrienne et 30 millions à l'Iraq. Aujourd'hui, j'annonce le versement de 10 millions de dollars supplémentaires pour atténuer les souffrances des personnes et des communautés qui ont fui les violences infligées par l'EIIL et d'autres groupes en Iraq et en Syrie. En outre, le Norvège est disposée à envoyer des spécialistes de la planification militaire pour contribuer à l'offensive internationale contre l'EIIL en Iraq. Nous envisageons aussi de faire d'autres contributions pour renforcer la capacité militaire. Les

progrès en Iraq dépendront grandement de l'adoption de mesures favorisant un règlement politique en Syrie.

Pour réussir, il nous faut un Conseil de sécurité qui soit déterminé et uni. Sans accord au Conseil, la population syrienne ne peut être protégée et la destruction de la société syrienne ne peut être stoppée. Il faut de toute urgence stopper l'avancée de l'EIIL et entamer le nécessaire travail à long terme en vue d'éliminer les causes profondes qui permettent à ces groupes d'exister. Ce travail a commencé en Iraq et dans la région. Il a commencé au Conseil de sécurité, dont la mission est d'être le garant de la paix et de la sécurité de toutes les nations. Nous sommes tous aux côtés du peuple iraquien.

Le Président (*parle en anglais*) : Merci beaucoup. Nous sommes tous toujours impressionnés par la générosité de la Norvège et par sa volonté de contribuer à l'action humanitaire, et nous vous remercions de vos contributions, qui sont très importantes.

Je donne maintenant la parole à S. E. M. John Baird, Ministre des affaires étrangères du Canada.

M. Baird (Canada) (*parle en anglais*) : Je salue le rôle actif qu'ont joué les États-Unis et l'immense travail que vous avez effectué, Monsieur le Président, pour relever ce défi.

Je n'ai pas besoin de vous expliquer l'impact qu'a l'État islamique de l'Iraq et du Levant (EIIL) sur l'Iraq et la Syrie. Je n'ai pas besoin de persuader le Conseil que L'EIIL est malfaisant. La question à laquelle nous devons répondre aujourd'hui est comment faisons-nous face, comme communauté internationale de nations civilisées, à cette dangereuse force nihiliste? Je crois que non seulement le terrorisme est le plus grand défi posé à notre génération, mais encore que nous sommes confrontés à une nouvelle forme de terrorisme. L'EIIL constitue davantage une armée de terroristes qu'une cellule isolée d'extrémistes, selon l'image traditionnelle que nous en avons. C'est un mélange toxique d'idéologie médiévale et d'armement moderne.

Et ces moyens anormalement importants s'accompagnent d'une grande arrogance et d'un sentiment d'invincibilité. Ils ne cachent pas leurs actes ignobles, ils s'en délectent et ils utilisent Internet pour tenter de leur donner un impact disproportionné. Ils croient que plus ils sont brutaux, plus nous serons effrayés. Ils ont tort. Ils voulaient attirer l'attention. Mais maintenant que c'est fait, il est temps de leur montrer qu'ils sont plus vulnérables qu'ils ne le pensent. Nous devons aussi rejeter leur vision du monde nihiliste partout où nous la trouvons.

Malheureusement, leur idéologie extrémiste et leurs méthodes sanguinaires sont partagées par un nombre croissant d'autres groupes dans le monde entier. Je suis moi-même allé en Iraq il y a quelques semaines. J'ai parlé à une famille chrétienne qui a eu cinq minutes pour fuir sa maison après que des voisins l'eurent dénoncée à des combattants de l'EIIL. Ce rejet de la liberté de religion, cette rupture de liens de longue date et d'une histoire commune, ce n'est pas de l'humanité. C'est la loi de la jungle. Aucun État-nation ne tolère l'EIIL. Mais comme je l'ai affirmé à Paris au début de cette semaine, ce n'est pas le problème de quelqu'un d'autre. Nous devons travailler ensemble, selon nos forces et nos capacités respectives.

En ce qui concerne le Canada, nous soutenons ceux qui sont au front contre l'EIIL par le déploiement de conseillers et la livraison d'équipement. Nous finançons également les efforts régionaux pour endiguer le flot de combattants étrangers. Nous saluons le leadership dont fait preuve le cheik Khalid Al-Khalifa de Bahreïn s'agissant de s'efforcer de couper le financement de l'EIIL, ce que nous appuyons pleinement et activement. Et, naturellement, nous apportons notre aide aux efforts humanitaires urgents. Comme Mme Valerie Amos nous l'a rappelé, davantage d'aide sera nécessaire de notre part à tous. Cela inclut en particulier l'action menée pour lutter contre les violences sexuelles commises en période de conflit.

Il ne fait aucun doute que l'EIIL et ses semblables sont une réelle menace pour la stabilité et la sécurité mondiales. Ces terroristes parlent ouvertement de leur volonté d'établir un califat qui s'étendrait de l'Inde jusqu'au sud de l'Espagne. Ils communiquent leurs fantasmes délirants à toutes les générations et à travers les frontières. Pour leur faire face, nous devons faire appel aux forces qui ont forgé l'histoire de l'humanité pour défendre les principes rigoureux et inflexibles de la liberté et de la dignité humaines, des principes qui ont résisté à l'épreuve du fascisme, du communisme et maintenant du terrorisme. Voilà l'épreuve que nous devons surmonter aujourd'hui. Et nous ne pouvons pas nous permettre d'échouer.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. Mme Federica Mogherini, Ministre des affaires étrangères de l'Italie.

Mme Mogherini (Italie) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, d'avoir convoqué la présente séance, et je remercie le Gouvernement des États-Unis de son initiative. Je voudrais aussi remercier Nickolay Mladenov du travail qu'il effectue en Iraq pour le compte de l'Organisation des Nations Unies. Je voudrais tout particulièrement remercier le Ministre al-Jaafari de ce qu'accompli son gouvernement à Bagdad et aussi de nous avoir rappelé au début de la séance que la guerre déclarée par l'État islamique d'Iraq et du Levant (EEIL) est une guerre contre tout le peuple iraquien. Voilà pourquoi, à mon avis, la décision de l'Iraq de former un gouvernement d'unité nationale et de travailler de façon inclusive pour contrer cette menace en vue de rétablir l'unité du pays doit être appuyée et mérite notre plein appui, en coordination avec les autorités iraquiennes et le Gouvernement de Bagdad.

Je voudrais aussi dire que nous apprécions tout particulièrement l'initiative d'aujourd'hui et l'adoption de la déclaration présidentielle S/PRST/2014/20. Cela est utile et contribue à la mise en place d'un cadre global des Nations Unies nécessaire pour qu'un tel partenariat soit reconnu au niveau international, non en tant que partenariat essentiellement militaire, mais qui vise principalement à contrer de façon globale la menace à laquelle nous sommes tous confrontés.

L'Italie a été présente dès les tous premiers jours de l'éclatement de la crise. Nous avons participé à la mi-août et en avril par une visite que le Premier Ministre Renzi a effectuée à Bagdad. Nous avons soutenu la mise en place d'un cadre commun de l'Union européenne pour répondre à la crise, et demandé la tenue d'une réunion du Conseil de l'Union européenne, qui a eu lieu le 15 août.

Le 20 août, nous avons décidé, par un vote au Parlement, notre propre contribution, tout d'abord, à l'action humanitaire. Nous avons envoyé six vols humanitaires. Nous avons contribué par le biais de canaux multilatéraux comme l'Organisation mondiale de la Santé, le Programme alimentaire mondial et l'UNICEF. Nous avons aussi décidé de fournir un appui militaire. Deux autres vols arrivent demain, avec des armes et des munitions. En tout ce mois-ci, nous aurons envoyé 18 vols remplis d'armes et de munitions à Erbil en passant par Bagdad. Mais nous sommes prêts et disposés à faire plus, notamment en termes de formation, de conseils, d'appui logistique et de ravitaillement en vol si nécessaire. Nous avons travaillé en étroite coopération avec le Gouvernement iraquien et les autorités régionales du Kurdistan car nous savons très bien que notre contribution la plus précieuse est et restera l'appui politique que nous pouvons fournir au Gouvernement iraquien tandis qu'il s'attache à développer le sentiment d'inclusivité et d'unité du pays.

Nous croyons également que tous nos efforts doivent porter sur une participation à part entière, positive et coordonnée de tous les acteurs de la région. Je me félicite de la présence ici aujourd'hui de ministres de nombreux pays, notamment S. E. M. Zarif, Ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran. Nous croyons et avons cru depuis le début que l'Iran peut jouer un rôle positif contre L'EIIL.

Nous devons adopter une approche intégrée, d'abord pour définir une stratégie commune face à la crise syrienne. Je voudrais rappeler ici les paroles de Frank-Walter Steinmeier : nous devons mettre à profit le travail que l'Envoyé spécial Secrétaire général, Staffan de Mistura, a commencé à réaliser ces jours-ci. Je crois que nous devons coordonner nos activités et adopter une approche commune. Nous avons besoin d'une stratégie commune pour empêcher les combattants étrangers de rejoindre l'EIIL, et cela sera au cœur de nos travaux la semaine prochaine. Nous devons agir ensemble pour faire cesser les flux d'aide financière qui appuient les activités de l'EIIL, et je tiens ici à souligner l'initiative du Royaume de Bahreïn. Nous devons travailler avec les pays qui accueillent un énorme afflux de réfugiés, principalement le Liban et la Jordanie, et les aider. Et nous devons veiller à ce que les pressions sociales ne se transforment en un facteur interne qui déstabilise ces pays et, par suite, la région.

Nous devons unir nos forces. À menace mondiale, riposte mondiale. Mais soyons bien clairs : il ne s'agit pas là d'une coalition de l'Occident contre l'Islam. Au contraire, c'est un partenariat mondial qui vient en aide à l'Iraq et à tous les Iraquiens, musulmans, sunnites, chiites, chrétiens, yazidis et autres contre une organisation terroriste.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Franciscus Timmermans, Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas.

M. Timmermans (Pays-Bas) (*parle en anglais*) : Aujourd'hui, la question de l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) est de nouveau débattue par le Conseil. Je tiens à remercier les États-Unis pour cette importante initiative qui arrive à point nommé.

La vue de si nombreuses nations représentées dans cette salle est source d’espoir. Aujourd’hui, nous nous réunissons avec une communauté de vue qui n’est guère fréquente. La brutalité de l’EIIL nous choque et nous trouble. Les violences infligées aux peuples d’Iraq et de Syrie et à l’ensemble de la région sont un affront sans nom à nos valeurs partagées et à notre humanité commune. Des actes d’une cruauté indicible, contraires à toute religion, continuent de heurter notre sensibilité. Des minorités sont exécutées parce qu’elles ont commis le crime d’être différentes. Des femmes et des enfants sont violés et réduits en esclavage : ce sont les victimes les plus vulnérables de ce conflit. Ces agents de mort et de destruction profitent de la peur des populations locales, du sectarisme national et de l’apathie internationale.

Nous sommes restés trop longtemps passifs face à une violence inacceptable dans la région. Nous avons vu l’inaction du Conseil de sécurité qui a fait de nous des témoins des horreurs commises en Syrie depuis trois ans et demi, ce que la Commission internationale indépendante d’enquête sur la Syrie nous rappelle encore une fois. Nous ne devons pas ignorer le massacre de 190 000 personnes en Syrie. Cette inaction incite les parties à opérer en toute impunité et alimente la violence qui s’est abattue sur la Syrie et l’Iraq. Aujourd’hui, alors que nous sommes confrontés à un ennemi mondial qui ignore les frontières, nous, l’ONU, organisation mondiale, avons une grande responsabilité.

De plus, il y a trop longtemps que l’Iraq ne connaît pas l’unité. C’est là que le nouveau Gouvernement iraquien a un rôle crucial à jouer. Les premières mesures qu’il a prises sont sur la bonne voie. Je l’en remercie et je l’encourage vivement à maintenir le cap de manière inclusive et crédible. Il faut répondre aux doléances justifiées des populations arabes sunnites pour parvenir à une solution durable. Il y a trop longtemps que les populations d’Iraq et de Syrie vivent dans la peur, alors que seule l’absence de peur peut leur apporter la paix qu’elles méritent.

Si nous voulons triompher de l’idéologie obscurantiste et nihiliste de l’EIIL, il nous faudra adopter une approche holistique. Des mesures militaires seront nécessaires mais pas suffisantes. Nous devrons investir dans la sécurité, la justice et la stabilité politique à long terme, en réservant un rôle clef aux femmes et en tenant pour responsables les auteurs de crimes odieux qu’il faudra traduire en justice, de préférence en Iraq ou sinon, à la Cour pénale internationale. Nous devons dépasser les frontières que l’EIIL a rendues futiles. L’EIIL ne peut pas être vaincu en Iraq seulement; il faut s’y attaquer en Syrie également.

L’EIIL pose une menace directe et imminente à la région et aux pays du monde entier, y compris le mien. L’EIIL est une insulte à l’humanité et on a du mal à comprendre que des jeunes de mon pays, des hommes et des femmes, peuvent être attirés par cette idéologie nihiliste, qu’un jeune garçon de 10 ans à La Haye porte le maillot de l’équipe nationale de football des Pays-Bas tout en brandissant le drapeau noir de l’EIIL. Comme cela est-il possible? Comme cela a-t-il pu arriver dans nos sociétés? Que s’est-il passé? Alors, ce à quoi nous faisons face, ce ne sont pas simplement les terroristes en Iraq et en Syrie. Nous sommes également confrontés à une idéologie qui détruit certains de nos meilleurs éléments – notre jeunesse. Les enjeux sont importants.

Plus tôt aujourd’hui, la Turquie a ouvert ses frontières aux réfugiés de Kobani (Iraq). Je tiens à saluer la Turquie pour son humanité et à souligner l’importance de la coopération régionale et la nécessité de faire des efforts supplémentaires. Nous contribuerons également à l’aide apportée aux réfugiés de cette région.

Aujourd’hui, les Pays-Bas réitèrent leur appui à la lutte internationale contre l’EIIL. Nous nous félicitons de la participation de nos partenaires régionaux à cet effort, ainsi que des résultats des conférences tenues récemment à Djedda (Arabie saoudite) et à Paris. Les Pays-Bas fournissent aux peuples syrien et iraquien une aide humanitaire, politique et sécuritaire et envisagent activement une contribution militaire.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous félicitons M. Timmermans pour ses nouvelles fonctions. Nous sommes heureux que sa passion et son éloquence le pousseront à continuer à lutter pour les principes qui l’ont amené jusqu’ici aujourd’hui.

Je donne maintenant la parole à S. E. M. Sameh Hassan Shokry Selim, Ministre des affaires étrangères de l’Égypte. Je remercie M. Selim des efforts importants qu’il a faits ces derniers mois sur nombre de fronts différents. Nous apprécions vivement le rôle joué par l’Égypte dans l’instauration du cessez-le-feu et l’engagement de ce pays vis-à-vis de cette question, de la question de Libye et d’autres.

M. Selim (Égypte) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, pour vos aimables paroles. Nous nous sommes attelés à cette tâche dans le cadre de nos responsabilités et avons bénéficié de votre appui. Je vous remercie donc de tous vos efforts.

(*l'orateur poursuit en arabe*)

Je tiens d'abord à souligner l'importance de l'appel lancé par les États-Unis en faveur de la tenue de cette séance du Conseil de sécurité qui fait suite à toute une série de séances sur les efforts nationaux et internationaux visant à instaurer la stabilité et la sécurité en Iraq. Cela suppose de parvenir à définir une position internationale qui permette de s'exprimer d'une seule voix contre l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) et les groupes terroristes en général, à la fois en Iraq et dans l'ensemble de la région, afin de s'acheminer vers l'éradication de ce phénomène odieux qui s'étend depuis une décennie, en particulier au Moyen-Orient.

L'Égypte a participé, avec un certain nombre d'autres États arabes et les États-Unis d'Amérique, à une réunion important tenue à Djedda le 10 septembre pour étudier comment remédier à la propagation du terrorisme en Iraq et dans la région arabe en général. Les échanges ont essentiellement porté sur l'EIIL, étant donné que l'organisation représente actuellement la menace la plus grave pour notre région, démarche qui s'inscrit dans le droit fil des dispositions de la résolution 1270 (1999) et de la décision prise par les Ministres de la Ligue arabe le 7 septembre courant.

Lundi dernier, l'Égypte a pris part à la conférence de Paris sur la paix et la sécurité en Iraq, au cours de laquelle le Gouvernement iraquien a réitéré sa demande d'assistance militaire pour combattre le terrorisme et lutter contre l'aide apportée aux terroristes.

Notre séance d'aujourd'hui au Conseil de sécurité témoigne de la détermination internationale à coordonner les efforts déployés par l'ensemble des institutions et des puissances régionales afin de régler la crise iraquienne. Cette coordination est nécessaire. L'Égypte espère qu'elle se poursuivra et se renforcera pour maintenir l'élan unanime que nous avons pu constater ces derniers temps. Il est logique de mener une telle action dans un pays comme l'Iraq, avec son vaste territoire et son riche patrimoine.

Nous sommes impatients de voir émerger des relations de respect mutuel entre les États de la région, notamment sur les questions de souveraineté et de sécurité. Nous espérons que le Gouvernement représentera tous les pans de la société iraquienne, y compris ceux qui ne sont pas en mesure de combattre eux-mêmes la menace du terrorisme et du sectarisme.

L'Égypte est prête à apporter tout l'appui nécessaire pour aider l'Iraq. Il nous faut coopérer aux niveaux régional et international afin de renverser l'EIIL et toutes les organisations terroristes porteuses d'un message de haine dans le monde entier.

Qu'il me soit permis de rappeler ici, au Conseil, la position de l'Égypte, qui consiste à dire que tout doit être fait pour remettre au premier plan le concept d'État-nation débarrassé de tout sectarisme. Nous nous sommes réunis à Djedda et nous sommes de nouveau réunis dans cette salle aujourd'hui dans le but de soutenir l'Iraq contre l'EIIL. Ce dernier représente une menace mondiale qui pèse sur nous tous, en particulier dans la région arabe, et s'oppose frontalement à la notion d'État moderne.

Il est fait recours à des arguments idéologiques pour justifier des actes barbares commis contre tout ce qui est différent, personnes y comprises. L'EIIL ne se limite pas à un, deux ou même trois mouvements. Il incarne une idéologie malfaisante qui s'exprime sous divers noms et slogans et prospère dans différentes régions du monde. Au bout du compte, il s'agit d'une organisation mondiale.

L'Égypte, plus que tout autre État, est pleinement consciente de la menace que constituent les organisations terroristes de ce genre. Nous devons nous-mêmes faire face à ce phénomène et à ses sombres visées. Ainsi, le 30 juin, nous avons été amenés à démanteler les Frères musulmans, avec leur idéologie fondée sur la violence – l'idéologie même sur laquelle reposent toutes les organisations terroristes d'aujourd'hui. Ces organisations et d'autres devaient impérativement être combattues et elles l'ont été, en Libye, par exemple. C'est important, car elles mettent en danger la paix et la sécurité internationales.

À un moment où nous soulignons l'importance de ne pas ignorer les facteurs politiques et sociaux de l'émergence de l'EIIL, la communauté internationale doit avoir pleinement conscience qu'elle ne peut pas se contenter de contenir la menace et de prendre des demi-mesures face à de tels mouvements extrémistes. Il nous faut demander des comptes aux États qui aident les organisations terroristes à obtenir les résultats politiques étroits qu'ils recherchent sur la scène internationale. Nous devons assumer notre responsabilité collective et prendre la mesure de notre humanité commune pour affronter et vaincre ce phénomène barbare.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vous remercie, M. Sameh Hassan Shokry Selim, de la patience dont vous avez fait preuve aujourd'hui, et d'avoir pris le

temps de venir ici, et nous vous sommes en particulier reconnaissants du rôle moteur que vous tenez dans le traitement de cette question.

Je donne à présent la parole à S. E. le cheik Khalid Bin Ahmed Al-Khalifa, Ministre des affaires étrangères de Bahreïn.

M. Al-Khalifa (Bahreïn) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir convoqué cette réunion fort opportune du Conseil de sécurité sur l'Iraq. Je tiens également à vous remercier pour votre déclaration présidentielle (S/PRST/2014/20), qui est très complète et à laquelle nous souscrivons. Je voudrais aussi remercier notre ancien collègue, dorénavant Représentant spécial du Secrétaire général et chef de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq, pour son rapport très détaillé et utile sur la situation en Iraq.

J'adresse en outre mes félicitations à mon collègue, S. E. le Ministre Ibrahim al-Jaafari, pour sa prise de fonctions, et je suis impatient de travailler avec lui, tout particulièrement en cette période cruciale.

La situation de la sécurité en Iraq et l'essor de Daech en Syrie et en Iraq depuis deux ou trois ans suscite de graves préoccupations à l'échelle régionale et mondiale. Daech fait preuve d'un niveau effarant de brutalité et de mépris pour la vie humaine, comme en témoignent les meurtres de journalistes, de travailleurs humanitaires et d'innombrables civils iraquiens et syriens. Notre objectif commun doit consister dans rien de moins que l'annihilation totale de ce groupe terroriste.

La lutte contre Daech suppose une action conjointe aux niveaux régional et international dans trois domaines essentiels : militaire, financier et idéologique. S'agissant des opérations militaires, il est capital que les pays s'associent à l'Iraq dans son combat contre Daech, en lui fournissant tout l'appui requis. En ce qui concerne la sécurité régionale, Bahreïn assume déjà largement sa part du fardeau. Aux côtés de nos amis et alliés, nous avons participé au rétablissement de la sécurité en Afghanistan et à la lutte contre les pirates et les corsaires opérant dans l'océan Indien, et nous avons mené des activités de surveillance dans les eaux du golfe Arabique. Aujourd'hui, Bahreïn se tient prêt à collaborer avec ses alliés à l'échelle régionale et mondiale et à apporter la contribution qui lui incombe dans la confrontation nécessaire avec Daech. Nous sommes fermement convaincus que le moment est venu pour les pays de la région de prendre l'initiative dans la lutte contre les groupes terroristes qui opèrent en notre sein.

De plus, les institutions et les érudits islamiques du monde arabe et musulman ne doivent pas hésiter à souligner clairement le caractère manifestement déviant de Daech et de cultes terroristes similaires, ni à ôter tout légitimité aux justifications religieuses dont ceux-ci pourraient se prévaloir. À cet égard, Bahreïn salue les condamnations de Daech par divers organes directeurs et centres d'études islamiques, et exhorte les érudits à continuer d'agir de la sorte sans tergiverser pour nous aider à venir à bout de ce danger flagrant qui menace autant les musulmans que les non-musulmans.

Pour vaincre Daech, il est crucial de bloquer l'afflux de combattants et de ressources financières dont il bénéficie. Le Royaume de Bahreïn, depuis longtemps un centre financier islamique et classique dont il n'est plus à prouver qu'il combat le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent, organisera une conférence gouvernementale de haut niveau pour étudier les moyens de renforcer les initiatives de lutte contre le financement des organisations terroristes, non seulement au Moyen-Orient et en Afrique du Nord mais également dans d'autres parties du monde.

La conférence qui se tiendra au cours de la première semaine de novembre à Manama visera à convenir d'une feuille de route ou d'un plan d'action sur la manière de poursuivre la lutte contre le financement du terrorisme et de veiller à ce que les institutions financières et les associations caritatives du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ne soient pas utilisées pour fournir les fonds aux terroristes ou à d'autres activités illégales.

S'agissant de stopper le flot de combattants, Bahreïn continue de surveiller l'afflux d'individus dans les zones touchées pour faire en sorte que ceux qui ont l'intention de rejoindre Daech ou des groupes similaires soient arrêtés avant de quitter le pays. En outre, ceux qui reviennent après avoir rejoint ces groupes sont immédiatement appréhendés.

En outre, les efforts visant à atténuer les difficultés et les problèmes quotidiens auxquels les peuples syrien et iraquien sont confrontés sont tout aussi importants que la lutte contre Daech. Les minorités, en particulier, ont souffert de manière disproportionnée au cours des dernières années, et la communauté internationale, par le truchement des organismes compétents des Nations Unies et d'autres organisations internationales et

nationales, doit faire tout le possible pour leur fournir l'aide nécessaire.

Je voudrais saisir cette occasion pour offrir à S. E. le Premier Ministre Haider al-Abadi et à son cabinet nouvellement formé l'appui de Bahreïn. Nous sommes convaincus que le nouveau Gouvernement iraquien cherche à définir un nouvel avenir pour l'Iraq, qui permettra de remettre le pays sur la voie de la paix, de la sécurité et de la stabilité.

Enfin, nous devons nous rappeler que la lutte contre le terrorisme est une responsabilité régionale, et que tous les pays de la région doivent adopter la même position face au terrorisme partout où il apparaît et quelle qu'en soit l'orientation confessionnelle. Il existe des groupes terroristes tout aussi criminels que Daech qui agissent à travers le Moyen-Orient – de l'Égypte au Yémen et aux pays du Golfe en passant par la Libye, le Liban et la Syrie. Les organisations terroristes cautionnées par des États, comme le Hezbollah ou d'autres intermédiaires, continuent de terroriser et de tuer des innocents dans toute la région. Il est donc nécessaire – comme beaucoup d'entre nous l'avons entendu dire par nos collègues – d'adopter une démarche globale qui puisse identifier, affronter et finalement vaincre les terroristes de manière efficace.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le Ministre al-Khalifa de la longue liste d'engagements que Bahreïn est disposé à prendre. Nous sommes tous impatients de participer à la conférence, qui constituera une avancée très importante.

Je donne maintenant la parole à S. E. M. Khalid Bin Mohamed al-Attiyah, Ministre des affaires étrangères du Qatar, que je remercie pour les engagements rapides et précis que son pays a déjà pris dans le cadre de nos efforts.

M. Al-Attiyah (Qatar) (*parle en arabe*) : Je voudrais vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir organisé la présente séance à un moment aussi critique dans l'histoire de l'Iraq et de la région. Je tiens également à remercier le Secrétaire général des précieux efforts qu'il déploie. Et je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Mladenov, de son exposé.

L'État du Qatar se félicite de la déclaration présidentielle adoptée cet après-midi (S/PRST/2014/20). Je salue également l'élection de M. Fouad Massoum à la présidence de l'Iraq et de M. Salim al-Jabouri à la fonction de Président de l'Assemblée nationale, de même que l'accession de M. al-Abadi à celle de Premier Ministre du nouveau Gouvernement. Ces progrès sont prometteurs et auront sans aucun doute un effet positif sur la situation en Iraq après de si longues années fort douloureuses pour le pays.

Alors même que nous nous réjouissons de la formation du Gouvernement iraquien, qui vient de s'achever, afin qu'il puisse s'atteler à l'importante tâche de résoudre les problèmes que rencontre le pays – principalement le terrorisme –, il importe que tous les Iraquiens soient unis et s'impliquent dans la gestion de l'Iraq; c'est en réalité la seule manière de relever les graves défis auxquels est confronté le pays. Le peuple iraquien doit faire la preuve de l'unité nationale en soutenant le Gouvernement. Vous conviendrez avec nous, Monsieur le Président, que cette unité ne saurait être atteinte autrement que par un dialogue national sérieux et couvrant tous les points. Le Qatar aidera ses frères et sœurs iraquiens à prendre toutes les mesures nécessaires pour préserver l'intégrité territoriale de l'Iraq et vaincre le terrorisme.

Le monde observe avec une grave préoccupation et un vif intérêt les actes horribles et odieux de meurtre et d'intimidation perpétrés par des organisations terroristes en Iraq et la région dans son ensemble. Puisque que nous examinons les possibilités de lutter contre ces groupes terroristes et de prévenir le danger qui pèse sur la région et sur le monde entier, nous pensons que la communauté internationale ne pourra réussir dans son action que si elle fait preuve de volonté politique, entreprend des efforts internationaux concertés et traite les causes sous-jacentes qui ont conduit à un environnement propice au terrorisme. Plus important encore, il faut sevrer les organisations terroristes de leurs sources de financement.

Nous ne devons pas céder au chantage terroriste. Nous devons par ailleurs nous garder d'associer le terrorisme à une quelconque religion, nationalité ou région.

L'enseignement que nous tirons de la propagation des organisations terroristes dans la région est que ces organisations ont tiré profit des politiques dictatoriales oppressives qui ont suscité l'insécurité et la frustration parmi la population, et conduit à un nombre croissant de doléances. L'ironie est que certains de ces régimes, après avoir été abandonnés par la communauté internationale en raison de leurs politiques criminelles et de graves violations du droit international et des droits de l'homme, s'affichent désormais comme des partenaires dans la campagne internationale de lutte

contre le terrorisme. Nous estimons toutefois que les organisations terroristes et ces régimes sont les deux faces d'une même médaille; les uns et les autres agissent à l'encontre des intérêts du peuple et de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans le monde.

Les défis politiques et sécuritaires auxquels la communauté internationale est confrontée ne doivent pas nous faire oublier la détérioration de la situation humanitaire en Iraq. Compte tenu des niveaux terrifiants que le nombre de déplacés et de victimes a atteints et en réponse à la situation difficile que vivent ses frères iraquiens, le Qatar a mis en place un pont aérien pour acheminer de l'aide humanitaire afin de remédier à la situation actuelle. Le Qatar continuera d'oeuvrer en ce sens.

Le Président (*parle en anglais*) : J'apprécie tout cela à sa juste valeur et me réjouis de continuer à coopérer avec le Qatar dans les jours à venir. Cette semaine sera importante dans la mise en oeuvre de certains de nos efforts.

Je donne maintenant la parole à S. E. M. Yousef Bin Alawi Bin al-Abdulla, Ministre des affaires étrangères de l'Oman, à qui j'offre mes sincères remerciements et, à travers sa personne, également à S. A. le Sultan, pour un certain nombre d'initiatives, mais plus récemment pour leur soutien généreux à l'Initiative économique palestinienne.

M. Abdulla (Oman) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord vous saluer et vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir organisé aujourd'hui cette séance spéciale du Conseil de sécurité.

Nous vous remercions, Monsieur le Président, de nous avoir invités à participer au débat sur les circonstances difficiles que connaît l'Iraq à l'heure actuelle. C'est l'occasion pour nous d'examiner la façon de combattre l'assaut terroriste que constitue le soi-disant État islamique de l'Iraq et du Levant.

Comme vous le savez, Monsieur le Président, nous sommes convaincus que les efforts déployés par la coalition internationale seront couronnés de succès et triompheront des groupes terroristes et du phénomène du terrorisme au Moyen-Orient. Nous formons également le voeu que la paix et la stabilité règnent dans cette région du monde, et même dans le monde entier.

Le terrorisme qui frappe les États arabes, quelles qu'en soient les formes ou manifestations, les motivations ou justifications, doit être considéré comme un acte condamnable à tous les égards. Mon pays déplore donc tous les crimes terroristes odieux et inhumains perpétrés par l'État « non islamique » de l'Iraq et du Levant.

L'Iraq est le pays de la civilisation. L'Iraq pourra, avec l'appui de la communauté internationale, venir à bout de ce fléau. L'Iraq, qui a développé une civilisation tout au long de l'histoire ne peut être vaincu aujourd'hui. Nous sommes tous réunis ici, dans cette salle, avec lui et nous le soutenons. Les actes barbares observés en Iraq n'ont rien à voir avec les personnes ou avec l'islam. Ils doivent être éradiqués complètement. La communauté internationale et sa force agissante doivent s'unir pour faire face à ce phénomène destructeur pour la civilisation. Nous sommes heureux de voir cette unité au Conseil de sécurité, l'organe suprême durant la période actuelle de l'humanité.

Il faut être uni pour lutter contre le terrorisme, la tyrannie et la violence sous toutes leurs formes et dans toutes leurs manifestations. Il ne fait aucun doute que, grâce à tous les instruments définis par le Conseil, ces groupes pourront être vaincus. Si des mesures efficaces, dissuasives et rapides ne sont pas prises, cette organisation, qui n'a pas d'autre capacité que celle de franchir les frontières, pourra salir l'image de la communauté internationale et de la force internationale réunie ici aujourd'hui.

Comme toujours, mon pays appuiera ce formidable effort international. Nous espérons que cela laissera une marque distinctive dans l'histoire à l'avenir, une marque qui fera que cet effort international mené par les États-Unis d'Amérique n'hésitera pas à vaincre ces groupes qui tentent de ramener la communauté internationale des siècles en arrière, qui ne connaissaient ni civilisation ni progrès tels que nous les observons aujourd'hui. Mon pays sera toujours solidaire de cette action. Nous nous sommes toujours associés à tous les efforts pouvant contribuer à empêcher n'importe lequel de ces groupes, quel qu'il soit, de l'emporter. Mon pays contribue à la réalisation des objectifs de l'ONU de maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le Ministre omanais des affaires étrangères pour ce que son pays fait.

Je donne maintenant la parole à S. E. Mme Maia Panjikidz, Ministre géorgienne des affaires étrangères.

Mme Panjikidze (Géorgie) (*parle en anglais*) : Nous sommes réunis aujourd'hui à un moment décisif

pour la sécurité et la stabilité de la zone euro-atlantique et pour d’autres régions. Les faits survenus récemment montrent clairement que nous ne pouvons pas tenir notre sécurité pour acquise et que, dans le monde incertain d’aujourd’hui, toutes les démocraties attachées aux mêmes principes doivent être unies pour protéger et promouvoir la liberté, la démocratie et un ordre mondial fondé sur des règles.

La sécurité européenne est gravement menacée par l’agression militaire menée par la Russie contre l’Ukraine. La Géorgie a également souffert de l’agression militaire russe de 2008 et souffre de l’occupation continue de deux de ses régions. Ce phénomène inquiétant visant à modifier par la force les frontières européennes représente une menace considérable pour la vision stratégique d’une Europe qui soit un ensemble, libre et en paix.

S’agissant du Moyen-Orient, nous sommes profondément atterrés et affligés par la violence et la détérioration rapide des conditions de sécurité en Iraq. Je tiens à exprimer notre ferme appui au nouveau Gouvernement iraquien, dirigé par le Premier Ministre Haider al-Abadi, et aux efforts qu’il déploie pour garantir un processus politique sans exclusive, améliorer les conditions de sécurité et stabiliser la situation en Iraq, malgré les difficultés posées par l’État islamique d’Iraq et du Levant (EIIL). Dans le même temps, je voudrais réaffirmer l’appui indéfectible de la Géorgie à la souveraineté et à l’intégrité territoriale de la République d’Iraq et former l’espoir qu’en cette période difficile le peuple iraquien sera uni pour s’attaquer à ce problème commun.

La Géorgie condamne dans les termes les plus vifs tous les ignobles actes de terrorisme et de violence visant des personnes en raison de leur appartenance religieuse ou de leur origine ethnique. Les groupes terroristes tels que l’EIIL constituent une menace non seulement pour les pays du Moyen-Orient mais également pour les pays d’Europe, d’Amérique du Nord et d’ailleurs. Seuls nos efforts conjoints et notre détermination permettront de contenir de telles violences, d’y mettre un terme et de les prévenir.

La Géorgie, un allié fiable et un partenaire compétent, ne cesse de déployer des efforts pour assurer la sécurité et la stabilité dans le monde. Nous avons contribué à la paix et au développement en Iraq, et nous continuons actuellement de le faire en Afghanistan et en République centrafricaine. Notre attachement à la paix et à la stabilité mondiales est solide. La Géorgie appuie pleinement l’action menée par la coalition en vue de vaincre l’EIIL et d’assurer la paix dans la région. Nous sommes prêts à fournir une assistance humanitaire à ceux qui sont touchés par les actes inhumains des groupes terroristes.

En outre, l’expérience très utile qu’a la Géorgie des missions de combat ainsi que la transformation réussie de son secteur de la défense peuvent être utilisées de manière efficace pour renforcer les capacités des forces de sécurité iraquiennes et celles d’autres pays qui luttent contre les terroristes de l’EIIL.

Nous comptons travailler avec les États-Unis et les autres partenaires de la coalition dans les jours et semaines à venir pour déterminer dans quels domaines la contribution de la Géorgie peut apporter une valeur ajoutée.

Le Président (*parle en anglais*) : J’apprécie énormément la contribution de la Ministre géorgienne des affaires étrangères. Je la remercie pour tout ce que son pays fait, en dépit des autres problèmes auxquels, comme nous le savons, il est maintenant confronté.

Je donne maintenant la parole à S. E. le cheik Abdullah Bin Zayed Al Nahyan, Ministre émirien des affaires étrangères. Je tiens également à dire à quel point les Émirats arabes unis sont un partenaire important pour un grand nombre de ces efforts. Nous apprécions énormément cela, et nous remercions ce pays pour ses conseils.

Le cheik Abdullah Bin Zayed Al Nahyan (Émirats arabes unis) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, John, pour votre amitié et votre rôle mobilisateur.

(*l’orateur poursuit en arabe*)

Je voudrais tout d’abord, Monsieur le Président, vous exprimer toute ma gratitude et ma reconnaissance pour avoir organisé la présente séance importante en cette période qui exige de nous une réaction rapide et la coordination des efforts internationaux. Je tiens également à remercier le Représentant spécial du Secrétaire général pour l’Iraq pour tous ses efforts.

Les Émirats arabes unis réaffirment leur appui à la sécurité, à la stabilité et à l’unité de l’Iraq, un pays frère, ainsi qu’à son intégrité territoriale. Ils se félicitent de la récente formation du Gouvernement d’unité nationale dirigé par le Premier Ministre Haider al-Abadi, qui mérite le plein appui de la communauté internationale. De même, les Émirats arabes unis soulignent également la nécessité de rejeter les politiques confessionnelles et

d'exclusion qui ont contribué à l'éclatement des crises politique et sécuritaire qui secouent l'Iraq.

Les Émirats arabes unis s'opposent avec la plus grande détermination à tous ceux qui tentent de nuire à la sécurité et à la stabilité de l'Iraq. Mon pays réaffirme son appui aux efforts internationaux de lutte contre le terrorisme perpétré par « Daech ». Il l'a affirmé à maintes reprises lors du sommet de l'OTAN tenu au pays de Galles, en appuyant la résolution 7816 de la Ligue des États arabes, et lors de la réunion de Djedda, à laquelle vous avez participé, Monsieur le Président, ainsi qu'à la Conférence internationale de Paris pour la sécurité et la paix en Iraq.

De cette tribune, en tant qu'Arabe et en tant que musulman, je refuse catégoriquement que l'entité terroriste Daech soit appelée « État islamique ». J'exhorte tous les représentants ici présents à rejeter également cette appellation et à être solidaires de centaines de millions de musulmans dans le monde qui condamnent la désacralisation par Daech de notre religion et de nos valeurs, par ses crimes et ses actes, dénoncés. Il s'agit d'un gang terroriste, et de rien d'autre. Il s'agit d'une bande criminelle, rien de plus. Les Émirats arabes unis estiment que la guerre contre l'État islamique d'Iraq et du Levant ne doit pas aboutir à la marginalisation de la communauté sunnite, qui doit jouer un rôle important dans l'avenir politique de l'Iraq. Il est indispensable que nous collaborions tous pour préserver l'unité tant politique que géographique de l'Iraq. Il faut empêcher l'État islamique d'Iraq et du Levant d'établir un refuge pour les extrémistes dans notre région, et nous pourrons y parvenir si nous prenons des mesures immédiates et complètes au niveau international, en coordination avec le Gouvernement iraquien, ce qui se traduira par l'élaboration d'une stratégie internationale complète.

La menace du terrorisme ne se limite pas à cette organisation terroriste précise. Elle s'étend aux conflits en cours au Yémen, en Afghanistan, au Liban, en Somalie, en Égypte, en Libye, en Afrique du Nord et dans la région africaine du Sahel. Ces groupes terroristes continuent d'exploiter le chaos en Syrie afin d'atteindre leurs objectifs, sans le moindre égard pour la souveraineté ou les frontières nationales. Les crimes commis par ces groupes et par d'autres organisations terroristes ne connaissent aucune frontière et ne suivent aucun principe. Ces organisations sont tout simplement opportunistes, et n'ont aucun lien avec une religion ou des normes quelles qu'elles soient. Elles ne se développent que dans des environnements infestés d'un extrémisme sectaire.

À cet égard, je voudrais insister sur la question des combattants étrangers, qui est désormais une préoccupation pour de nombreux pays. Je tiens à remercier les États-Unis d'Amérique d'avoir convoqué une séance du Conseil de sécurité sur cette question, que présidera le Président Obama. Les extrémistes s'efforcent de mettre en place des refuges dans des régions déjà engluées dans un conflit, et de recruter des combattants pour les assurer de durer. Cette pratique méprisable a de dangereuses répercussions qui peuvent menacer des pays en dehors du monde arabe ou musulman. Nous devons nouer des partenariats internationaux pour combattre ce type de terrorisme en attaquant ses causes profondes – des partenariats conçus pour le long terme et qui ne se limitent pas à la seule lutte contre l'État islamique d'Iraq et du Levant.

Les Émirats arabes unis réaffirment leur rejet total de la violence et de l'extrémisme, leur attachement à la tolérance et à la modération, et leur volonté de coopérer avec des partenaires internationaux et des forces modérées pour lutter contre le terrorisme. Nous insistons également sur l'importance de travailler à prévenir les tensions politiques et sociales en Iraq en adoptant un programme national complet et sincère visant à rejeter la violence et à unir le peuple iraquien, en incluant toutes les tendances et en n'excluant aucun groupe. Dans ce contexte, nous estimons que les Kurdes ont fait la preuve de leur capacité à assumer un rôle majeur au sein du Gouvernement iraquien. Nous félicitons les forces kurdes du rôle qu'elles ont joué dans la lutte contre l'État islamique d'Iraq et du Levant, et nous espérons que la région du Kurdistan restera une composante forte et stable de la République d'Iraq et en sera partie intégrante. Les Émirats arabes unis ont toujours appuyé le peuple iraquien, en toutes circonstances, notamment en soutenant le processus politique iraquien et les efforts de réconciliation nationale. Nous avons lancé diverses initiatives en cours afin d'apporter une assistance humanitaire aux populations touchées par la violence et l'instabilité, et mon pays continuera de fournir cet appui.

Enfin, je tiens à souligner que les Émirats arabes unis saluent le travail accompli par le Conseil de sécurité pour lutter contre le terrorisme et l'empêcher d'utiliser des ressources pour son recrutement et son financement, en particulier avec l'adoption de la résolution 2170 (2014). Dans ce contexte, nous insistons sur l'importance du rôle

de la communauté internationale s'agissant d'apporter son appui constructif et sans réserve au Gouvernement iraquien.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vous remercie infiniment, Votre Altesse. J'espère que vous transmettrez nos remerciements à S. A. le cheik Mohammed pour l'appui dont nous bénéficions s'agissant de cette coalition et de cette initiative.

Je donne maintenant la parole à S. E. M. Armand de Decker, Ministre d'État de la Belgique.

M. de Decker (Belgique) : Je voudrais tout d'abord de remercier les États-Unis pour l'organisation très opportune de la présente réunion.

La Belgique est extrêmement préoccupée par l'implantation en Iraq et en Syrie d'un groupe terroriste comme l'État islamique d'Iraq et du Levant, qui est responsables d'enlèvements, de massacres odieux et de nombreux crimes. Ce groupe n'est pas seulement une menace pour la région mais une menace pour chacun d'entre nous, pour tous. C'est pourquoi il faudra une mobilisation sans précédent de la communauté internationale. Mais si une intervention militaire est nécessaire pour arrêter la progression de l'État islamique d'Iraq et du Levant sur le terrain, la solution à long terme sera, à nos yeux, avant tout politique.

La mise en place d'un nouveau gouvernement en Iraq et la désignation d'un nouveau Premier Ministre sont des pas, bien sûr, dans la bonne direction. Mais il conviendra rapidement de démontrer aux populations, dans toutes leurs diversités, que les politiques menées par le Gouvernement, à tous les niveaux, seront et sont inclusives. Rétablir la cohésion de la société est une étape cruciale qui repose essentiellement sur le gouvernement iraquien, mais qui demandera un engagement de longue haleine et le soutien de toute la communauté internationale. En Syrie voisine, aucune solution politique ne se dessine encore, et la Belgique soutient le travail de l'Envoyé spécial du Secrétaire général, M. Staffan de Mistura, qui aura la charge d'en dessiner les contours.

À côté de cet engagement politique, la communauté internationale devra faire preuve de la plus grande solidarité sur le plan humanitaire. La Belgique s'est déjà engagée concrètement avec une contribution au Bureau de la coordination des affaires humanitaires et l'acheminement d'aide vers Erbil. Elle continuera à se mobiliser pour qu'aux niveaux national, européen et international, une réponse appropriée à la grave crise humanitaire qui secoue la région soit donnée. Par ailleurs, il conviendra de lutter concrètement contre l'État islamique d'Iraq et du Levant. Il faut notamment s'assurer qu'il ne puisse pas bénéficier de recettes financières provenant des ressources pétrolières. La Belgique analyse actuellement la manière dont elle pourra jouer un rôle dans ce domaine, en collaboration étroite avec ses partenaires.

Des milliers de djihadistes occidentaux, comme mon collègue des Pays-Bas l'a souligné tout à l'heure, combattent en Iraq et en Syrie. La Belgique n'est pas épargnée : des centaines de jeunes Belges ont rejoint le conflit ou envisagent de le faire, et un attentat meurtrier commis par un djihadiste rentré en France et en Belgique a eu lieu en plein cœur de Bruxelles au mois de mai dernier. Une collaboration entre de nombreuses institutions belges nous permet de mettre au point une stratégie inclusive pour lutter contre ce phénomène, mais aussi s'attaquer à ses racines. La Belgique coopère sur ce sujet avec, bien sûr, de nombreux États.

Concernant l'action militaire proprement dite, la Belgique plaide pour que la légitimité de l'action internationale soit renforcée, dans la mesure où les conditions politiques le permettent, par une résolution de l'ONU. Elle envisage de contribuer à la coalition militaire initiée par les États-Unis en Iraq, que ce soit par des missions d'appui aérien, de soutien de transport, de formation militaire ou autres. Vu la transition gouvernementale belge actuelle, cette contribution devra être approuvée soit par le Parlement, soit par le nouveau gouvernement qui sera incessamment mis en place. La Belgique a montré en Libye qu'elle peut soutenir ses partenaires de manière efficace.

Il est essentiel que tous les pays de la région, y compris l'Iran, se mobilisent contre la menace terroriste que représente l'État islamique d'Iraq et du Levant et contribuent aux différents volets de l'action collective. C'est en fait aussi une occasion à saisir pour surmonter les fractures régionales. Ce sera indispensable si nous voulons réussir notre pari en faveur de la liberté, de la démocratie, de la paix, du respect de nos cultures, et du respect des droits de l'homme.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Abbas Araghchi, Vice-Ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran, chargé des affaires internationales et juridiques.

M. Araghchi (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Je voudrais pour commencer vous adresser mes remerciements, Monsieur le Président, pour l'organisation du présent débat consacré à l'examen de la situation en Iraq, laquelle a pris une tournure nouvelle et plus inquiétante au cours des trois derniers mois. Je remercie également S. E. le Ministre des affaires étrangères iraquien, M. Al-Jaafari, de ses observations et le Représentant spécial du Secrétaire général de son exposé. Nous espérons que la présente séance du Conseil contribuera à renforcer la prise de conscience et l'attention à l'égard de la crise véritable et critique que connaît le Moyen-Orient, et dont les répercussions sont considérables sur l'ensemble du monde.

L'extrémisme violent, essentiellement incarné en ce moment par le prétendu État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL), son abominable barbarie et sa sauvagerie choquante, figure parmi les principales menaces qui sont la cause des ravages subis par l'Iraq et la Syrie et jette une ombre menaçante sur l'horizon du Moyen-Orient. Je suis tout à fait d'accord avec le fait que ce groupe n'est pas davantage islamique qu'il n'est un État. Nous nous élevons absolument contre les stéréotypes qui rattachent le nom de l'Islam aux actes sanguinaires et violents perpétrés par un groupe aussi méprisable, qui n'est rien d'autre qu'une organisation terroriste surgie du chaos de la dernière décennie, grâce à l'aide qu'elle a reçue.

Si nous avons tous intérêt à vaincre le danger naissant que représentent les groupes extrémistes et sectaires ultra-violents, nous devons avant toute chose être conscients de la situation et de l'état d'esprit qui sont à l'origine de ce phénomène. Le prétendu État islamique d'Iraq et du Levant n'est pas un phénomène nouveau. À l'instar d'autres groupes similaires, il s'est développé dans le sillage de l'invasion de l'Iraq et durant les années d'occupation et d'instabilité subséquente. Il a trouvé avec la crise syrienne et l'appui qu'il a reçu de certains États et de certaines factions, à l'intérieur et en dehors de la région, un nouveau terreau fertile, s'est réinventé une nouvelle cause factice et s'est transformé en un monstre qui menace maintenant jusqu'à ses propres créateurs.

Outre les interventions militaires, les tentatives de refonte sociale des sociétés moyen-orientales – illustrées entre autres par les initiatives infructueuses que l'on peut faire remonter, et que l'on doit, à certaines puissances occidentales, et à leur aide active – sont un autre aspect des illusions caressées par certaines puissances extérieures au cours de la dernière décennie. Les équipées militaires et les interventions non militaires menées dans la région, avec les vagues de massacres et de querelles meurtrières entre frères qui s'en sont suivies, ont contribué à radicaliser des jeunes vulnérables et créé des conditions idéales que de sinistres bandes d'extrémistes ont su tourner à leur avantage. Je doute que quiconque disconvienne du fait que l'extrémisme est bien plus fort et plus répandu au Moyen-Orient aujourd'hui qu'il ne l'était en 2001.

Compte tenu de ce qui précède, et en fonction de l'expérience amassée au cours de la dernière décennie, nous estimons que toute initiative véritable et sincère visant à porter remède aux difficultés régionales doit provenir de la région et être fondée sur la coopération régionale. La lutte contre l'extrémisme ne constitue pas une exception à cette règle. En réfléchissant à l'avenir, nous espérons que tous les États du Moyen-Orient ont pleinement pris conscience à ce stade que l'extrémisme est tout autant une menace pour eux que pour l'Iraq ou pour la Syrie. Ceux qui pensaient le contraire doivent reconsidérer leur politique des 11 dernières années et s'engager à promouvoir la stabilité et à mettre l'extrémisme en échec. La coalition internationale censée être en passe de se créer contre l'État islamique d'Iraq et du Levant doit encore se décider sur l'adoption d'une stratégie sérieuse. À notre sens, une stratégie complète visant à venir à bout de l'extrémisme devra comporter plusieurs éléments clefs.

Premièrement, elle doit être pleinement conforme aux normes et principes du droit international et aux dispositions de la Charte des Nations Unies en ce qui concerne la conduite de toute action militaire à l'encontre de groupes terroristes.

Deuxièmement, elle doit prévoir un soutien renforcé au Gouvernement iraquien dans sa lutte contre l'EIIL, en l'aidant à renforcer l'unité nationale et l'intégrité territoriale de l'Iraq et en encourageant le système politique sans exclusive qu'il s'est donné. Il faut pour cela décourager les forces centrifuges et s'abstenir de toute velléité d'immixtion dans la mosaïque ethnique et confessionnelle de l'Iraq.

Troisièmement, elle doit encourager tous les États – et mettre à profit, à cet égard, toutes les capacités régionales – à livrer la guerre contre l'extrémisme et le terrorisme avec l'aide de la communauté internationale et elle doit s'employer à unifier et coordonner toutes les politiques. Toute lacune, tout atermoiement ne peut

qu'engendrer un vide qui sera inévitablement mis à profit par les extrémistes.

Quatrièmement, le caractère systématique de cette lutte contre l'EIIL revêt une importance cruciale, partout où ce dernier est présent, que ce soit en Iraq, en Syrie, au Liban ou ailleurs, et quels que soient ceux qu'il menace. Pour réussir, la lutte contre l'EIIL doit passer par une aide aux autorités centrales concernées dans la gestion de cette menace. Toute stratégie revenant à saper ces autorités – y compris le Gouvernement syrien, qui a résisté à l'EIIL pendant des années – ou qui opère une distinction, pour la protection apportée, entre différents secteurs de la population, est vouée à l'échec. Il est regrettable que la ville de Sanjar ait été laissée à la merci de l'EIIL et qu'Amerli ait été pendant plus de deux mois à l'agonie dans l'étau d'un siège impitoyable, au simple motif, apparemment, que son peuple appartenait à un autre secteur de la population.

Cinquièmement, un règlement pacifique à la crise en Syrie ne peut être obtenu qu'en encourageant une solution politique à la guerre prolongée dans ce pays et en rectifiant les erreurs commises par le passé.

Sixièmement, tous les États de la région et les acteurs internationaux doivent s'engager à refuser aux extrémistes tout accès aux financements, aux recrues et aux autres moyens qu'ils utilisent pour répandre la terreur dans toute la région et au-delà. Cela doit passer notamment par des actions résolues visant à mettre un coup d'arrêt au soutien moral et financier qui a afflué en direction des extrémistes de la part de certains cercles, et de certains pays de la région. Cela est d'autant plus important que de simples frappes aériennes ne suffiront pas à éradiquer des groupes comme l'EIIL.

Septièmement, l'occupation israélienne des territoires arabes doit prendre fin, et Israël ne doit pas bénéficier de l'impunité pour les crimes de guerre qu'il a commis contre les Palestiniens, comme on l'a vu récemment. La réaction de certaines puissances occidentales face à ce que l'on ne peut que qualifier de génocide contre la population de Gaza de la part du régime israélien constitue une bonne cause de ralliement pour des groupes extrémistes tels que l'EIIL.

Enfin, il importe de lutter contre l'islamophobie, qui fait l'amalgame entre extrémistes violents et vrais musulmans, et crédibilise ainsi le message des extrémistes.

La République islamique d'Iran est le seul pays de la région ayant su dire qu'il était totalement déterminé à aider le Gouvernement iraquien et à travailler en coordination avec lui pour assister tous ceux qui sont menacés par l'EIIL, ce que nous avons effectivement fait. Nous avons relevé le défi en intervenant rapidement pour aider à sauver Bagdad, Erbil et Amerli des griffes de l'EIIL et en étant présents avec des conseillers et du matériel avant que toute autre aide ne parvienne sur place. De même, notre gouvernement est prêt à continuer d'apporter son concours au Gouvernement iraquien ainsi qu'aux autres gouvernements menacés par l'EIIL.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Vice-Ministre parlementaire japonais des affaires étrangères, S. E. M. Kentaro Sonoura.

M. Sonoura (Japon) (*parle en japonais; interprétation en anglais assurée par la délégation*) : Je voudrais tout d'abord adresser mes sincères remerciements à la présidence pour cette occasion qu'elle nous donne de présenter la position du Gouvernement japonais à cette séance très importante. Aujourd'hui, la communauté internationale forme une fois de plus un front uni contre la menace de l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL), tout en appuyant les efforts déployés par le Gouvernement iraquien.

L'EIIL a déclaré unilatéralement la création de son État autoproclamé, qui ignore les frontières nationales existantes. Les brutalités de l'EIIL constituent une sérieuse menace non seulement pour la région du Moyen-Orient, mais aussi pour l'ordre au sein de la communauté internationale. Nous partageons pleinement le sentiment d'un état d'urgence et pensons qu'une réaction immédiate et unie s'impose. Le Gouvernement japonais dénonce fermement toute forme de terrorisme et soutient résolument la lutte contre le terrorisme conduite par le Gouvernement iraquien et d'autres États.

Afin de contrer efficacement la menace de l'EIIL, il est impératif, avant tout, d'instaurer la stabilité politique en Iraq. Dans ce contexte, je tiens à saluer l'entrée en fonction récente du Gouvernement d'ouverture iraquien. J'espère que les efforts dans le sens de la réconciliation nationale et de l'unité feront de nouveaux et rapides progrès sous l'habile direction du Premier Ministre al-Abadi.

Le Japon contribue depuis longtemps à l'édification de la nation iraquienne dans divers domaines, par exemple l'énergie, l'infrastructure et

la santé. Nous continuerons à soutenir le nouveau Gouvernement iraquien dans ces efforts. S'il est difficile pour le Japon d'apporter une contribution militaire, nous participerons activement à l'aide humanitaire et aux mesures de lutte contre le terrorisme. Dans le cadre de nos efforts pour répondre aux défis lancés par l'EIIL, je tiens à annoncer que le Japon versera 25,5 millions de dollars, outre les 7,8 millions de dollars déjà décaissés.

Il ne suffira pas de fournir une aide humanitaire d'urgence, quand nous essayons d'empêcher les extrémistes de s'installer durablement dans la région, pour en assurer la stabilité durable. Il importe de fournir une solide assistance à l'Iraq et à d'autres pays voisins pour qu'ils puissent se doter d'une gouvernance effective, laquelle suppose une économie et une société stables. Les activités visant à consolider la gouvernance prennent diverses formes, comme le renforcement des capacités dans le secteur public et la mise en place d'un système juridique national. Ce sont là exactement les domaines qui entrent dans la compétence du Japon. En tant que membre responsable de la communauté internationale, le Japon continuera de contribuer activement à cette grande cause.

Il est essentiel pour la lutte contre le terrorisme de couper l'afflux de fonds, d'armes et de personnel vers les organisations terroristes afin de les affaiblir alors que nous nous efforçons de faire face à la menace. Les combattants terroristes étrangers posent un redoutable problème, car ils pourraient élargir la menace du terrorisme au monde entier. Le Japon appliquera sans relâche les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, en étroite coordination avec les autres pays. Nous prendrons aussi diverses mesures dans d'autres domaines, destinées par exemple à s'opposer à l'extrémisme violent, à s'opposer au financement du terrorisme et à exercer le contrôle voulu sur l'immigration, et nous poursuivrons nos énergiques efforts pour contenir la menace du terrorisme.

Pour terminer, je dirai qu'à la fin de la séance d'aujourd'hui nous espérons voir s'unir les engagements et les efforts de chaque pays à l'appui du nouveau Gouvernement iraquien, et être en mesure d'adresser au monde le message le plus fort possible de notre détermination absolue à faire reculer l'EIIL.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à M. Ulrik Vestergaard Knudsen, Secrétaire d'État permanent aux affaires étrangères du Danemark.

M. Knudsen (Danemark) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, de cette occasion de participer à cet important débat sur la situation en Iraq, ainsi que sur les violentes forces extrémistes dont ressentent les effets toute la région et, en fait, l'ensemble de la communauté internationale. Le Danemark est prêt à s'associer aux États Membres des Nations Unies pour affronter collectivement l'extrémisme grandissant qu'incarne dans sa brutalité l'État islamique en Iraq et au Levant (EIIL), organisation radicalement opposée aux valeurs et aux principes qui inspirent l'Organisation des Nations Unies. L'EIIL est une organisation qui, avec la plus grande brutalité, contrôle maintenant de vastes zones d'Iraq et de Syrie et qui a l'ambition d'aller encore plus loin. C'est une organisation qui a réussi à amasser des centaines de millions de dollars au moyen d'enlèvements, d'actes de brigandage et de ventes illégales de pétrole, mais c'est aussi une organisation à laquelle il sera interdit d'atteindre ses objectifs si nous, communauté internationale, nous dressons unis.

Comme beaucoup de pays qui sont intervenus avant lui, le Danemark se félicite de la formation d'un nouveau Gouvernement d'ouverture à Bagdad, qui est déterminé à conférer l'autonomie aux groupes marginalisés du pays. Une bonne gouvernance sera absolument essentielle pour atteindre cette fin, ainsi que pour dissoudre l'atmosphère générale de méfiance et de mécontentement que l'EIIL a su exploiter. Le Danemark est résolu à soutenir l'Iraq et à aider son Gouvernement dans la lutte contre l'EIIL. Nous avons déjà fourni une assistance politique, militaire et humanitaire. Un avion de transport militaire danois et une équipe logistique ont aidé les forces combattant l'EIIL en acheminant par air du matériel militaire. Sur le plan humanitaire, le Danemark a jusqu'alors fourni en 2014 une aide d'un montant total de 50 millions de dollars aux personnes déplacées en Syrie et en Iraq. Politiquement, nous collaborons avec le Gouvernement iraquien, des membres de la coalition et d'autres partenaires dans la région et au-delà pour forger une stratégie commune de lutte contre l'EIIL.

Mais, comme la délégation des États-Unis l'a demandé au début de la présente séance, le Danemark se tient prêt à faire encore davantage. Nous envisageons d'accroître notre aide humanitaire dans la région. Nous voulons établir un partenariat solide avec le Gouvernement iraquien pour lancer des projets de stabilisation et de développement à long terme qui aideront à éliminer les causes fondamentales de la radicalisation. Nous maintiendrons un étroit dialogue

avec le Gouvernement iraquien, les États-Unis et d'autres partenaires de la coalition pour examiner ensemble comment le Danemark pourrait le mieux contribuer aux activités en cours, qu'elles soient d'ordre humanitaire, diplomatique, politique ou militaire.

Nous croyons aussi capital que tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies partagent leurs meilleures pratiques et les enseignements tirés sur la manière la plus efficace de prévenir la radicalisation et l'apparition de groupes comme l'EIIL. Le Ministre danois des affaires étrangères, de concert avec le Ministre malien des affaires étrangères, coorganisera donc une rencontre ici, à New York, le mardi 23 septembre, pour avancer ce programme commun.

Afin d'atteindre notre objectif de désamorcer et dissiper la menace posée par l'EIIL, il nous faudra élaborer une réponse qui reconnaisse au moins trois principes. Premièrement, le monde doit prendre acte du fait que l'EIIL constitue une menace régionale et mondiale à notre paix et notre sécurité collectives. Nous ne pourrons donc réussir à moins de forger une large et solide alliance capable de neutraliser effectivement cette odieuse et totalitaire organisation terroriste. Deuxièmement, la communauté internationale doit appuyer avec fermeté les forces modérées, non seulement en Iraq mais aussi dans les pays voisins, bien sûr avant tout en Syrie, où il faut encore poursuivre l'objectif à long terme de rétablissement de la paix. Nous devons aider les groupes disposés à contrer l'influence de l'EIIL et présenter une vision plus ouverte et pacifique de l'avenir de leurs sociétés. Troisièmement, nous devons faire en sorte de maintenir notre unité d'intention. Nous devons rester unis dans notre soutien au Gouvernement iraquien et faire preuve de la détermination requise pour nous mesurer au défi.

Pour terminer, le Danemark est fermement résolu à s'opposer à la menace que représente l'EIIL. Notre approche commune doit être complète, globale. Nous savons que cela exigera patience et force d'âme. Il faudra instituer une collaboration, une coordination accrues entre les acteurs clefs dans la région. En d'autres termes, les pays devront être prêts à surmonter leurs divergences et rivalités. Ils devront au contraire chercher un terrain commun où trouver des intérêts communs.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à M. Peter Stenlund, Secrétaire d'État au Ministère finlandais des affaires étrangères.

M. Stenlund (Finlande) (*parle en anglais*) : Pour commencer, Madame la Présidente, je voudrais exprimer nos sincères remerciements à la délégation des États-Unis pour avoir organisé ce très important débat.

La situation en Iraq reste critique sur les plans humanitaire et sécuritaire. L'extension de l'État islamique en Iraq et au Levant (EIIL) a causé une vive stupéfaction et préoccupe gravement la communauté internationale. Il convient de condamner sans équivoque les actions terroristes brutales de l'EIIL.

La récente installation du Gouvernement iraquien représente un pas considérable en avant. La communauté internationale doit continuer de soutenir l'Iraq s'agissant de préserver son intégrité territoriale et de consolider l'ouverture de ses structures de gouvernance. Des dirigeants religieux et traditionnels animés du sens de leur responsabilité peuvent jouer un rôle constructif dans la réconciliation, l'unité de la population et la lutte contre l'EIIL.

La situation humanitaire constitue une priorité. En Iraq, 1,8 million de personnes ont été contraintes d'abandonner leur domicile, tandis que les réfugiés de Syrie représentent un fardeau additionnel. Pour satisfaire aux besoins des personnes déplacées en Iraq, la Finlande a versé 500 000 euros par l'entremise du Programme alimentaire mondial. À la fin de l'année, avec une nouvelle allocation de 2,5 millions d'euros, notre assistance humanitaire aux victimes de la crise syrienne s'élèvera à 31 millions d'euros. Nous espérons que cela contribuera également à améliorer la situation en Iraq.

Pour ce qui est de la coopération en faveur du développement de l'Iraq, nous allons verser 800 000 euros au Conseil danois pour les réfugiés pour améliorer le sort des femmes réfugiées en provenance de Syrie dans le nord de l'Iraq. La Finlande est convaincue que la pleine participation des femmes est une priorité dans les efforts pour édifier une société pour tous. Nous avons également fait don de 500 000 euros à un projet d'ONU-femmes pour accroître la participation des femmes dans la vie politique en Iraq. La Finlande étudie actuellement la possibilité d'apporter d'autres formes d'assistance, essentiellement à la Syrie, en fonction des besoins matériels et financiers, et ce faisant de venir en aide à la région tout entière.

La menace mondiale que représente l'État islamique d'Iraq et du Levant ne pourra être efficacement combattue qu'au moyen d'une vaste coalition rassemblant

tous les pays et soutenue par l'ONU. Il importe que les gouvernements les plus directement menacés par l'État islamique d'Iraq et du Levant jouent un rôle de premier plan dans cet effort. Nous nous félicitons de l'initiative de l'ONU de forger une telle coalition pour combattre le danger que représente l'État islamique d'Iraq et du Levant. Nous accueillons également positivement le fait que le Conseil de sécurité ait pris clairement position sur ce sujet, et nous espérons qu'il continuera résolument d'appuyer les efforts internationaux.

Comme le Président Obama l'a souligné, le succès ne viendra pas de la seule action militaire. Il est indispensable d'adopter également une stratégie globale et à long terme, comprenant un vaste ensemble de mesures, notamment le renforcement des capacités, l'aide humanitaire et l'action pour prévenir le terrorisme et l'extrémisme. La Finlande est déterminée à prendre part, aux côtés de la communauté internationale, à la lutte contre la menace posée par l'État islamique d'Iraq et du Levant. Nous reconnaissons qu'une réponse militaire s'impose, même si nous n'envisageons pas de participer aux opérations de combat ni de fournir des armes.

La Finlande est favorable à ce que l'Union européenne joue un rôle actif à l'appui de l'Iraq. L'Union européenne devrait étudier de nouvelles possibilités d'aider au renforcement des capacités pour relever les défis liés à la lutte contre une organisation terroriste telle que l'État islamique d'Iraq et du Levant. La protection des civils et le respect du droit international et du droit international humanitaire pourraient être les piliers de l'aide au renforcement des capacités fournie par l'Union européenne. La Finlande serait disposée à participer à un tel effort. L'assistance internationale pour renforcer les capacités des structures du secteur de la sécurité est en effet cruciale. La Finlande pourrait envisager d'apporter une aide ciblée, en matière de capacités dans les domaines chimique, biologique, radiologique ou nucléaire, pourvu qu'un cadre approprié soit mis en place. Nous accordons également une grande importance au règlement du problème des combattants étrangers. À cet égard, nous sommes actuellement en train d'évaluer nos mesures nationales en place et espérons que des solutions seront trouvées en coopération avec l'Union européenne et d'autres.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Arabie saoudite.

M. Al-Mouallimi (Arabie saoudite) (*parle en arabe*) : Tout d'abord, je veux vous féliciter, Madame la Présidente, de l'accession de votre pays à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de septembre. Je tiens aussi à vous remercier d'avoir convoqué cette importante séance et pour les efforts soutenus que votre pays déploie pour venir en aide au peuple iraquien, qui se trouve aujourd'hui à un tournant décisif de son histoire qui, nous l'espérons, le mènera à la stabilité, à la sécurité et à la prospérité. Je souhaite la bienvenue au Ministre iraquien des affaires étrangères, M. Ibrahim Al-Jaafari. Je remercie par ailleurs le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq, M. Nickolay Mladenov, de son exposé. Nous accueillons avec satisfaction la déclaration présidentielle adoptée à l'occasion de la présente séance.

Mon pays se félicite de la formation du nouveau gouvernement iraquien. Nous espérons que les dernières nominations à effectuer permettront d'en garantir une composition sans exclusive, et ainsi d'atteindre l'équilibre politique requis pour s'attaquer aux graves problèmes que connaît le pays sur le plan politique et en matière de sécurité. Il est grand temps que l'Iraq recouvre toutes ses forces. Pour cela, la communauté internationale doit apporter son plein soutien à la mise en place des conditions qui permettront le succès de la réforme politique et l'enracinement des règles de justice et d'égalité entre toutes les composantes de la société iraquienne.

Dès que l'Iraq a commencé à prendre des mesures pour rejeter le sectarisme et l'exclusion, mettre fin à l'ingérence étrangère dans ses affaires intérieures et revenir dans le giron du monde arabe, le Royaume d'Arabie saoudite a tendu la main à toutes les composantes du peuple iraquien. S. M. le Roi Abdullah bin Abdulaziz Al-Saud, Serviteur des deux saintes mosquées, a promis 500 millions de dollars à l'ONU pour l'aide aux réfugiés et déplacés iraquiens, quelle que soit leur appartenance ethnique ou religieuse. Le sectarisme, les tentatives de gommer les diverses identités, et l'oppression et la répression sont autant de facteurs qui ont créé un terrain fertile pour la prolifération d'un terrorisme transnational voire transcontinental, dont l'État islamique d'Iraq et du Levant est un parfait exemple. Les crimes terroristes et barbares commis par cette organisation n'ont rien à voir avec l'islam, qui est tout à fait à l'opposé de tels actes.

Je rappellerai à cet égard les paroles du Roi Abdullah bin Abdulaziz Al-Saud, qui a mis en garde

la communauté internationale contre les dangers du terrorisme transfrontières et transnational. Nous devons avoir une vision collective et des objectifs précis afin de guider nos efforts pour venir à bout du terrorisme. Les mesures que le Gouvernement saoudien a rapidement prises à cet effet, avec notamment l'organisation de la conférence de Djedda il y a quelques semaines et la déclaration issue de cette conférence, sont l'expression de notre détermination à poursuivre résolument dans cette voie.

Nous remercions le Secrétaire d'État, John Kerry, pour le rôle que jouent les États-Unis.

En réponse au soi-disant État islamique et autres groupes qui se servent de la religion pour justifier leur existence et diffuser la pensée terroriste, les oulémas et autres maîtres de l'islam ont qualifié de crime le discours de l'État islamique et de ses adhérents et le financement de ses agissements. La déclaration publiée par le Conseil des Oulémas le 14 septembre affirme ainsi que :

> « Les actes terroristes perpétrés par certains groupes, notamment l'État islamique d'Iraq et du Levant, Al-Qaida, Asaib Ahl al-Haq et le Hezbollah, tout comme ceux perpétrés par l'occupant israélien et les attentats criminels commis par des groupes qui se réclament de l'islam, sont autant d'agissements prohibés et constituent tous des crimes. »

La déclaration du Conseil des Oulémas interdit également de rejoindre la zone de conflit pour rallier les rangs des insurgés. Elle ajoute que les instigateurs de ces crimes sont eux-mêmes des criminels. Ils induisent d'autres en erreur et doivent être punis.

Le Royaume d'Arabie saoudite a été au premier rang des pays qui s'efforcent de lutter contre le terrorisme et d'extirper ses racines, et ce depuis des décennies. Nous avons été l'une de ses victimes, et nous restons l'une de ses principales cibles. À cet égard, je souligne l'appui fourni par le Royaume d'Arabie saoudite au Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme, d'un montant de 100 millions de dollars des États-Unis, et l'appel lancé par le Serviteur des deux saintes mosquées à tous les États pour qu'ils versent des contributions au Centre et participent à ses activités, eu égard au fait qu'il est l'un des importants mécanismes dont dispose la coalition mondiale dans sa lutte contre le terrorisme. Je voudrais aussi affirmer que tant que le Conseil et la communauté internationale ne disposent pas d'une stratégie globale qui va-delà des symptômes pour s'attaquer aux causes profondes, les efforts déployés ne suffiront pas à contrer cette menace croissante.

La poursuite de l'occupation israélienne de territoires arabes en Palestine, en Syrie et au Liban, qui est l'un des principaux facteurs ayant contribué à la formation d'une pensée terroriste sous couvert de lutte contre l'occupation; les politiques d'exclusion et sectaires qui ont été aussi un facteur déterminant dans l'émergence de Daech en Iraq; et la machine répressive du régime syrien qui continue de terroriser et de déplacer les fils du peuple syrien, ont tous créé un vide que les terroristes ont vite fait d'occuper.

Par conséquent, toute action collective contre le terrorisme doit viser les lieux de concentration des terroristes où que ce soit, et s'attaquer à la source principale de la violence et du crime, qui est le régime syrien. Daech et ce régime ne sont que les deux faces d'une même médaille : ils représentent tous les deux le sectarisme, l'extrémisme, l'exclusion et l'agression. Cet effort concerté doit aussi viser à appuyer l'opposition syrienne légitime, représentée par la Coalition nationale libre, pour lui permettre de lutter tant contre Daech que contre un régime qui s'emploie à alimenter cette organisation et en tirer avantage, et aussi à agir en coordination avec lui dans certains cas.

Je voudrais, en conclusion, réaffirmer que mon pays poursuivra ses efforts visant à appuyer nos frères en Iraq et à leur venir en aide dans tous les domaines, jusqu'à ce que l'Iraq se relève complètement et qu'il joue son rôle naturel et historique aux côtés de ses pays arabes frères.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Liban.

M. Salam (Liban) (*parle en arabe*) : Tout comme notre présent à tous ne peut être dissocié de l'histoire du pays entre les deux fleuves, notre avenir à tous est lui aussi lié au présent de l'Iraq. Et je n'exagère pas, loin s'en faut. Dans chacun de nous il y a un peu d'Iraq. Oui, dans chacun de nous il y a un peu d'Iraq. Si nous tirons notre subsistance du travail de la terre, c'est parce que l'humanité a découvert l'agriculture entre le Tigre et l'Euphrate. Et si nous disposons aujourd'hui de traités, de constitutions et de lois qui régissent nos relations, nous ne devons pas oublier que les plus anciennes règles juridiques qu'ait connues l'humanité sont celles énoncées dans le code d'Hammourabi. Et si nous

insistons aujourd’hui sur l’importance de la science, de la pensée et de la culture dans les progrès de l’humanité, nous ne pouvons que rappeler le rôle de la capitale des Abbassides, la Bagdad d’Haroun al-Rachid, lieu de rencontre des gens de culture, des lettres et de l’art et de leurs diverses contributions.

Aujourd’hui, l’Iraq est en danger et ce qui le menace menace aussi notre avenir à tous, États, peuples et sociétés. La vague de terrorisme aveugle qui a frappé certaines parties de l’Iraq, si nous n’agissons pas rapidement pour l’endiguer, n’épargnera personne, ni en Iraq ni en dehors de l’Iraq, car au fond elle ne reconnaît pas les États, ni leurs frontières, ni leurs institutions. C’est la barbarie qui ne connaît ni religion, ni morale, ni valeurs. Si elle se réclame de l’islam et se cache derrière ses préceptes, les musulmans, eux, n’y sont pour rien. C’est l’obscurantisme en guerre contre la modernité et la civilisation, qui viole les droits de l’homme et la dignité humaine et qui rejette le principe de la liberté et de l’altérité.

Le Liban apprécie le rôle joué par le Conseil qui a adopté aujourd’hui la résolution 2170 (2014) et la déclaration présidentielle S/PRST/2014/20, et lui demande de rester uni et de prendre les décisions et d’adopter les résolutions internationales qu’il faut pour mobiliser les ressources nécessaires afin d’éliminer Daech et les autres organisations terroristes qui lui sont associées, empêcher les terroristes d’échapper à la justice et les faire répondre de leur actes.

Vous n’êtes pas sans savoir que pour lutter efficacement contre le terrorisme, les opérations militaires ou les mesures financières, seules, ne suffisent pas, aussi importantes soient-elles; ce qu’il faut, c’est adopter une approche globale, politique, économique et sociale pour en extirper les racines. Nous nous félicitons de ce qu’un nouveau Gouvernement iraquien ait été formé et ait réaffirmé sa politique d’ouverture et d’inclusion nationale. Nous espérons que le Conseil lui fournira tout l’appui nécessaire pour l’aider dans sa tâche. Il importe que nous réaffirmions à cette occasion que l’Iraq, qui vient de retrouver son unité nationale dans toute sa diversité sociale, ethnique, religieuse et culturelle, basée sur la règle de l’égalité des citoyens, est d’une grande richesse non seulement pour l’Iraq mais pour tous les Arabes, les musulmans et l’humanité dans son ensemble.

Le Liban, qui n’a que trop souffert et qui ne cesse de souffrir des attentats terroristes, dont celui qui a eu lieu ce matin contre ses forces armées dans la région d’Arsal après l’enlèvement d’un certain nombre de soldats, participe avec vous aujourd’hui, comme il l’a fait à Djedda et à Paris, à la lutte conjointe contre le terrorisme qui, pour qu’elle soit couronnée de succès, nécessite que vous l’aidiez à renforcer ses forces armées et à appuyer son économie et ses institutions nationales.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Pologne.

M. Winid (Pologne) (*parle en anglais*) : Je vous demanderais, Madame la Présidente, de transmettre au Secrétaire d’État John Kerry nos remerciements pour avoir organisé la présente séance. Je voudrais aussi remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Nickolay Maldenov, de son exposé détaillé et très utile.

Nous sommes vivement préoccupés par l’évolution de la crise en Syrie et en Iraq. Les extrémistes ont lancé une brutale campagne de terreur contre la population locale, et en particulier contre les minorités ethniques et religieuses, notamment les minorités chrétiennes. La Pologne participe à la Mission d’assistance des Nations Unies pour l’Iraq depuis 2003. À cette époque, nous avions aidé les autorités iraquiennes à rétablir la paix et la sécurité dans les provinces de Karbala, Babil, Al Qadisiyah et Najaf. Nous condamnons bien entendu les activités terroristes de l’État islamique d’Iraq et du Levant, qui incluent les détournements d’avion, la torture et les massacres.

Nous prenons note aussi du nombre croissant de personnes déplacées et de réfugiés. Nous appelons à un accès libre de l’aide humanitaire, surtout au bénéfice des groupes les plus vulnérables, notamment les femmes, les enfants et les handicapés. Nous appelons le Gouvernement iraquien à tout faire pour protéger les civils, y compris les membres de toutes les minorités ethniques et religieuses. Les crimes commis par les terroristes dans le nord de l’Iraq doivent faire l’objet d’une enquête par les mécanismes pénaux internationaux afin que les responsables de ces violations rendent compte de leurs actes.

La structure terroriste connue sous le nom de « califat islamique » pose une menace directe à la paix et la sécurité internationales. La communauté internationale doit donc réagir de toute urgence. La croissance sans précédent de l’EILL et la propagation de l’extrémisme dans toutes ses manifestations, notamment sous la forme de tensions communautaires, ont des

répercussions négatives sur la sécurité et la stabilité de toute la région du Moyen-Orient et au-delà.

Nous participons aux efforts visant à aider les civils dans le besoin de la région. Le 17 août, deux jours seulement après que l'Union européenne a décidé d'aider l'Iraq à lutter contre l'EIIL, le premier avion de transport polonais Hercules a livré huit tonnes d'aide au nord de l'Iraq. Nous avons également financé les locaux d'une nouvelle école à Erbil pour des enfants réfugiés. Le Ministre polonais des affaires étrangères a attribué plusieurs bourses à des étudiants iraquiens pour qu'ils étudient dans nos universités. Nous continuerons évidemment à fournir une assistance humanitaire.

Tout en réaffirmant l'indépendance, l'unité, l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Iraq, nous nous félicitons de la mise en place du nouveau Gouvernement iraquien. Nous sommes certains qu'il sera un gouvernement de réconciliation nationale qui représentera les intérêts de tous les citoyens iraquiens, indépendamment des divisions ethniques et religieuses. Nous nous engageons à aider le peuple iraquien et les autorités nationales et espérons qu'elles pourront rétablir l'ordre et l'état de droit, promouvoir le dialogue interculturel et interconfessionnel et préserver la très grande richesse du patrimoine culturelle de l'Iraq. La coalition internationale qui s'est constituée lors des réunions de Djedda et de Paris mérite d'être reconnue et appuyée. Nous savons bien que la stratégie de lutte contre l'EIIL ne saurait se limiter à une opération militaire. Il faut préparer une solution politique tant pour l'Iraq que pour la Syrie. Nos efforts collectifs doivent aider l'Iraq à se réinsérer complètement dans la région et dans la communauté internationale.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Albanie.

M. Hoxha (Albanie) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, ainsi que le Secrétaire d'État John Kerry d'avoir convoqué cette séance sur l'un des défis les plus pressants lancés à la paix et la sécurité internationales, et de m'avoir invité à y participer. Comme le reste du monde, nous sommes choqués par les actions terribles commises par des groupes terroristes en Iraq, notamment par l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL). Depuis des mois, partout où les fanatiques de l'EIIL ont posé le pied, la terreur est devenue la norme, la brutalité le mode d'action et le massacre d'innocents sa marque de fabrique. Les actions de ces terroristes ont fait un grand nombre de victimes, dont des enfants, et provoqué le déplacement de plus d'un million de civils iraquiens, y compris des déportations forcées sous peine d'exécution, et de menaces contre tous les groupes religieux et ethniques. L'Albanie condamne dans les termes les plus vifs toutes les attaques terroristes commises par des groupes et organisations terroristes en Iraq, en particulier par l'EIIL.

L'EIIL constitue aujourd'hui un danger indéniable et manifeste pour l'Iraq, les pays de la région, ainsi que pour la paix et la sécurité internationales. Nous, la communauté internationale, ne pouvons pas rester passifs pendant que les fanatiques de l'EIIL massacrent des villages entiers, attaquent les minorités religieuses d'Iraq, détruisent leurs lieux de culte et menacent l'intégrité et la souveraineté de pays indépendants. Nous ne pouvons pas rester silencieux tandis que ce fléau traverse les frontières et impose le règne de l'oppression et de l'obscurantisme.

Il faut dire et rappeler que l'EIIL ne représente pas les grands préceptes de l'islam. Au contraire, ce mouvement est une tache sur la foi qu'il prétend défendre. Nombre de groupes islamique dans le monde ont rejeté avec l'EIIL et ses actes odieux. Ils ont raison. L'EIIL est tout simplement une abomination pour l'islam. Ses membres ne sont que des terroristes et des assassins sans scrupule, prêts à massacrer tous ceux qui barrent leur chemin.

Si l'EIIL pose une menace directe à l'Iraq et à la Syrie, il menace également la paix et la sécurité internationales, les valeurs humaines, la vie humaine et notre civilisation commune. L'adoption par le Conseil de la résolution 2170 (2014) a été un premier pas dans la bonne direction, mais il faut d'urgence prendre des mesures plus audacieuses. Nous accueillons avec satisfaction la déclaration présidentielle (S/PRST/2014/20) adoptée plus tôt cet après-midi. Nous nous félicitons tout particulièrement de la position ferme des États-Unis, telle qu'énoncée par le Président Obama il y a quelques jours par le Secrétaire d'État Kerry cet après-midi, ainsi que des mesures prises par les autres partenaires et alliés.

C'est pourquoi depuis le début de la crise, l'Albanie s'est jointe à la coalition internationale pour lutter contre l'EILL et l'éradiquer. L'Albanie a pris des mesures concrètes en vue d'aider le nouveau Gouvernement iraquien à lutter contre le terrorisme. Mon pays reste déterminé à poursuivre son engagement et à fournir une assistance militaire et humanitaire. Nous avons déjà contribué à la lutte contre l'EIIL en fournissant une

quantité importante d'armes et de munitions aux forces armées iraquiennes et nous continuerons à aider l'Iraq.

Je voudrais rappeler également l'assistance particulière que l'Albanie a fournie aux réfugiés du camp de Hourriya. Peu de gens savent que, depuis l'appel lancé par le Secrétaire général il y a deux ans (voir SG/SM/15415), l'Albanie a reçu 240 des 377 réfugiés transférés sur une base humanitaire. C'est plus que deux fois le nombre total de personnes reçues par le reste du monde.

Enfin, le terrorisme est devenu un problème non seulement pour un pays ou une région, mais pour toute la communauté des nations. Il faudra un effort résolu et conjoint pour contrer et éliminer ce phénomène. C'est, à notre avis, le seul moyen de faire face à ce fléau alimenté par une déformation de la religion, la pauvreté et l'ignorance. C'est le meilleur moyen de redonner espoir et de restaurer la paix et la sécurité dans toutes les régions touchées. L'Albanie fait et continuera de faire partie de cet effort.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Nouvelle-Zélande.

M. McLay (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*) : La Nouvelle-Zélande vous remercie, Madame la Présidente, ainsi que le Secrétaire d'État Kerry d'avoir convoqué ce très important débat. Je veux qu'il soit pris note du fait que mon pays reste extrêmement préoccupé par la situation en Iraq. Comme d'autres, nous avons été choqués par la sauvagerie des actions commises par l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL, choqués par les pertes en vies humaines, les déplacements massifs de civils innocents et la violation généralisée des droits de l'homme. Tout ceci doit être condamné avec la plus grande force. Et nous avons été bouleversés par la crise humanitaire qui en a résulté.

Depuis juin, la Nouvelle-Zélande a fait deux contributions humanitaires, par le biais du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, comme l'a dit le Secrétaire d'État Kerry tout à l'heure, afin d'aider les personnes déplacées par la violence en Iraq. Nous saluons les efforts déployés par les membres de la communauté internationale qui ont aidé les personnes qui étaient dans le plus grand besoin. La Nouvelle-Zélande saisit donc la présente occasion pour exprimer sa solidarité avec le peuple iraquien face à cette crise.

Nous proposons expressément notre appui au nouveau Gouvernement du Premier Ministre al-Abadi. Nous nous félicitons de son engagement en faveur d'un gouvernement inclusif, ce qui sera d'une importance fondamentale pour traiter des causes profondes des problèmes internes de l'Iraq.

Demain, samedi 20 septembre, la Nouvelle-Zélande tient une élection générale, ce qui impose des limites constitutionnelles à notre engagement actuel. Toutefois, en dépit de ces limites nécessaires, nous saluons la détermination des États-Unis et d'autres pays à lutter contre la menace mondiale posée par l'EIIL et remédier à la crise humanitaire en Iraq. Nous nous félicitons tout particulièrement de l'appui que cet effort a reçu des acteurs régionaux, y compris des États arabes.

Une riposte efficace doit avoir l'appui des acteurs de l'ensemble de la région. Pour que cette riposte dure, elle doit tenir compte de leurs intérêts légitimes, notamment des préoccupations exprimées par les Émirats arabes unis qui craignent que l'EIIL ne devienne un sanctuaire pour des terroristes. En fin de compte, comme l'ont dit les représentants de l'Arabie saoudite et du Liban, l'évolution de l'EILL est le résultat d'une dynamique et de causes bien plus vastes qui dépassent l'Iraq et affectent toute la région, ce qui signifie face à la menace spécifique posée par l'EIIL, la communauté internationale doit prendre en considération l'impact sur l'ensemble de la région.

Dans ce contexte, la Nouvelle-Zélande reste attachée à fournir un appui politique et humanitaire maximal au peuple iraquien face aux graves difficultés auxquelles il est en proie.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République arabe syrienne.

M. Ja'afari (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Je tiens à ajouter ma voix à celle de mes collègues qui vous ont remercié, Madame la Présidente, d'avoir convoqué cette séance très importante, en présence du Secrétaire d'État des États-Unis, sur la situation en Iraq. Je me réjouis que M. al-Jaafari et M. Mladenov soient parmi nous.

Nous espérons que les autorités iraquiennes et le peuple frère d'Iraq réussiront pleinement à restaurer la paix et la sécurité sur tout le territoire du pays et à combattre et éliminer le terrorisme qui y sévit.

Certains orateurs ne s'en sont pas tenus au point de l'ordre du jour à l'examen, qui n'est autre que la situation en Iraq. C'est pourtant ce qui figure à l'ordre du jour. Ils ont évoqué la situation dans mon pays, de façon trompeuse et particulièrement provocante, en particulier lorsqu'ils se sont exprimés sur la lutte contre le groupe terroriste de l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL). J'attendais avec beaucoup d'intérêt la déclaration liminaire de M. Kerry. J'ai noté le caractère pondéré de sa formulation, reflétant l'importance du défi à relever en Iraq et dans la région, notamment en ce qui concerne le terrorisme et les menaces constituées par l'EIIL et d'autres organisations terroristes. Malheureusement, d'autres intervenants ont tenté de détourner notre attention de la question cruciale qui est aujourd'hui à l'examen, à savoir l'appui qu'il convient d'apporter à deux gouvernements et deux peuples, les Gouvernements et peuples iraquiens et syriens, dans la lutte contre l'EIIL, le Front el-Nosra et d'autres organisations terroristes affiliées, conformément à la résolution 2170 (2014). La guerre menée contre le terrorisme en Syrie et en Iraq est une seule et même guerre contre un ennemi unique. Les victimes recensées dans les deux pays sont celles d'un seul et même groupe terroriste odieux.

Le Gouvernement de mon pays participe activement à la lutte contre les groupes terroristes qui opèrent sous les noms d'EIIL et du Front el-Nosra. Nous menons depuis trois ans ces efforts de manière unilatérale en Syrie. Nous insistons constamment sur la nécessité de faire obstacle aux menées terroristes, de mettre un terme au financement du terrorisme et de combattre les terroristes qui se rendent sur notre territoire depuis l'étranger. Nous soulignons également qu'il importe de demander des comptes aux pays et États qui soutiennent le terrorisme.

Aujourd'hui, nous sommes vraiment soulagés que la communauté internationale ait pris acte des faits dont nous informons continuellement le Conseil et les États Membres. Nous n'avons eu de cesse de parler du terrorisme, de son existence, et des incitations à commettre des actes de terrorisme. Nous appelons sans arrêt l'attention sur les gouvernements qui appuient le terrorisme, la façon dont les médias y concourent, les fatwas et les personnes qui se prétendent oulémas et souscrivent au terrorisme. Il existe bel et bien des camps d'entraînement pour terroristes. Certains de ces camps se trouvent dans des pays voisins. Par ailleurs, d'aucuns tentent de masquer l'identité des soutiens du terrorisme. Le réveil de la communauté internationale auquel nous assistons à la faveur de la lutte contre l'EIIL et le Front el-Nosra est un soulagement, même s'il s'agit d'un réveil tardif. Nous tenons donc à réaffirmer que toute initiative antiterroriste internationale doit être ancrée dans le plein respect de la Charte et des dispositions et principes du droit international, en particulier ceux qui tendent à garantir la souveraineté des États. Tout effort crédible de lutte contre le terrorisme doit par conséquent faire l'objet, en amont, d'un travail de coordination avec le Gouvernement syrien.

En conclusion, combattre efficacement l'EIIL suppose de se colleter avec ses idéologies, qui sont basées sur les principes obscurantistes du wahhabisme saoudien, lequel n'est autre que la source de l'extrémisme à l'œuvre dans le monde arabe et musulman. Je voudrais ici rappeler que des milliers de terroristes saoudiens ont rejoint les rangs de l'EIIL en Syrie et en Iraq. La majorité des terroristes qui ont perpétré les attentats du 11 septembre étaient saoudiens, et non syriens. En outre, les idées d'Oussama ben Laden venaient également d'Arabie saoudite. Il me semble important de répéter que les événements qui plongent actuellement la région dans le chaos résultent d'une entente secrète entre l'Arabie saoudite, la Turquie et le Qatar et sont en train de saper l'avenir de la région.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie tous les orateurs qui ont pris part à la séance très productive d'aujourd'hui.

Il n'y a pas d'autre orateur inscrit sur ma liste. Le Conseil de sécurité a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

La séance est levée à 18 h 35.